



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 7 juin 2021**

PROCES-VERBAL

Adoption de l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 7 juin 2021

Adoption du procès-verbal du Conseil de Métropole du 29 mars 2021

Application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

1. Solidarités - Plan pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Convention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant 2021 - Autorisation de signature
2. Environnement - Révision du Plan Climat en Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) de Montpellier Méditerranée Métropole - Stratégie Neutralité Carbone 2050 et Orientations - Approbation
3. Environnement - Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) - Aide financière à la rénovation énergétique performante de logements - Approbation du dispositif
4. Aménagement durable - Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) - Pacte d'Engagement 2030 - Approbation - Autorisation de signature
5. Aménagement durable - Création d'une police métropolitaine des transports en commun - Conditions générales de création - Préfiguration du dispositif - Approbation
6. Aménagement durable - Gratuité des transports urbains pour les habitants de la Métropole - Mise en œuvre de la 2^{ème} étape avec la gratuité pour les "moins de 18 ans" et les "plus de 65 ans" - Approbation
7. Aménagement durable - Tramway - Ligne 5 - Déclaration de projet - Approbation
8. Aménagement durable - Tramway - Ligne 5 - Mise en compatibilité des documents d'urbanisme dans le cadre de la réalisation de la Ligne 5 - Approbation
9. Hors commission - Lancement du projet Med Vallée - Approbation
10. Aménagement durable - Commune de Montpellier - Med Vallée - Agropolis Museum - Parcelles cadastrées AI 3 et AI 77 - Avenue d'Agropolis - Résiliation du bail emphytéotique entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie - Approbation
11. Animation du territoire - Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Projet d'établissement 2021/2027 - Approbation
12. Animation du territoire - Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Conventions avec les écoles Comte, Gambetta et Daviler pour l'organisation des classes à horaires aménagés - Approbation - Autorisation de signature
13. Animation du territoire - Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Convention de mise à disposition des locaux situés au Château Mallet à Cournonterral - Approbation - Autorisation de signature
14. Animation du territoire - Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Convention avec la Cité scolaire Françoise Combes pour l'organisation des Classes à Horaires Aménagés Théâtre (CHAT) - Autorisation de signature
15. Animation du territoire - Charte de l'évènementiel responsable - Approbation
16. Solidarités - Définition de l'accès abordable sur le territoire de la Métropole - Approbation
17. Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2020 - Budget principal - Approbation
18. Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2020 - Budget annexe transport - Approbation
19. Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2020 - Budget annexe assainissement - Approbation
20. Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2020 - Budget annexe assainissement non collectif - Approbation
21. Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2020 - Budget annexe parking - Approbation
22. Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2020 - Budget annexe eau potable - Approbation
23. Aménagement durable - Montpellier Horizon Hydrogène - Accord de subvention par la Commission Européenne dans le cadre du Mécanisme d'Interconnexion en Europe Transport Hydrogène (MIE) avec l'agence INEA - Accord de subvention avec la Région Occitanie - Approbation
24. Aménagement durable - Gratuité du transport public - Partenariat de recherche avec l'association Villes Innovantes et Gestion des Savoirs (VIGS) - Avenant n°1 - Autorisation de signature
25. Aménagement durable - Montpellier Parking Gambetta - Convention d'amodiation de places de stationnement - Avenant n° 1 - Autorisation de signature
26. Aménagement durable - Convention de financement d'une Maîtrise d'Œuvre Urbaine et Sociale (MOUS) entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'accès au logement adapté des gens du voyage sédentarisés à Pignan - Approbation - Autorisation de signature
27. Aménagement durable - Conventions entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion des aires d'accueil de Bionne à Montpellier et de Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature

28. Aménagement durable - Élaboration du Plan Lumière de la Métropole - Convention de partenariat entre l'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement (INRAE), la TeleScop et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
29. Aménagement durable - Commune de Cournonsec - Modification simplifiée n°3 du PLU de Cournonsec - Approbation
30. Aménagement durable - Cession à la Ville de Montpellier de la parcelle RH n°14 partie sise commune de Montpellier - Extension du Skatepark de Grammont et création d'un centre d'entraînement de BMX Free style - Approbation
31. Aménagement durable - Commune de Montpellier - ZAC Nina Simone - Bilan de la participation par voie électronique - Création de la ZAC - Dénomination - Approbation
32. Cycles de l'eau - Projet de contrat de gestion intégrée et de transition écologique du territoire de Thau 2020-2025 et de sa première convention d'application 2021-2022 - Approbation - Autorisation de signature
33. Cycles de l'eau - Mise en œuvre des travaux du plan de gestion des cours d'eau du bassin versant du Lez sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation du programme de travaux pour l'année 2021 et demande d'aide financière auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse - Approbation
34. Cycles de l'eau - Protection contre les crues du Coulazou à Fabrègues - Déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Fabrègues - Bilan de la concertation préalable à la mise en compatibilité du PLU - Approbation
35. Cycles de l'eau - Projets de Solidarité internationale - Fonds "Eau" Oudin-Santini - Conventions de coopérations décentralisées et conventions financières - Autorisation de signature - Approbation
36. Cycles de l'eau - Convention d'occupation temporaire du domaine public autoroutier concédé en vue d'autoriser sa traversée par une conduite d'eaux usées - Autorisation de signature
37. Cycles de l'eau - Commune de Montferrier-sur-Lez - Abandon des captages de Pidoule et Fescau - Demande d'abrogation des Déclarations d'Utilité Publique afférentes - Approbation
38. Cycles de l'eau - Eau potable - Participation financière des opérations d'urbanisme à la construction d'un futur réservoir sur la commune de Castries - Approbation
39. Cycles de l'eau - Eau potable - Participation financière des opérations d'urbanisme aux travaux de renforcement de l'étage de pression 105 sur la commune de Montpellier - Approbation
40. Cycles de l'eau - Eau potable - Participation financière des opérations d'urbanisme aux travaux de renforcement de l'alimentation en eau du service de la commune de Saint-Brès - Approbation
41. Cycles de l'eau - Eau potable - Participation financière des opérations d'urbanisme à la construction du futur réservoir sur la commune de Prades-le-Lez - Approbation
42. Hors commission - Dispositif d'aide financière à l'acquisition de composteurs individuels - Approbation
43. Ressources - Taxe de Séjour - Modification des tarifs - Adoption
44. Ressources - Attribution de fonds de concours métropolitains - Approbation
45. Ressources - Méthode et durées d'amortissement des immobilisations du budget principal et des budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
46. Ressources - Réseau des Maires de France et Présidents d'Intercommunalité - Adhésion à l'AMF 34 - Approbation
47. Ressources - Adhésion à titre révocable à Pôle Emploi - Approbation
48. Ressources - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation
49. Animation du territoire - Fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale - Attributions 1er semestre 2021 - Approbation
50. Animation du territoire - Soutien au secteur culturel - Adhésion au Groupement d'Intérêt Public (GIP) Cafés Cultures - Convention constitutive - Désignation de représentants - Approbation - Autorisation de signature
51. Animation du territoire - Prise en charge des frais de déplacement, hébergement et restauration des auteurs invités dans le cadre de l'opération Partir en livre 2021 - Approbation
52. Animation du territoire - Adhésion au réseau professionnel "RAMantique" 2021-2023 - Approbation
53. Animation du territoire - Convention Pluriannuelle d'Objectifs pour la Scène de Musiques Actuelles - Association Stand'art - Victoire 2 - Autorisation de signature
54. Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre et le Réseau Canopé - Projet "Jeunes reporters au musée - Série de podcasts et web-tv par et pour les jeunes" - Approbation - Autorisation de signature

55. Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre et Ciné Photo Comédie - Approbation - Autorisation de signature
56. Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre et la Faculté d'éducation - Approbation - Autorisation de signature
57. Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre et la Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale (MGEN) Union - Approbation - Autorisation de signature
58. Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre et la Chambre de Commerce Italienne pour la France - Autorisation de signature
59. Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre et le Cercle Mozart - Approbation - Autorisation de signature
60. Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre et l'Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
61. Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre et l'École Supérieure Travelling - Approbation - Autorisation de signature
62. Animation du territoire - Convention de mécénat entre le musée Fabre et la Maison L'Œuf - Approbation - Autorisation de signature
63. Animation du territoire - Convention de mécénat de compétences entre le musée Fabre et la société Acelys - Approbation - Autorisation de signature
64. Animation du territoire - Convention entre le musée Fabre et l'association LineUp - Avenant - Approbation - Autorisation de signature
65. Animation du territoire - Musée Fabre - Adhésion à des réseaux d'échanges professionnels - Approbation
66. Animation du territoire - Réseau des médiathèques et du livre - Renouvellement de la convention entre l'Université Paul Valéry Montpellier 3 hébergeant le Centre régional du Sudoc-PS Occitanie-Est et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
67. Animation du territoire - Convention de partenariat entre l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 (LabEx ARCHIMEDE) et le musée Henri Prades pour l'organisation, la promotion, l'édition de publications et la communication de l'exposition « Gaulois ? Gaulois ! Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques » - Autorisation de signature
68. Animation du territoire - Convention de coopération entre le musée Bibracte et le musée Henri Prades pour la conception, la production et la valorisation de l'exposition temporaire « Gaulois ? Gaulois ! Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques » - Autorisation de signature
69. Animation du territoire - Convention pluriannuelle d'objectifs entre la Ville de Montpellier, la société ViàOccitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature
70. Animation du territoire - Convention de dépôt d'objets archéologiques du Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole, au musée d'Ambrussum de la Communauté de commune du Pays de Lunel 2021-2025 - Autorisation de signature
71. Animation du territoire - Résidence de création littéraire Lattara - Bourse de création - Accueil et prise en charge des frais de Lou DARSAN - Demandes de subventions afférentes - Approbation
72. Animation du territoire - Comédie du Livre 2021 - Convention de partenariat avec la Ville de Montpellier pour l'organisation de la manifestation - Approbation - Autorisation de signature
73. Animation du territoire - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'association Grain d'Images pour l'organisation de la manifestation "Les Boutographies" - Autorisation de signature
74. Animation du territoire - Domaine d'O - Conventions d'exploitation avec l'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) du Domaine d'O - Autorisation de signature
75. Animation du territoire - Complexe sportif Yves-du-Manoir - Stade d'honneur - Occupation temporaire du domaine public - Convention de mise à disposition au Montpellier Hérault Rugby Club - Saison sportive 2021-2022 - Autorisation de signature
76. Animation du territoire - Stade de la Mosson - Mondial 98 - Occupation temporaire du domaine public - Convention de mise à disposition au Montpellier Hérault Sport Club - Saisons sportives 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024 - Autorisation de signature
77. Animation du territoire - Palais des sports René Bournol - Occupation temporaire du domaine public - Convention de mise à disposition au Montpellier Handball - Saisons sportives 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024 - Autorisation de signature

78. Environnement - Convention opérationnelle pour la programmation agroécologique et environnementale du Clos du parc de Lavérune entre le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) d'Occitanie, la Commune de Lavérune et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature
79. Environnement - Rénovation thermique de copropriétés - Ecocité Ville de Demain - Modification convention type d'application - Approbation
80. Environnement - Fixation de taux de redevances d'occupation du domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole par les ouvrages de réseaux privés de fluide caloporteur - Approbation
81. Environnement - Concession pour le service public du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente - Avenants de prorogation du contrat de concession de la Ville de Montpellier et des conventions afférentes - Autorisation de signature
82. Environnement - Concessions de distribution publique de gaz - Avenants de prorogation de six contrats de concession - Autorisation de signature
83. Solidarités - Plan Logement d'abord - Attributions de subventions à diverses associations en charge de la réalisation des actions 2021 - Conventions - Autorisation de signature
84. Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL 3M) - Actions d'insertion Logement 2021 - Convention 2021 avec l'Amicale du Nid - Avenant concernant le parcours de sortie de la prostitution - Approbation - Autorisation de signature
85. Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL3M) 2021 - Convention relative à la participation volontaire d'Erilia - Autorisation de signature
86. Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL3M) - Actions d'insertion Logement 2021 - Convention 2021 avec le centre d'Accompagnement de Parcours Jeunes Adultes (APAJ) - Autorisation de signature
87. Solidarités - Construction de 147 logements sociaux à Castries, Prades-le-Lez, Saussan, Saint-Brès et Montpellier - Attribution de subventions à la SA d'HLM FDI Habitat - Conventions - Autorisation de signature
88. Solidarités - Construction de 24 logements sociaux à Baillargues - Attribution de subventions à la SA d'HLM SFHE Groupe ARCADE - Conventions - Autorisation de signature
89. Solidarités - Construction de 12 logements sociaux à Lattes et Prades-le-Lez - Attribution de subventions à la SA d'HLM Promologis - Conventions - Autorisation de signature
90. Attractivité - Cité intelligente - Appel à projets innovants et expérimentations au service de la Ville - Approbation
91. Attractivité - Cité intelligente - Partenariat avec le Laboratoire UMR CNRS - Université de Montpellier "Dynamiques du droit" - Autorisation de signature
92. Attractivité - Association French Tech Méditerranée - Convention de partenariat - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature
93. Attractivité - Fonds régional L'OCCAL - Épidémie de Covid-19 - Soutien aux entreprises du commerce de proximité, de l'artisanat et du tourisme - Réabondement et poursuite du fonds - Avenant à la convention avec la Région Occitanie - Autorisation de signature
94. Attractivité - SATT AxLR - Abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune - Convention - Approbation - Autorisation de signature
95. Attractivité - Frais de déplacement à l'étranger pour des agents de la Direction du Développement Économique et de l'Emploi de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
96. Attractivité - Commune de Fabrègues - Secteur des "4 Chemins" - Convention avec le Syndicat Bas Languedoc (SBL) de participation financière aux équipements d'Adduction en Eau Potable - Approbation - Autorisation de signature
97. Attractivité - Contrat de Plan État Région 2015-2020 - Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Avenants de prorogation - Approbation - Autorisation de signature
98. Attractivité - Convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment de l'Hérault (CAPEB Hérault) - Approbation - Autorisation de signature
99. Hors commission - Soutien aux Congrès - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature
100. Ressources - Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) - Approbation
101. Ressources - Rapport d'activité de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC) - Approbation
102. Attractivité - Convention de Délégation de Service Public - Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud - Avenant n°4 - Autorisation de signature

103. Hors commission - Organisme Extérieur - SAEML TaM - Modification statutaire - Autorisation accordée aux représentants de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
104. Environnement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public (RPQS) de prévention et de valorisation des déchets - Rapport annuel du délégataire de service public de l'usine de méthanisation AMETYST - Exercice 2020 - Approbation
105. Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation
106. Hors commission - Commune de Grabels - Secteur Gimel - Convention opérationnelle entre la commune de Grabels, l'Établissement Public Foncier d'Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
107. Hors commission - Attributions de subventions dans la thématique "Mobilités" - Approbation - Autorisation de signature
108. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2021 - Conventions d'attribution - Annulation d'une subvention 2021 - Modification d'une attribution de subvention 2021 - Approbation - Autorisation de signature
109. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique de la Ville, Insertion par l'emploi et l'activité économique" - Exercice 2021 - Approbation - Conventions - Autorisation de signature
110. Hors commission - Attributions de subventions relatives à la thématique "Développement Économique, Emploi, Agroécologie et Alimentation " - Exercice 2021 - Approbation - Conventions - Autorisation de signature
111. Hors commission - Agence Locale de l'Énergie et du Climat - Attribution de subventions - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 7 JUIN 2021 A 9H30

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50 Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales:

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI.

Absent / Excusé :

Serge DESSEIGNE.

Monsieur le Président

Je vous invite à prendre place. Nous allons commencer les travaux du Conseil de Métropole.

Bonjour. Avant d'accueillir Madame GIMENEZ, qui fera l'appel pour l'Assemblée et présentera le premier point à l'ordre du jour, voici quelques informations. D'abord, je voudrais adresser en notre nom à tous et très officiellement les félicitations à notre collègue Maire de Saint-Drézéry, Jackie GALABRUN-BOULBES, pour sa distinction à l'Ordre national du mérite par le Premier ministre, Monsieur CASTEX, qui reconnaît l'ensemble de son action, passée, présente et à venir, au service des habitants de notre intercommunalité et du bien commun. Je voudrais aussi – elle n'est pas là, elle est excusée – féliciter en votre nom et très officiellement Coralie MANTION, dont la naissance de Méanja est arrivée.

Nous retrouvons notre vie statutaire en présentiel. En effet, la situation sanitaire dans le département de l'Hérault, et plus précisément dans la Métropole, ne cesse de s'améliorer, même si évidemment nous devons être prudents – et je veux remercier les collègues qui suivent en visio ce Conseil de Métropole. Nous avons clairement un taux d'incidence à la baisse, un nombre de patients hospitalisés en réanimation et hospitalisés en baisse au Centre Hospitalier Universitaire (CHU). Hier, à titre d'indication, le Centre de vaccination à la Mairie avait accueilli près de 55 000 personnes, grâce à la mobilisation de tous et de toutes, en plus des autres lieux de vaccination présents, la Clinique Saint-Jean, le CHU, Bouisson-Bertrand, etc. Donc on peut tous collectivement espérer avoir un été un petit peu plus serein et espérer que nous soyons sur une trajectoire de sortie de crise.

Beaucoup de collègues ici sont candidats aux élections départementales et régionales, sur des sensibilités différentes. Je voudrais leur souhaiter une bonne campagne électorale et surtout inviter les habitants et habitantes de la Métropole à la mobilisation les 20 et 27 juin. C'est vrai que ce calendrier électoral n'est pas forcément celui que nous avons l'habitude de connaître – il y a eu un report des élections. Mais il s'agit d'élections importantes, les départementales et les régionales. Ces deux collectivités sont à la fois partenaires de la Métropole et engagent plusieurs milliards d'euros de dépenses sur la vie quotidienne des habitants de la Métropole (éducation, pompiers, formation professionnelle, développement économique). Evidemment, c'est un scrutin majeur. Il s'agit de souhaiter encore une fois bonne campagne à tous ceux qui s'y engagent.

Nous avons tous pu savourer les très bons résultats sportifs de nos équipes – n'est-ce pas Monsieur MEUNIER, qui a accompagné le Basket Lattes Montpellier-Méditerranée-Métropole Association (BLMA), et Madame WEBER. Nous les avons accueillis à l'Opéra Comédie. Le Montpellier Hérault Rugby (MHR) a eu son titre européen après une saison particulièrement éprouvante dans le Top 14, mais il reste dans le Top 14. L'an prochain, il y aura un derby avec l'Union Sportive Arlequins Perpignanaise (USAP) à Montpellier et à Perpignan, puisque grâce à Monsieur ASSAF, nous avons accueilli la finale de Pro D2 à Montpellier, Biarritz-USAP. Le waterpolo, qui lui aussi avait connu une saison un peu difficile, finalement jouera l'Europe l'année prochaine. Il finit troisième. Bravo à eux. Comme le hand, qui finit second, même si ce week-end a été un peu sombre face à Nantes. Il jouera l'Europe l'année prochaine. Je crois que c'est une très bonne chose, notamment pour les Blue Fox. On a suivi aussi, Monsieur le Maire de Castelnau-le-Lez, l'aventure du volley, qui là encore est absolument remarquable. Tout ça dans le contexte que nous connaissons, et nos équipes obtiennent ces très bons résultats. Le foot, huitième, changement d'entraîneur. Il faut saluer Michel DER ZAKARIAN, qui a quand même accompagné notre équipe dans des grands moments. Et on fonde beaucoup d'espoir sur le nouvel entraîneur. Voilà sur le plan du sport.

Sur le plan de la culture, progressivement la vie aussi reprend ses droits, puisque la Comédie du Livre se tient en numérique. Dans la décision de la tenir en présentiel ou en numérique, la prudence devait prévaloir. Donc c'est en numérique. Les auteurs sont au Corum. Et merci à la presse de rendre compte de leurs débats, de leurs travaux. Le Printemps des Comédiens et Montpellier Danse aussi se préparent. Je voudrais bien confirmer, même si le sommet Afrique-France est décalé au mois d'octobre, que le concert – et merci à Cyril MEUNIER – aura lieu le 9 juillet. Dans cette première quinzaine, je ne peux pas encore trop en dire. Dans cette première quinzaine de juillet se prépare un feu d'artifice culturel. Mais nous aurons l'occasion d'en reparler. D'ailleurs le Corum aussi commence à retrouver son activité avec un certain nombre de congrès. C'est donc une très bonne nouvelle pour les hôteliers, les restaurateurs, pour l'activité économique sur ce territoire.

Activité économique, d'ailleurs : nous aurons l'occasion d'en parler à travers certaines délibérations, mais au mois de septembre nous réunirons l'ensemble des acteurs pour bien préparer, ensemble, de manière coordonnée, la relance et la mobilisation pour l'emploi. Monsieur le Directeur Général des Services m'indiquait que les crédits d'investissement que nous avons votés au budget sont très largement consommés

à ce stade de l'année. Vous savez que la question de l'exécution budgétaire – qui sera un des débats lors du Compte administratif – est très importante, et la Métropole n'a jamais autant investi à ce jour sur le territoire.

Autre aspect, dossier suivi par notre collègue Joël RAYMOND : nous avons ouvert les discussions avec les organisations syndicales de la Métropole, puisque la loi nous demande d'appliquer les 1 607 heures. Nous sommes aujourd'hui à 1 530 et donc nous devons construire par le dialogue une mise en conformité avec la loi. Le dialogue s'est ouvert avec une trajectoire de mise en œuvre à l'horizon du 1^{er} janvier 2022.

Voilà pour les informations. Je vous propose de donner la parole à Clara GIMENEZ pour procéder à l'appel. Beaucoup de collègues sont absents, mais en ayant laissé procuration, et suivent ce Conseil grâce à sa retransmission.

Clara GIMENEZ procède à l'appel.

L'appel est clos. Nous avons donc le quorum. La séance est ouverte.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE METROPOLE DU 7 JUIN 2021

Monsieur le Président

Approbation de l'ordre du jour. A la suite de l'envoi initial, il y avait 105 affaires. Il y a un envoi complémentaire qui a été fait : 6 affaires ont été ajoutées et l'ordre du jour comporte 111 affaires. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Adopté.

ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL DE METROPOLE DU 29 MARS 2021

Monsieur le Président

Procès-verbal du 29 mars. Est ce qu'il y a des remarques ou observations ? Je mets aux voix. Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adopté.

Le procès-verbal de la séance du 29 mars 2021 est adopté à l'unanimité.

Pour : 91 voix

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Vous avez reçu les décisions prises. Je vous demande d'en prendre acte.

Le Conseil prend acte des décisions.

AFFAIRE N° 1 : SOLIDARITES - PLAN PAUVRETE - ENGAGEMENTS POUR LA PREVENTION ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE - CONVENTION ENTRE L'ETAT, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - AVENANT 2021 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 1. Je donne la parole à Madame GIMENEZ, Vice-Présidente en charge de la cohésion sociale, pour présenter la délibération sur le plan pauvreté.

Clara GIMENEZ

Merci, Monsieur le Président. Je suis assez fière de vous présenter le fruit du travail collectif des services, à la fois du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier, de la Ville de Montpellier, ainsi que des services de la Métropole. Ce sont plusieurs directions concernées, qui ont travaillé ensemble pour l'élaboration de ce plan, qui a été travaillé en partenariat étroit avec mon collègue Michel CALVO pour la Ville de Montpellier.

Le plan pauvreté a pour vocation de décliner localement la stratégie nationale, qui a pour but de lutter contre la reproduction de la pauvreté dès le plus jeune âge de la vie, de garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, d'assurer pour tous les jeunes un parcours de formation qui leur permette d'acquérir des compétences, une meilleure accessibilité et équité des droits sociaux, et l'investissement pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

Par ailleurs, je fais partie de ceux – je le dis maintenant comme ça c'est fait – qui jugent nécessaire un véritable changement de paradigme sur les questions de lutte contre la pauvreté, qui nécessite une vraie politique volontariste. Néanmoins, quand on sait que dans la ville de Montpellier le taux de pauvreté est de 27 %, et que sur le territoire de la Métropole il est de 19,8 % : il y a urgence à agir pour les plus précaires. C'est pourquoi, dès notre arrivée aux affaires, on a décidé de contractualiser avec l'État sur le plan pauvreté, dont je vais vous présenter toute de suite le fonctionnement, puis le bilan de l'année 2020 et les perspectives pour 2021.

Le plan pauvreté, c'est une convention entre la Collectivité, donc pour nous c'est la Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS, et l'État autour d'objectifs communs et partagés. C'est un plan sur 3 ans qui est renouvelé chaque année – on est sur le deuxième renouvellement. L'État finance 50 % du montant total. En 2020, pour rappel, c'était 1 million d'euros, dont 50 % étaient financés par l'État. Cette année, c'est un peu plus, puisqu'on récupère 194 000 euros de report de montants non dépensés en 2020.

En 2020, environ 4 000 personnes ont été concernées par les actions du plan pauvreté, autour de plusieurs thématiques.

Sur la veille sociale, c'est la recherche de locaux pour un quatrième accueil de jour, c'est la distribution de kits d'hygiène par le biais de quatre associations à destination des plus précaires, c'est l'augmentation de deux à quatre maraudes par semaine de *la bulle douche nomade* pour les personnes sans domicile fixe et une maraude le dimanche, et c'est l'amélioration aussi des douches existantes.

Sur les questions d'aide alimentaire, c'est le soutien à une meilleure organisation du marché solidaire situé rue de l'Industrie, qui a concerné tout de même 1 200 familles, c'est l'aide à l'achat de produits locaux, c'est la réalisation d'un état des lieux de l'aide alimentaire pour mieux coordonner l'aide alimentaire, et ce sont deux expérimentations pour tester de nouvelles façons de fournir l'aide alimentaire.

Sur les questions d'accès aux droits, notamment pour les personnes qui vivent en squats et en bidonvilles, c'est le projet d'habitat intercalaire avec l'association Luttopia, c'est la sécurisation de l'accès à l'eau sur l'ensemble des bidonvilles de la Métropole, c'est la sécurisation du poste de relevage d'eau à l'entrée du bidonville Bonnier-de-la-Mosson, et c'est aussi l'inscription aux centres de loisirs des enfants vivant en bidonvilles.

Sur les questions d'insertion professionnelle, ce sont 170 personnes accompagnées pour une remise en parcours professionnel, ce sont 15 familles monoparentales suivies par le CCAS pour lever les freins à l'emploi, ce sont 34 personnes identifiées en situation de vulnérabilité, d'exclusion ou de difficulté d'accès à l'emploi et avec une problématique de santé ou de handicap qui ont pu bénéficier du programme Cap'A'Cité, c'est une étude pour la création d'une coopérative d'activités et d'emplois des femmes dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV) par l'association Institut Méditerranéen d'Etude d'Ingénierie et de Formation (IMEIF), ce sont 34 personnes qui ont bénéficié de divers chantiers d'insertion, ce sont 284 jeunes diplômés issus des quartiers prioritaires de la Métropole qui ont été inscrits sur la plateforme Coraline « *diversifiez vos talents* ». Ce sont aussi 67 personnes accompagnées et 25 familles aidées financièrement grâce au point conseil numérique du CCAS, et des ateliers numériques par le CCAS pour les personnes réfugiées.

Sur les actions de 2021, 70 % des actions qui ont été démarrées fin 2020 vont se poursuivre et seront développées en 2021, et 30 %, qui sont celles que je vais vous présenter, sont nouvelles et s'inscrivent dans la stratégie définie en 2020. C'est la création d'un lieu d'hébergement et d'accompagnement des personnes en situation de grande marginalité. C'est la mise en place de l'application *La Savonnette* qui permet aux personnes en situation de rue de géolocaliser les services qui leur sont proposés à proximité, qui a été développée en partenariat avec la Jeune chambre économique. C'est aussi – et ça intéressera un certain nombre d'entre vous – l'extension des maraudes du Samu social aux communes de la première couronne de la Métropole, afin de repérer des personnes qui pourraient être en situation de rue.

Sur les questions d'aide alimentaire, c'est la mutualisation des approvisionnements en produits frais pour les petites structures, et c'est la création dans la Ville de Montpellier des premières cantines solidaires pour que les personnes ne mangent plus debout à la rue mais puissent s'installer, développer du lien social, échanger et profiter d'un bon repas chaud assis. C'est aussi le développement d'un projet de « *territoire zéro chômeur de longue durée* ». C'est aussi – je suis désolée, il y a vraiment beaucoup d'actions – la création d'un lieu d'animation collective sur le bidonville Zénith 2, la résorption du bidonville de Celleneuve avec la création d'un village de transition, la réalisation d'un lieu d'habitat intercalaire en lien avec Luttopia, l'accompagnement global des habitants du quartier Marels-Montaubérou, et l'étude de faisabilité d'une mutuelle communale.

Vous le voyez, on a une diversité d'actions qui sont développées. Je le dis d'emblée : le taux de pauvreté à Montpellier nous incite à développer une majorité d'actions sur la ville-centre. Néanmoins, l'extension des maraudes du Samu social, etc., sont des premières pistes d'action de travail avec les communes. Nous avons longuement échangé au cours de la commission Solidarité, avec l'ensemble des Adjointes aux questions sociales qui étaient présents, ce qui nous a permis de pointer un certain nombre de questions. Et nous allons commencer un travail en commun, avec tous les Adjointes aux questions sociales de la Métropole, pour essayer de développer des actions communes, de créer du lien entre nous, de partager les bonnes pratiques et de pouvoir mettre en place des politiques ambitieuses dans toutes les communes. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Madame la Vice-Présidente. Voilà les actions qui sont engagées, qui nécessitent qu'on abonde pour la deuxième année consécutive 500 000 euros, qui nous donnent un pendant du point de vue de l'État. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur ce point ? Madame DOULAIN, Monsieur CALVO, Madame TOUZARD, Monsieur REVOL. Allez-y, Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Vous l'avez dit, dans notre Métropole, une personne sur cinq vit sous le seuil de pauvreté, une sur quatre à Montpellier. Je profite de cet avenant 2021 au plan de pauvreté pour faire un petit exercice de mise en perspective. Bien sûr, il faut le dire clairement, il y a dans ce plan des actions indispensables que nous soutenons et dont nous souhaitons la réussite et le plus vite possible. Mais je vous prie, Monsieur le Président, de stopper l'hypocrisie. Parce que pendant que nous discutons de ce plan de pauvreté, votre majorité continue de faire la chasse aux SDF dans le centre-ville. Plusieurs associations, dévouées et en-dehors de tout soupçon, ont dénoncé publiquement ces agissements, tandis que de nombreux SDF ont témoigné sur les réseaux sociaux. On a notamment dernièrement entendu parler aussi d'amendes pour camping sauvage. Les SDF ne font pas du camping. Cela m'amène à une question très claire : quel est votre objectif, Monsieur le Président ? Endiguer la pauvreté ou la déplacer en-dehors de l'Écusson ?

Bien sûr que la problématique est complexe, bien sûr que les causes sont multiples et bien sûr qu'il faut travailler en concertation avec l'État, avec le Département, avec la Région – et je connais votre art de l'esquive sur le sujet. Mais maintenant, parlons concrètement, parlons des chiffres, des moyens alloués à ce plan pauvreté : on ne peut malheureusement que rire jaune. Malgré nos propositions, en 2021, les financements restent encore trop faibles : 1 million d'euros au total pour une Métropole qui compte près de 500 000 habitants ; 1 million d'euros alors qu'une Ville comme Nantes – qui compte deux fois moins de pauvreté – débloque jusqu'à 6 millions d'euros cette année. De plus, sur ce million d'euros, on l'a vu, nous ne mettons que 320 000 euros. Désolée, je vais continuer un petit peu avec les chiffres, mais c'est 0,03 % du budget de la Métropole. Que représentent environ ces 320 000 euros ? C'est le montant que vous allez accorder plus tard au groupe de presse ViàOccitanie, c'est le chèque cadeau que vous avez concédé à la multinationale accusée d'évasion fiscale, JCDecaux, c'est le coût des travaux que nous avons engagés pour refaire la dalle du Polygone. Il faut des chiffres pour rendre le débat objectivable. Pendant ce temps, on assiste à une hausse de la pauvreté : +10 % de bénéficiaires du RSA dans notre département.

J'invite donc tous les conseillers métropolitains à bien garder en tête ces montants, ces équivalences. Quand on se demande si nous sommes réellement en train d'endiguer la pauvreté sur notre Métropole ou si on se contente de saupoudrage et de communication, accrochez-vous à ces chiffres, car ils doivent servir de boussole pour les arbitrages budgétaires qui seront les nôtres dans les années à venir. Je vous le redemande donc, Monsieur le Président : quel est votre objectif ? Lutter contre la pauvreté ou bien, comme votre mentor François HOLLANDE – qui était de passage à Montpellier dernièrement – tenter de manière peu volontariste d'inverser la courbe ? Merci pour vos réponses.

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur CALVO.

Michel CALVO

Je voudrais intervenir sur quatre points. D'une part, sur Montpellier et sur notre territoire, le taux des places d'hébergement d'urgence et de l'organisation de la distribution alimentaire est en retard et n'atteint pas le taux de couverture national. Malgré les efforts des deux derniers Préfets, on a un taux de couverture qui est 10 points en retard sur le plan national, ce qui fait que, ou on investit sur ces politiques-là – puisque les difficultés sont sur notre territoire – ou on laisse uniquement l'État seul et le retard s'accumule. C'est le fruit des deux derniers mandats qui est créateur de cette situation que nous avons trouvée. Notre décision, en prenant les crédits de l'État sur le plan pauvreté, c'est d'essayer d'investir et de rattraper notre retard.

Je voudrais dire à l'intervenante précédente que tous nos efforts pour combattre la pauvreté ne sont pas contenus uniquement dans le plan pauvreté. Quand on décide de créer les repas à 0,50 euros pour les habitants de bidonvilles, quand on décide la gratuité pour les personnes âgées au-delà de 65 ans, ce n'est pas le plan pauvreté qui porte ces mesures qui pèsent plusieurs millions, si on cumule les deux. Des efforts pour combattre la pauvreté, nous en faisons par tous les moyens, pour la réduire ; ce n'est pas uniquement le plan pauvreté. Le plan pauvreté, c'est donner des effets d'entraînement pour l'ensemble de la politique du territoire.

Deuxièmement, la Ville de Montpellier a décidé d'intervenir en collaboration avec toutes les associations de distribution alimentaire pour améliorer le dispositif. À terme, notre couverture des épiceries sociales et solidaires qui visent les familles pauvres, et notre réseau de cantines populaires que nous voulons lancer – elles seront portées par notre budget – parce que le plan pauvreté aura aidé à les créer. Mais dans deux ans, quand le plan pauvreté s'arrêtera, nos cantines et nos épiceries continueront à fonctionner. Et moi je tiens à souligner que l'effort qu'on fait sur les cantines, c'est pour améliorer la qualité de l'accueil pour tous les publics.

Deuxièmement, je voudrais dire une chose. C'est bien beau de faire une opposition combattre la pauvreté ou infléchir la courbe. Moi, je ne fais pas du soutien à la pauvreté pour laisser les gens dans la pauvreté. Je fais du combat contre la pauvreté en créant des parcours pour en sortir. Donc j'essaye de conduire, d'encourager toutes les associations à créer des étapes, que nous pourrions mesurer d'année en année, qui permettent de mesurer le travail pour qu'on sorte les gens de la pauvreté. L'objectif n'est pas de distribuer des repas alimentaires pour les laisser s'enfermer dans les repas alimentaires dépendants. L'objectif, c'est offrir des structures qui permettent aux gens qui sont dans la faim de s'en sortir et de commencer à revenir sur un parcours qui leur permet de participer à la société. Alors, vous pouvez appeler ça « *infléchir les courbes* ». Moi, je me moque de savoir si c'est « *je combats la pauvreté* » ou « *j'infléchis la courbe* ». Moi, ce qui m'intéresse, c'est qu'une personne, quand elle vient manger dans une cantine populaire, si elle décide de s'impliquer dans le fonctionnement de la cantine populaire, elle retrouve des arguments, elle retrouve des liens avec une partie des habitants autour d'eux, qui pourront la conduire plus loin. Moi, ce qui m'intéresse, c'est de savoir, quand une personne est hébergée en urgence, si elle est hébergée en urgence comme dans un hôtel ou si elle participe à un collectif qui lui permet de rebondir et de prendre sa place dans la société.

Troisième point. Notre troisième objectif, ce sera pour l'année prochaine : le développement de l'accès aux droits. Un tiers des allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA), en France ne demandent pas leurs droits qui sont ouverts. Un tiers. Ce pourcentage monte à un sur deux quand on est au niveau des Sans Domicile Fixe (SDF). Ne pas se préoccuper de l'accès aux droits, d'aller vers les gens pour les convaincre de récupérer leurs droits, c'est irresponsable.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur CALVO. La parole est à Madame TOUZARD. Puis Monsieur REVOL et Madame GIMENEZ apportera quelques éléments de réponse.

Isabelle TOUZARD

Bonjour à tous. Bonjour chers collègues. Merci à Clara pour cet exposé et puis pour le bilan déjà de l'année passée. On en a déjà souvent discuté : je me ravie de voir le volet alimentaire de ce plan pauvreté se développer. En effet, on a une stratégie à avoir par rapport à cette question de lutte contre la précarité alimentaire, qui ne fait que s'accroître. On a tous en tête ce fameux chiffre comme quoi, je crois, près de 40 % de la population en France, des ménages, ont l'alimentation comme variable d'ajustement en fin de mois. C'est terrible. Donc un gros travail est à mener.

Et là je pense que la Ville de Montpellier, c'est le gros morceau, c'est sûr, au niveau de la question de la pauvreté. Mais malheureusement, elle est bien présente sur toutes nos communes.

Et au niveau de la Métropole, je pense qu'on a une réelle politique de solidarité alimentaire à mettre en œuvre, et ce rôle aussi d'appuyer l'expérimentation – comme tu l'as signalé – l'innovation, parce qu'il y a beaucoup d'initiatives citoyennes très intéressantes qui se développent pour donner plus de dignité surtout, faire en sorte que – comme tu l'as dit – cette alimentation, même si on est dans une situation précaire, elle soit saine et choisie. Et beaucoup d'initiatives vont dans ce sens-là. Donc à nous de les repérer, de les soutenir, dans une perspective, j'espère, de sortie de cette précarité alimentaire. Je sais qu'au niveau national, gouvernemental, il y a des réflexions. Certains chercheurs montpelliérains portent la question de la sécurité sociale de l'alimentation durable, c'est-à-dire comment permettre à chacun et à chacune d'avoir le minimum pour pouvoir s'alimenter, je dirais correctement. Il y a de belles perspectives. Donc je crois que nous, Montpellier, localement, et la Métropole, on peut jouer notre rôle.

Soulignons quand même tout le travail exemplaire qui est fait. Ce sont des bénévoles aussi, beaucoup, qui sont derrière cette question de la solidarité et de l'aide. Ils sont très nombreux. Ils donnent beaucoup. Donc il ne s'agit pas de pointer. Ils savent que la situation n'est pas toujours satisfaisante. Il y a la question de l'approvisionnement en produits de qualité, locaux, sur lequel on travaille, et je pense qu'il y a vraiment une convergence qu'on peut trouver, entre nous tous, autour de cette question de la solidarité alimentaire. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Isabelle. La parole est à Monsieur REVOL, Maire de Grabels.

René REVOL

Bonjour. D'abord je voudrais rendre hommage à l'action très volontariste de Madame GIMENEZ et de Monsieur CALVO sur ce dossier de la pauvreté, qui nous fait changer de rythme.

Je me réjouis du fait que le Samu social puisse s'étendre sur la couronne de Montpellier, parce qu'une des caractéristiques du plan pauvreté, tel qu'il a été cadré par le Gouvernement – et je reviendrai sur ses insuffisances – consiste à cibler essentiellement les quartiers de la politique de la ville. Donc les 12 quartiers de Montpellier de la politique de la ville – ce qui est absolument nécessaire puisque c'est dans ces 12 quartiers qu'il y a la concentration de pauvreté la plus forte – mais tous les professionnels, que ce soit les professionnels de l'assistance sociale, ou que ce soit les bénévoles, ou que ce soit les sociologues de la pauvreté, vous disent que l'évolution depuis une dizaine d'années de la pauvreté aboutit à son expansion. Celui qui est pauvre et qui ne représente que 10 % du quartier est aussi pauvre que celui où ça représente 60 % du quartier. Donc à partir de là, cette diffusion de la pauvreté dans tous les aspects, à des degrés divers de la vie, y compris au sein de Montpellier, fait que nous devons réfléchir à une politique beaucoup plus universelle à ce niveau. C'est pour ça que j'ai toujours appelé de mes vœux – et je vois que ça commence à se mettre en place – une véritable coordination des CCAS pour que les initiatives des uns puissent s'appuyer sur celles des autres et qu'on ait vraiment une politique globale à l'échelle du territoire de la Métropole.

La pauvreté, on peut agir dessus soit au niveau des ressources, soit au niveau des offres de biens et de services. Au niveau des ressources, naturellement, nous faisons ce que nous pouvons. Mais actuellement avec un RSA de plus de 500 euros, je ne vois pas comment les gens peuvent vivre avec un minimum de dignité, surtout que les jeunes de moins de 25 ans n'y ont pas droit. Donc il faut réfléchir. Au niveau des ressources, les choses n'ont pas été mises sur la table, et ça ne dépend pas de nous. Nous pouvons beaucoup plus, nous, agir sur les biens et les services que nous proposons. La politique de gratuité des transports par exemple joue un rôle important. Il faudrait ajouter le fait que à partir du 1^{er} janvier prochain, nous aurons une tarification solidaire de l'eau, que nous allons adopter. Nous sommes en train de travailler sur ce dossier. Il faut s'attendre à une délibération à l'automne sur ce sujet, pour une mise en place au 1^{er} janvier de l'année prochaine. Concernant la tarification scolaire, dans la restauration scolaire, lorsqu'elle est assurée par les communes, il s'agit d'essayer d'aller vers des repas de moins de 1 euro pour les premières tranches. On a vu l'année dernière dans la crise de la Covid-19 à quel point le retour des enfants dans les foyers pendant 5 semaines a entraîné une baisse de leur alimentation, une alimentation de qualité et de repas, alors qu'on avait garanti qu'ils avaient au moins quatre repas normaux par semaine.

Tous ces éléments constituent un ensemble. C'est pour ça que j'abonde sur la remarque – mais en la complétant un petit peu – de Michel CALVO, qui dit que la lutte contre la pauvreté ne peut pas se réduire au périmètre du plan de pauvreté national, mais doit s'étendre dans une véritable action globale. À ce sujet, n'oublions pas que ce plan de pauvreté a été présenté par le Président de la République à Montpellier pour son premier lancement, et qu'il s'était permis quand même dans la nuit qui précédait de faire une vidéo pour dire qu'il dénonçait « *tout le pognon de dingue que l'on met dans la pauvreté* ».

Ce qu'on peut dire, c'est que dans le financement national du plan pauvreté qui nous est proposé, ce n'est pas « *un pognon de dingue* » qui a été mis. Il ne faut pas s'abstenir de critiquer le Gouvernement quand il faut critiquer le Gouvernement. Il faut le dire : nous ne sommes pas d'accord avec ce plan de pauvreté tel qu'il a été conçu nationalement. L'un des responsables de la Fondation Abbé Pierre a dit « *ce n'est pas un plan pauvreté, c'est un cache-misère* ». Donc il faut aussi le dire. Et nous, Collectivité, avec les moyens qu'on a, on cherche à compléter ce qui fait défaut dans ce dispositif national. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire, cher René. Madame GIMENEZ, pour quelques éléments de réponse, puis je complèterai.

Clara GIMENEZ

Je rebondis d'emblée sur la remarque de mon collègue René REVOL – mais je crois qu'on est tous d'accord pour dire – que le plan pauvreté tout seul ne sortira pas durablement les personnes de la précarité, que c'est bien d'une politique globale dont on a besoin et que les questions de précarité ne doivent pas se situer seulement dans la délégation à la cohésion sociale. L'ensemble des politiques publiques doit se sentir concerné par cette question-là, qui doit être intégrée dans toutes nos politiques.

Je crois que le plan pauvreté, c'est plutôt l'occasion pour nous de saisir une opportunité d'obtenir des financements de l'État, pour une politique qui normalement devrait être la sienne, et que nous nous retrouvons à réaliser à la place de l'État. Aujourd'hui, les collectivités territoriales sont face à la précarité grandissante, et le chiffre que je vous ai donné, les 27 % de taux de pauvreté à Montpellier, ayons tous en tête que c'est le chiffre d'avant la crise. On ne sait pas de quoi sera fait demain pour nos populations. Et je crois qu'on a besoin de saisir la moindre opportunité de cofinancement des actions, parce que c'est aussi saluer le travail des bénévoles. Comme le disait fort justement Isabelle tout à l'heure, c'est aussi reconnaître les compétences de chacun, c'est aussi réaliser que notre objectif aujourd'hui est que tout le monde puisse vivre dignement. On en est tous conscients : le plan pauvreté ne suffira pas. Il faut qu'on prenne conscience de ça. Ça a été souligné : on a besoin de travailler tous ensemble : je crois vraiment à cette idée de réunir l'ensemble des adjoints aux questions sociales de la Métropole pour trouver des synergies, pour trouver des réponses à des problématiques qui ne peuvent se poser parfois que ponctuellement dans certaines communes mais pour lesquelles la commune a besoin de réponses rapides. Je crois que, vraiment, c'est ce travail collectif dont on a besoin. En tout cas c'est dans ce sens-là que nous nous engageons.

Monsieur le Président

Merci, Madame la Vice-Présidente. Merci à vous, de votre action, ainsi que de celle des services. Ça a été très bien souligné par deux ou trois interventions : merci à l'ensemble des acteurs qui œuvrent dans ce champ, qui ont souvent l'impression d'ailleurs que ça ne recule pas tellement – c'est difficile, tellement les situations d'exclusion et de détresse nécessitent de l'accompagnement. Nous, ce que nous avons souhaité dès notre arrivée, c'est que, concernant ces crédits qui existaient, il fallait qu'on en positionne pour pouvoir mobiliser plus. C'est ce que nous avons fait et on propose ici de le reconduire. Ces crédits, ils disent quoi ? Ils ont eu des résultats très concrets – Madame GIMENEZ les a présentés. Le squat des beaux-arts, pendant sept ans, était à l'abandon : en lien avec les associations, celui-ci a été réglé. Ça préfigure le travail qui va s'engager sur ce qu'on appelle « *le camp de Roms de Celleneuve* », qui lui aussi est là depuis extrêmement longtemps, facteur de tensions entre les riverains, des gens qui vivent dans des situations épouvantables. C'est le soutien aux initiatives de tous ces acteurs de la solidarité comme la douche nomade, qui aurait pu être un choix : soit on crée des bains douches comme certaines métropoles l'ont fait dans des lieux, soit il y a cette initiative d'aller à la rencontre des personnes qui sont en situation de très grande exclusion, de les accompagner sur l'hygiène, mais aussi de commencer à construire une démarche de sortie. C'est la question de l'hygiène dans les bidonvilles, qui sont encore présents à Grammont et pour lesquels, un par un, on devra apporter une réponse, parce que tout ça prend du temps, parce que ça mobilise de l'énergie, et il faut des stratégies adaptées.

Madame GIMENEZ, vous avez souligné un point. Moi, je me réjouis de voir que l'intercommunalité souhaite aller plus loin – en tout cas les élus en charge des affaires sociales dans toutes les communes qui font du travail dans la compétence des CCAS. On essaye de se coordonner parce que ces enjeux d'exclusion, de fragilité sociale, nécessitent de se mettre autour de la table, parce que dans chaque commune beaucoup de moyens et d'énergie sont consacrés.

Certains diront que c'est toujours insuffisant – c'est la facilité du discours – ou manqueront de rigueur sur la présentation des chiffres – ça leur appartient. Ce qui est clair, c'est qu'en termes de chiffres, nous avons obtenu de l'État 70 places nouvelles d'hébergement d'urgence, qui permettent de proposer aux gens qui sont à la rue des places. Ce n'est sans doute pas suffisant, mais c'est un chiffre supplémentaire. Nous allons développer six pensions de famille dans le cadre du dispositif « *logement d'abord* », qui permet de construire des stratégies et d'accompagner des stratégies de sortie des gens de la rue. C'est pareil, c'est très difficile, parce que le retour en logements n'est pas chose aisée. Ceux qui travaillent dans ce domaine le savent.

Nous avons un cap. Nous allons poursuivre le plan pauvreté. Nous avons un souhait : c'est de mieux coordonner l'action avec les agences de solidarité du Département, comme l'action avec les communes. Nous avons un objectif : c'est de construire des stratégies de sortie de la pauvreté par les politiques d'insertion – ce sera d'ailleurs un des enjeux de la relance. C'est du travail qui est fait par notre collègue, Catherine RIBOT, pour que les démarches d'insertion et de remobilisation vers l'emploi soit accompagnées. C'est ce que nous ferons avec le chantier de la ligne 5 du tramway. Car le but, c'est quoi ? C'est de faire en sorte que les gens retrouvent une dignité. Et la dignité, elle se retrouve par le travail. Parfois 10 ou 15 heures de travail – même si ça peut apparaître très fragile – ça permet aux gens de se remobiliser. J'ai eu l'occasion, avec Madame le Maire de Murviel-lès-Montpellier, de voir un chantier d'insertion absolument incroyable, où une personne, par le travail, est dans une trajectoire de sortie de la prostitution. Voilà des exemples très concrets, des situations individuelles très humbles, très discrètes, qui ne nécessitent pas d'être médiatisées, ce n'est pas ça le sujet, mais qui montrent les efforts que les uns et les autres s'efforcent de conduire. En tout cas, la Métropole – et j'en remercie tous les collègues, par cette délibération – dégage des crédits supplémentaires en plus de ce qui existait auparavant.

Après, quelque chose a été dit, qui me semble très important. Nous savons que nous allons vers des temps plus difficiles du fait de la crise économique, conséquence de la crise de la Covid-19. Là il va falloir être pleinement mobilisé. C'est l'enjeu des états généraux de la relance avec le volet insertion. Et puis je le dis, je partage ce qu'a dit notre collègue René REVOL : il ne faut pas ajouter des difficultés aux difficultés. La réforme de l'assurance-chômage va faire mal. Elle va avoir comme mécanisme de transférer des gens qui bénéficient des mécanismes de solidarité par l'assurance chômage vers le RSA. Et ça, c'est très dur, parce que quand on se retrouve au RSA, certes il s'agit d'une aide – insuffisante – de 500 euros, mais il y a écrit RSA sur une ligne de CV, et cette ligne-là est dure, parce que souvent il y a la stigmatisation sociale. Il serait bien inspiré, dans ce contexte, de mettre en pause ou d'ajourner cette réforme-là, parce que ça va être un transfert sur le Département de l'Hérault alors que celui-ci a précisément beaucoup d'efforts à accomplir en insertion, et nous beaucoup de partenariats à mener.

Ce qui est important, par cette délibération, mes chers collègues – que je souhaite voir adoptée le plus largement possible – c'est que nous revotons ces crédits pour envoyer un signal à toutes les énergies qui font fraternité, c'est-à-dire tout le tissu associatif qui ne compte pas ses heures, qu'il soit professionnel ou bénévole, et il y a beaucoup de bénévoles, notamment sur la politique alimentaire – tu l'as très bien pointé Isabelle. Il y a eu aussi une solidarité qui s'est réorganisée après le confinement et qui a donné des nouvelles formes. On a eu l'occasion de le voir avec Monsieur le Préfet en visitant les locaux mis à disposition pour le Secours populaire, qui travaille justement sur cette construction de droit.

Je vous propose de passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Unanimité. Merci.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

AFFAIRE N° 2 : ENVIRONNEMENT - REVISION DU PLAN CLIMAT EN PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL (PCAET) DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - STRATEGIE NEUTRALITE CARBONE 2050 ET ORIENTATIONS - APPROBATION

Monsieur le Président

Je propose à Isabelle de venir à la place de Clara pour nous présenter le PCAET, Plan Climat Air Energie Territorial. Merci beaucoup Clara. C'est l'affaire 2. Isabelle tu as la parole.

Isabelle TOUZARD

J'ai le plaisir de vous présenter aujourd'hui un point d'étape du plan climat, qui est la révision de la stratégie du Plan climat air énergie territorial. C'est un processus assez long, ce plan climat. Il y a eu un diagnostic de fait, des premiers éléments de stratégie présentés en novembre 2019, et là on vient vous présenter une révision de cette stratégie avec la nouvelle mandature.

Avant de commencer, vous les connaissez déjà ces courbes, mais je pense qu'il faut qu'on se les grave. Il y a le scénario COP 21 sur le changement climatique, l'augmentation de la température. Et puis il y a le scénario « *laisser faire* », que certains appellent « *le scénario Trump* ». C'est simple : c'est 1,5 à 2°C si on adopte les objectifs fixés par la COP 21, et 5°C si on ne fait rien aujourd'hui. Juste pour rappel, on a connu un changement climatique et même un bouleversement climatique : il s'agit d'un réchauffement, mais aussi d'un bouleversement ; on perd tous nos repères avec ces évolutions du climat. Les cinq dernières années qu'on vient de vivre au niveau mondial sont les cinq plus chaudes qu'on a enregistrées depuis qu'on enregistre les températures. Et on en est déjà à +1,2°C par rapport à la fin du XIX^e. Notre enjeu, c'est d'arriver à tenir cet objectif – on dit parfois 1,5, parfois 2°C – à l'horizon 2100. Ce sont les données mondiales, globales.

Ce diagnostic mené en 2018 continue. C'est un gros travail d'analyse, pour avoir des données réellement territoriales, avec des indicateurs qui sont quand même assez globaux et pas évidents à mesurer. On a déjà ce changement climatique qui est perceptible sur le territoire. Je ne vous fais pas un dessin. On le vit tous quotidiennement. Nos agriculteurs, viticulteurs, le vivent aussi depuis plusieurs années. Voilà les projections. La température : on est déjà à +0,3°C sur Montpellier – je vous parle vraiment des chiffres montpelliérains et de la Métropole – et 4°C de plus si on ne fait rien. Il y a la question de l'augmentation de la température. Il y a aussi, comme je vous le disais, l'augmentation de la fréquence des événements dits « *catastrophes naturelles* », surtout les inondations et submersions. N'oublions pas aussi les feux de forêt. Le nombre par exemple de jours rouges, à risque très élevé de feux de forêt, va être multiplié par 10. Quelques indicateurs. Le fameux niveau de la mer pour les communes les plus concernées : on a déjà noté 6 centimètres d'élévation depuis 25 ans, et si on ne fait rien ce sera 60 centimètres. Déjà avec 6 centimètres, on voit les dégâts. Donc on imagine 10 fois plus. Et puis les épisodes de fortes chaleurs, à l'image du fameux coup de chalumeau qu'on a connu le 28 juin 2019, qui reste gravé dans nos mémoires, avec entre 42 et 45°C sur la Métropole. On risque d'en avoir 90 par an comme ça en 2100 si rien n'est fait.

Le diagnostic, qu'est-ce qu'il nous dit aussi ? Par rapport aux constats nationaux, on a des particularités sur la Métropole. Sur notre territoire, ce sont avant tout les déplacements routiers qui sont les premiers contributeurs de l'émission des gaz à effet de serre, notamment de NO₂. À chaque fois, on aura toujours deux indicateurs : l'émission de gaz à effet de serre, qui joue sur le climat, et les consommations d'énergie. 48 % de l'énergie sur le territoire, ce sont les déplacements, les mobilités. Une facture énergétique territoriale très élevée : 715 millions d'euros par an. Les deux tiers, ce sont les ménages ; un tiers, ce sont les entreprises et les établissements publics. On a fait le calcul : ça fait environ 1 000 euros par habitant et par an de consommation énergétique. On pourrait se satisfaire du fait que le territoire métropolitain – du fait qu'il est dense et du fait qu'il y a un habitat relativement dense – a un niveau de consommation énergétique un peu moins élevé qu'en zone rurale. Par exemple, paradoxalement, comme il y a beaucoup de déplacements mais surtout des résidences plus importantes et beaucoup de domiciles de particuliers et moins d'appartements, on a une consommation à l'échelle régionale qui est un peu plus élevée. Mais quand même, ça reste très important. Surtout – on en parlait avec la question du plan pauvreté – ce qui nous caractérise, c'est le taux élevé de précarité énergétique. Également, le territoire de Montpellier, ça se comprend, n'est pas un territoire qui a une forte capacité de production d'énergie, donc on est dépendant très fortement des énergies produites à un niveau central ou national.

Ici vous avez quelques chiffres qui traduisent un peu à la fois les questions d'émission de gaz à effet de serre et les questions de consommation d'énergie. On voit bien le transport, le bâtiment. On distingue toujours le résidentiel et le tertiaire, puisque les modes d'action seront différents bien entendu.

Que nous dit la réglementation par rapport à ça ? La réglementation résulte des accords internationaux et européens qui ont été pris depuis 2015, depuis la COP 21. La première loi qui nous encadre est la fameuse loi TEPCV, Transition Énergétique Pour une Croissance Verte, qui nous donne les premiers objectifs, notamment de diminution par 4 d'ici 2050 des émissions de gaz à effet de serre. Et puis c'est la loi de 2019, la fameuse loi qui vise la neutralité carbone en 2050. En 2050, on doit être capable de capter autant de carbone qu'on en émet. Ça veut dire déjà commencer par diminuer drastiquement notre émission de carbone, et puis, comme le montre la petite courbe en vert, en négatif, être capable aussi de capter ce carbone dans nos sols. Capter le carbone, c'est quoi ? C'est gérer les biodéchets – comme on le fait avec François VASQUEZ – c'est réincorporer toute cette biomasse dans les sols, c'est aussi construire en bois, enfin ce sont toutes ces démarches-là. Vous voyez en pointillés le fameux scénario « *laisser faire* ». En bleu, c'est notre courbe, ce qu'on vise à l'horizon 2050. Vous avez affiché nos objectifs, les objectifs réglementaires, les objectifs nationaux mais qui s'appliquent à nous également, en termes de diminution des émissions de gaz à effet de serre. On doit arriver en 2050 à des transports – je regarde Julie parce qu'elle le sait – qui n'émettent plus de gaz à effet de serre. Le bâtiment également. L'industrie, on est moins concerné, mais on mise sur 81 %. Le secteur de l'énergie, 100 %. Etc. Donc ça, c'est notre objectif. Vient s'ajouter la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) de 2019, qui rajoute une composante, la question des polluants et de la qualité de l'air. Donc on doit être conforme au plan de protection l'atmosphère piloté par l'État. Il y a un nouveau projet de loi en cours de débat, dont peut-être de nouvelles réglementations émaneront. C'est le projet de loi Climat et Résilience. On doit également dans notre plan climat, pour rappel, être conforme au Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET), qui vise donc à être une région énergie positive à horizon 2050. Comme on le disait, la Métropole ne pourra pas l'être. Il est impossible, vu la conformation de notre territoire, d'être territoire à énergie positive. Mais on doit contribuer à atteindre cet objectif au niveau de la région, sachant qu'on a des territoires ruraux qui eux sont potentiellement beaucoup plus producteurs d'énergie que nous. Nous, on est des consommateurs d'énergie. Ce plan climat, pour finir, d'un point de vue réglementaire, doit prendre en compte le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), qui a été adopté en 2019. Il doit être compatible, comme je le disais, avec le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) et les objectifs du SRADDET. Et il doit être cohérent avec le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) qui est en cours d'élaboration.

Nous, ce qu'on vous propose comme objectif, comme enjeux principaux à relever avec ce plan climat sur la Métropole, ce sera notre marque de fabrique. On le retrouve partout : c'est mettre en place ces fameuses stratégies d'intégration et d'adaptation au changement climatique ; c'est lutter contre la pollution atmosphérique, avec des enjeux de santé ; c'est préserver l'exceptionnelle biodiversité du territoire – je vous rappelle, mais on l'a déjà dit plusieurs fois, que le territoire de la Métropole est un des *hot spots* mondiaux de la biodiversité, que cette diversité est tellement riche qu'elle est fragile, et que quand on parle d'érosion de biodiversité sur notre territoire, par définition, cela impacte potentiellement la diversité mondiale – ; c'est protéger nos ressources, notamment l'eau, mais il faudra qu'on parle des sols aussi ; c'est garantir la souveraineté alimentaire de notre territoire et la souveraineté énergétique – on ne parle pas d'autonomie, mais de souveraineté, c'est-à-dire être capable de maîtriser nos approvisionnements.

Ce qu'on vous propose aussi, comme lignes directrices dans nos objectifs – et ça revient un peu au débat de tout à l'heure –, c'est que cette action climatique soit un facteur d'inclusion sociale et de solidarité avec les habitants de la Métropole. On va le voir maintenant dans la présentation des orientations : cette question de la précarité, de l'inclusion, rejaillit, réapparaît à de nombreux moments. C'est assurer la cohérence de l'action territoriale sur notre territoire bien entendu et sa gouvernance, mais aussi avec tous nos partenaires territoriaux que sont les autres collectivités proches, le Département, la Région surtout puisque c'est un élément important pour ce sujet-là. Comme autre fil directeur, il faut aussi qu'on soit exemplaire, nous, en tant que Collectivité, sur tous ces sujets.

En termes de calendrier, ça veut dire quoi ? Ça veut dire un forum. Je reprends le passé. Il y a eu un forum dans le mandat précédent. C'est un diagnostic partagé, avec un forum en 2019. Des échanges ont lieu en 2019 aussi avec les communes, et il y en aura d'autres. On y reviendra dans le cours de l'année, notamment dans le cadre des pôles territoriaux. Il y a eu des ateliers thématiques partenariaux, qui ont déjà été menés avec les partenaires et avec les services de la Métropole et des communes. Il y a eu les premiers éléments d'une stratégie adoptés en 2019 et une mise à disposition du public de documents. Aujourd'hui, il faut le savoir, c'est toujours en cours, et sur internet il y a toujours un dispositif de recueil des suggestions, des contributions de la population.

On vous présente une révision de la stratégie. Ensuite, en fin d'année ou au tout début d'année prochaine, on vous présentera ce qu'on appelle le projet à proprement parler, avec son plan d'action, avec des données encore affinées – puisque je ne vous cache pas que la mesure précise des impacts des engagements qu'on peut prendre aujourd'hui, c'est un travail lourd. Avec les bureaux d'études, on continue à l'affiner. Donc on arrivera à quelque chose de stabilisé, en termes de projet, en fin d'année, avec une adoption définitive suite à consultations en 2022. Un plan d'action sur 6 ans. On a réglementairement – donc il faut le faire – une évaluation à 3 ans et à 6 ans. Parce que le plan climat, vous allez le voir, à trois termes : le mandat, l'horizon 2030 et l'horizon 2050. Le mandat, ce sont les 6 ans qui viennent, les années dans lesquels on se met dans les trajectoires, dans ces fameuses trajectoires horizon 2050, avec tous les dispositifs structurants qui doivent permettre ensuite de changer de braquet. Pour atteindre cette ambition de neutralité carbone en 2050, on va mobiliser notre dispositif Cit'ergie. On est depuis les mandats précédents labellisé Cit'ergie. C'est un dispositif, une sorte de démarche qualité, qui nous permettra de faire le suivi des indicateurs. On est déjà au niveau 2 de la labellisation. On espère pouvoir passer au niveau 3.

Concrètement, si on rentre dans le vif du sujet de cette stratégie, on l'a organisée en dix orientations. Chacune de ces orientations a été organisée. Elles correspondent quasiment toutes au périmètre de délégation de Vice-Présidence, à quelques exceptions près. Pour commencer, on a le volet énergétique plutôt, avec la question de la rénovation énergétique et la lutte contre la précarité. Là on essaie de limiter notre consommation d'énergie et nos émissions de gaz à effet de serre. La mobilité décarbonée : on a vu que les déplacements, les transports jouent un très grand rôle, prennent une grosse part dans l'émission de gaz à effet de serre et la consommation d'énergie. Ensuite on a un volet énergétique : comment on atteint cette souveraineté énergétique avec des énergies renouvelables, en augmentation au niveau national, mais aussi produites localement. Après, on passe à un autre périmètre qui est celui de l'urbanisme et du zéro artificialisation nette. Ensuite on aborde la question de la prévention et de l'adaptation aux risques. La question de la diversité, du rafraîchissement de la ville, de la séquestration carbone dont j'ai parlé. Ensuite arrive la question des ressources, la préservation de la ressource en eau. La politique qui vise à gérer nos déchets et à en faire une ressource, un nouvel or brun. L'agroécologie, l'alimentation. Et puis toute la partie accompagnement du tissu et des acteurs économiques.

Ce que je vous propose – c'est ce qu'on a convenu –, c'est que chaque orientation va être présentée très rapidement, un peu comme pour le budget avec Renaud, en une ou deux minutes.

Monsieur le Président

Une présentation de chorale.

Isabelle TOUZARD

Voilà. Je vais aller vite. Je vais commencer par la première, qui touche cette question d'économie d'énergie et de lutte contre la précarité énergétique. Vous voyez que chaque orientation sera présentée en trois rubriques, en trois colonnes : l'engagement du mandat, l'engagement 2030, l'engagement 2050. En ce qui concerne le mandat, on va mettre en place dans les cinq ans qui viennent des gens dans le cadre du guichet unique en partenariat avec la Région et dans le cadre de tous les dispositifs de rénovation pour un habitat durable et solidaire avec Claudine VASSAS-MEJRI, ensemble, nos deux délégations, pour atteindre 13 500 logements rénovés d'ici cinq ans. On va commencer à travailler avec le petit tertiaire, le commerce, l'artisanat, les bureaux, etc. On va mettre en place un dispositif pour vraiment organiser l'accompagnement des ménages en situation de précarité pour passer de 15 à 12 %, l'objectif, vous le voyez, en 2050 étant de descendre à 5 %. On commence à travailler, notamment avec notre partenaire, l'ALEC, à l'intégration des professionnels au dispositif. Il est très important de travailler avec tout l'écosystème pour pouvoir atteindre tous ces objectifs. Bien entendu, vous le verrez à chaque orientation, l'engagement de la Collectivité, c'est accentuer encore la rénovation des bâtiments de la Métropole, quelque chose qui est déjà bien engagé. En 2030, on doit arriver à un rythme de 4 500 logements par an rénovés, ce qui est énorme. Donc il faut qu'on soit organisé pour atteindre ces objectifs-là. 20 % du tertiaire rénové, c'est notre objectif ; et passer à 10 % pour les ménages en précarité. Et puis l'objectif 2050, c'est que 90 % du parc résidentiel, qu'il soit en copropriété ou en individuel, soit rénové, 80 % du tertiaire, et atteindre comme je le disais moins de 5 % des ménages en situation de précarité. Ce sont donc les objectifs qu'on se donne avec tous les partenaires et les programmes partenaires pour pouvoir agir sur le volet bâtiminaire.

L'orientation suivante, on rejoint toute la politique des mobilités pilotée par Julie, à qui je laisse la parole.

Julie FRÊCHE

Merci Isabelle. Très rapidement, les engagements sur le mandat, c'est évidemment de provoquer un choc de l'offre et un choc de la demande avec l'action totémique qui est la gratuité totale des transports en commun pour les habitants de la Métropole d'ici la fin de l'année 2023. Nous menons également une politique ambitieuse sur le système vélo. Notre objectif est d'atteindre 10 % de part modale vélo en 2025. Nous allons également augmenter le pourcentage de la population desservie par du transport en commun, évidemment avec la ligne 5 de tramway qui va desservir près de 80 000 habitants supplémentaire. Nous allons aussi développer des mesures d'accompagnement et multiplier notamment les plans de déplacements employeurs. Nous allons mettre en place une zone à faibles émissions à l'automne. Nous allons travailler aussi sur la question très sensible de la logistique urbaine, sur le développement de l'apaisement des villes et des villages avec l'abaissement des vitesses de circulation et la multiplication des zones 30 et des zones de rencontre. L'engagement ensuite plus prospectif, c'est de travailler aussi en lien avec la Région et notamment son réseau de transports liO ; des modes de circulation express avec des cars à haut niveau de service notamment reliant le territoire de la Métropole avec Saint-Mathieu-de-Trévières, Gange, Alès, Nîmes, Sète, Mireval ou même Lunel, donc *in fine* de décarboner la mobilité.

Isabelle TOUZARD

Merci beaucoup Julie. Après, on passe à la souveraineté énergétique. La souveraineté énergétique, déjà, ça commence par diminuer nos consommations drastiquement. C'est tout le volet sensibilisation. C'est le soutien – je sais que c'est très cher à Michael – au développement des filières locales d'énergies renouvelables avec ce tissu de partenaires. Il faut savoir que sur le territoire de Montpellier, on bénéficie d'un tissu – on les a rencontrés avec Hind – d'entreprises qui travaillent pour l'énergie renouvelable, qui est phare au niveau national. Soutenir tous les projets citoyens. Vous avez tous en tête les projets comme « *Énergie en Toit* » sur le photovoltaïque par exemple. L'idée, c'est aussi d'arriver à créer une structure publique pour développer ces énergies renouvelables sur le territoire à l'échelle des 31 communes. Développer – ça c'est pour Julie – le réseau de stations de ravitaillement décarboné GNV pour tout le réseau de mobilité. Et toujours pareil, au niveau de la Métropole, être exemplaire, consommer moins, systématiser l'intégration des énergies renouvelables. Ce qu'il faut savoir, c'est qu'aujourd'hui 100 % de la consommation de la Métropole est en énergies renouvelables, mais je dirai nationales, pas forcément produites localement. En 2030, continuer à avancer en mettant en œuvre un plan de valorisation de l'ensemble du potentiel de production d'énergies renouvelables sur le territoire. Donc l'idée des prochaines années, c'est de concevoir ce plan, de faire un diagnostic, de concevoir, et d'arriver, de commencer à le mettre en œuvre en 2030. Sachant que le photovoltaïque sera le gros morceau bien entendu. Expérimenter : c'est quelque chose au niveau réglementaire qui n'est pas encore bien consolidé. C'est difficile, mais on espère en 2030 pouvoir vraiment expérimenter de façon importante l'autoconsommation collective en photovoltaïque, notamment sur le parc social, où il y a des gros enjeux. Et continuer à développer le réseau de chaleur et de froid. On est déjà je crois à 70 % d'énergie renouvelable dans les réseaux de chaleur et de froid ; il s'agit d'atteindre 80 % en 2030 pour ensuite atteindre les 100 % en 2050. Toujours pareil : le territoire de Montpellier est assez exemplaire sur ces questions avec Énergies du Sud notamment sur ces questions de réseaux de chaleur et de froid. Enfin, à horizon 2050, j'en ai déjà parlé, un indicateur important : aujourd'hui je crois que 3 ou 4 % simplement de l'énergie renouvelable que l'on consomme sur le territoire est d'origine locale ; il s'agit d'arriver à 40 % en 2050.

Ensuite, on passe à l'orientation suivante. Je crois que Coralie n'est pas là.

Monsieur le Président

Vas-y. Elle n'est pas là. Fais-le.

Isabelle TOUZARD

Voilà, donc je vais le présenter pour elle. C'est le volet qui touche plus la question de l'urbanisme. Coralie, absente, m'a demandé de présenter pour elle. On a travaillé ça avec elle, bien entendu. On est dedans ; c'est le PLUi Climat, avec la trajectoire zéro artificialisation nette, qui est vraiment incluse aujourd'hui dans notre PLUi – qui est en cours d'élaboration, de finalisation j'espère. La question du réinvestissement urbain en essayant de vraiment travailler avec les aménageurs, etc. sur une alternative à la maison pavillonnaire isolée. Et puis tout un travail avec l'écosystème du BTP pour arriver vraiment à réfléchir à l'aménagement, comment on peut vraiment aller vers un aménagement et un renouvellement qui visent la neutralité carbone. Dans un premier temps, ce sera sur les chantiers, les phases d'aménagement et de construction, et à terme, en 2050, c'est carrément viser le fonctionnement, c'est-à-dire la physiologie d'un quartier, y compris avec le mode de vie de ses habitants qui soit en neutralité carbone.

Toujours en Ville, la question de nos objectifs de renaturation et de désimperméabilisation des sols – c’est un objectif très fort qui est poursuivi par Coralie – et notamment la renaturation des cours d’école. Donc l’accompagnement des communes dans ce domaine-là. En 2030, l’idée, l’objectif c’est d’atteindre cet objectif zéro artificialisation nette pour les quartiers mixtes et qu’il n’y ait aucune création de zones d’aménagement en extension urbaine à partir des années 30. C’est très important et très ambitieux, il va falloir vraiment que tous les acteurs de l’aménagement et du bâtiment coopèrent : en 2030, l’objectif est de réaliser la neutralité carbone de tout nouvel aménagement ou programme de renouvellement urbain, et de rendre perméable tous les espaces publics à enjeux. C’est l’objectif de la loi : neutralité carbone en 2050, déjà à l’échelle des quartiers, qu’il s’agisse de la construction de l’aménagement mais aussi de l’activité et du fonctionnement du quartier. Ça veut dire qu’il faut qu’on anticipe dès aujourd’hui la façon dont, dans nos aménagements, on conditionne les futurs comportements des habitants.

Orientation suivante : je vais donner la parole à Véronique sur un territoire résilient face aux risques.

Véronique NEGRET

Merci beaucoup. Les engagements de la Métropole, c’est de rendre le territoire résilient aux risques majeurs présents et à venir, en particulier bien sûr au risque inondation, qui est le risque le plus probable sur notre territoire. Il s’agit d’assurer évidemment la protection des populations et bien sûr de réduire le coût des dommages. Quand on parle de coût, il faut être bien clair. Évidemment, il s’agit de coûts financiers, mais aussi de coûts humains et peut être surtout, au bout du compte, de coûts environnementaux. Effectivement, la dégradation des milieux, en particulier ici des milieux aquatiques, réduit la biodiversité et rend notre planète invivable. Donc il faut agir. Dans les engagements de la Métropole à ce niveau, on peut discerner trois thèmes.

On a le premier thème, qui est en fait la prévention des risques majeurs et la protection contre ces mêmes risques majeurs, bien sûr, des hommes, des biens et des activités. Ce thème-là correspond aux quatre premiers points de la première colonne, celle du mandat. Pour le mandat, la Métropole s’engage d’abord à intégrer les risques naturels dans les documents d’aménagement du territoire, évidemment dans le PLUi – tous les risques, bien sûr. Comment ? Notamment en construisant une stratégie pour la gestion des eaux pluviales : prendre en compte le ruissellement, retrouver et préserver les chemins de l’eau, comme ceux des cours d’eau qui apparaissent et qui gonflent en temps de pluie. Ensuite, la Métropole bien sûr s’engage toujours aussi à réduire la vulnérabilité des quartiers et des habitants qui sont les plus exposés au risque d’inondation. Ce sont les travaux qui sont en cours aujourd’hui pour protéger le CHU, sur la basse vallée de la Mosson, pour protéger certains quartiers. Pour réduire cette vulnérabilité, notre Métropole mettra toujours bien sûr en œuvre et entre autres les Programmes d’Action de Prévention des Inondations (PAPI), mais en s’appuyant sur des techniques écologiques et douces, en tout cas en développant ces techniques, en les systématisant. On parle aussi de solutions fondées sur la nature – c’est une nouvelle expression à la mode. Ensuite, à l’horizon 2030, sur ce thème-là, on aura terminé les derniers grands ouvrages de protection contre les inondations, sûrement bien avant 2030 d’ailleurs.

Je passe maintenant au second thème. Le second thème, c’est la protection des milieux aquatiques, au sens disons large. D’abord, on parle ici, pour faire vite, des cours d’eau. La Métropole s’engage à reconquérir et préserver les zones humides, par exemple et au hasard les salines à Villeneuve-lès-Maguelone, et aussi les zones d’expansion de crue. Et elle s’engage aussi à construire des plans de gestion pour étendre cette démarche à tout le territoire afin de rendre les milieux les plus fonctionnels possibles pour assurer le développement de la biodiversité. Au passage, vous comprendrez que mieux les cours d’eau fonctionnent, plus on éloigne le risque d’inondation évidemment. Ensuite, à propos du littoral et des lagunes, la Métropole s’engage à construire aux côtés d’autres collectivités (communes, EPCI, Département), une gouvernance commune afin d’agir à la bonne échelle pour être efficace en termes de préservation sur ces milieux. D’ores et déjà, il faut que vous sachiez que, sous l’impulsion du plan régional Littoral 21, la Métropole participe à la construction d’une gouvernance pour le golf d’Aigues-Mortes. L’objectif bien sûr est d’élaborer tous ensemble une stratégie de résilience pour ces milieux. À l’horizon 2030, deux engagements sur le thème du milieu aquatique. On aura mis en place le programme d’action des plans de gestion des milieux aquatiques, qui permet d’assurer leur bon fonctionnement, et dans le cadre de la stratégie de résilience du littoral et des lagunes, la Métropole s’engage à accompagner l’érosion du trait de côte, en particulier par la mise en place du plan de recomposition spatiale. Dans ce plan, il s’agit de repenser le positionnement spatial des différentes activités humaines. Cette réflexion, la construction de ce plan, est déjà aussi en œuvre dans le cadre du plan Littoral 21, et bien sûr la Métropole y participe.

À l'horizon 2050, toujours sur le thème des milieux aquatiques, nous aurons renaturé, c'est-à-dire rendu un aspect le plus naturel possible à tous les cours d'eau partout où c'est possible, pour permettre bien sûr le développement de la biodiversité sur ces milieux, et nous aurons aussi enfin réalisé l'ensemble des actions du plan résilience littoral et lagunes.

Le dernier thème, c'est celui de la gestion de crise, parce qu'évidemment on ne peut pas éliminer tous les risques. Donc certains se produiront. Au terme du mandat, tout simplement, la Métropole s'engage à mettre en place l'outil « *Ville en alerte (VEA)* » – que beaucoup d'entre vous connaissent – pour toutes les communes. C'est un outil numérique de coordination et de collaboration entre les communes et à l'échelle de la Métropole, qui permet de mieux réagir en cas de crise. Aujourd'hui, il est opérationnel sur Montpellier et Pérols. Il va être développé dès cet été au travers de formations et d'exercices de simulation. À l'horizon 2030, toujours sur la gestion de crise, pour une gestion plus efficace, nous aurons amélioré la prévision des crues sur l'ensemble des cours d'eau de notre territoire, et nous aurons intégré ces nouvelles connaissances dans l'outil Ville en alerte. Enfin, nous aurons partagé VEA avec les territoires voisins. Évidemment, les risques, lorsqu'ils se produisent, ne s'arrêtent pas aux frontières de la Métropole. Si nous voulons être cohérent sur la gestion de crise, il faut travailler avec les voisins.

En bref, notre Métropole s'engage pour qu'à l'horizon 2030 toutes les actions de protection et de prévention des risques majeurs aient été réalisées, ainsi que toutes les actions pour une gestion de crise efficace. La résilience des milieux aquatiques sera plus longue à atteindre, mais la Métropole s'engage pour que toutes les actions soient menées avant 2050. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Merci beaucoup.

Isabelle TOUZARD

Sur la biodiversité, je vais aller très vite maintenant. Dans le mandat, on va mettre en œuvre, on va vous présenter et mettre en œuvre une stratégie biodiversité. Je ne rentre pas dans les détails, mais j'accentue deux éléments importants qu'on n'a pas beaucoup explorés jusqu'à présent : c'est la trame noire, liée à la question de l'éclairage public notamment, la publicité ; et la trame brune, la question du sol, avec un atlas intercommunal. On va, avec notamment Coralie et les aménageurs, continuer à travailler sur la végétalisation de l'espace public et des espaces privés, toujours pour la question de la limitation des effets des îlots de chaleur. Les forêts urbaines, qui vont être engagées dans le mandat. Dans les espace agronaturels, c'est tout le travail sur la recreation d'infrastructures agroécologiques, en commençant par les domaines de la Métropole. Et puis un volet qu'il faut vraiment qu'on accentue, c'est la question de la sensibilisation de la population à ces enjeux de diversité. En 2030, on poursuivra ce rythme de végétalisation, qu'on va préciser dans les mois qui viennent. Dynamiser la trame brune : c'est la question de la séquestration du carbone et c'est notamment tout le travail qu'on pourra faire avec la politique zéro déchet. Et développer et entamer la gestion des forêts urbaines. L'objectif à 2050, c'est que toutes les trames écologiques soient fonctionnelles, c'est-à-dire que les écosystèmes aient retrouvé un fonctionnement normal en 2050 – trames bleue et verte notamment, et pourquoi pas noire, on y travaille – qu'on n'ait plus d'effets îlots de chaleur en milieu urbain, et qu'on ait séquestré au moins 50 % du carbone nécessaire à l'atteinte des objectifs qui nous sont fixés par la loi de 2019.

Ensuite, pour la préservation de la ressource en eau, je donne la parole à René.

Monsieur le Président

Vas-y René, rapidement s'il te plaît, pour laisser place au débat.

René REVOL

Oui, très rapidement. Il faut bien comprendre l'objectif stratégique au niveau de la ressource en eau. Notre territoire est frappé par le changement climatique qui provoque un stress hydrique majeur. Notre objectif est d'établir à l'horizon 2050 ce que j'appelle « *une règle bleue* », un peu à l'imitation de la règle verte, qui fait qu'on ne doit plus prendre à la nature plus qu'elle n'est capable de reproduire. On en est loin puisque, chaque année, c'est vers le mois d'avril que nous avons consommé ce que la nature peut reproduire, et ensuite on diminue ces ressources. Nous, c'est encore pire, puisque la majorité de nos ressources en eau viennent de l'extérieur, essentiellement du Rhône. Or justement, la capacité du Rhône va diminuer de 30 % à l'horizon 2070, et donc ne pourra plus fournir. Il faut donc qu'on arrive à une situation où nous consommons l'eau que la nature est capable de reproduire, ce qui signifie toute une série d'implications, en termes d'urbanisme, en termes de gestion du territoire.

Concernant la ressource en eau, il y a trois éléments : la gestion quantitative, la gestion qualitative et la gestion solidaire. La gestion quantitative : il nous faut dès cette mandature diversifier nos ressources en eau – c’est ce que nous faisons en engageant l’investissement dès cette année sur l’usine de Valédeau – mais également diversifier ces ressources, ce qui doit notamment se faire par toute la politique menée avec la régie d’assainissement pour la réutilisation des eaux usées une fois traitées pour en faire une source d’eau brute, qui viendra par-là même compenser la diminution de notre prise sur le territoire. Un élément essentiel va être le rendement des réseaux. Aujourd’hui, on est arrivé à monter à 82,7 % de rendement des réseaux, presque 83. C’est très difficile à faire parce qu’il y a de très gros réseaux à remplacer. C’est notamment ce qu’on fait sur l’Étage 105, concernant Montpellier. Mais notre objectif c’est d’arriver à la fin du mandat en 2026 à un rendement de 85 %, et d’arriver en 2030 à un rendement de 90 %. Je pense que ça nous permet de faire des économies d’eau tout à fait substantielles, tout ça dans le cadre d’une campagne d’économie d’eau. Ça, c’est la gestion quantitative.

La gestion qualitative suppose que nous devons aller vers des procédés de traitement de l’eau qui nous permettent d’éliminer au maximum les polluants, et particulièrement les micropolluants qui se multiplient aujourd’hui. Nous allons avoir dans les années qui viennent de nouvelles réglementations d’origine européenne, qui vont nous obliger à traiter ces micropolluants. Il faut donc dans l’investissement que nous lançons aujourd’hui, par exemple sur Valédeau mais ailleurs aussi, intégrer un traitement des micropolluants pour qu’on puisse avoir un traitement optimal dès l’horizon 2030, une fois que ces investissements seront achevés.

Naturellement, cela débouche sur le fait que nous avons l’obligation de faire que l’eau, qui est la source de la vie, puisse être accessible à tous, d’où la nécessité de mettre en place une tarification solidaire et garantir l’accès à l’eau pour tout le territoire. Voilà.

Monsieur le Président

Merci René. François : les déchets.

François VASQUEZ

Merci. Rapidement donc, comme chacun dit. On a souvent exposé ici la politique zéro déchet. Je ne reviens pas sur le fait essentiel de changer les comportements des habitants vers la prévention et vers le tri à la source. Je m’attarde une seconde sur l’objectif fixé de -40 % d’Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) pendant ce mandat à la fin 2024. Vous avez entendu parler de mi-mandat. Le problème du mi-mandat, c’est que la pénalisation due à la période de la Covid-19 a été extrêmement préjudiciable à la mise en place déjà opérationnelle de notre politique. Je tiens quand même à rassurer tout le monde : la courbe sera exponentielle. Ça démarre plus doucement car il faut tout installer. Nous avons des obstacles juridiques, des obstacles techniques. Mais la volonté y est, les résultats seront. C’est pour ça que j’annonce ici fin 2024 pour le -40 %, qui est un objectif chiffré transparent, puisque je rappelle que ce sera le tonnage OMR entrant à Amétyst, autrement dit objectivable par chacun. La mise en place de la tarification incitative, un plan zéro plastique, évidemment le développement des filières de réemploi local des déchets valorisés pour une économie circulaire, accompagner tous les professionnels vers la prévention et le tri – c’est déjà en œuvre et en marche dans les zones d’activités économiques – et être exemplaire au sein de l’administration dans la réduction et dans le tri des déchets. Ça, c’est pour le mandat. Nos objectifs, bien sûr sur 2030, ce sera 80 % de déchets recyclés ou valorisés, et j’espère avant 2050 avec cette dynamique le zéro déchet total non valorisé ou recyclé. Merci.

Monsieur le Président

Merci François. Isabelle, avant-dernière, puis Hind et on ouvre le débat.

Isabelle TOUZARD

Là, c’est la construction de notre système alimentaire, qui se veut durable et équitable, avec trois grands volets d’action, trois grandes orientations. On aura l’occasion de représenter la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) en fin d’année ou au tout début d’année prochaine. On est en train de la réviser. Donc tout un volet qui s’appelle « *façonner un territoire nourricier acclimaté* », avec la sacralisation des terres agricoles ; un plan de reconquête des friches ; une stratégie d’intervention foncière, de maîtrise foncière agricole avec les partenaires ; l’installation d’agriculteurs sur le foncier public avec les communes et privé, avec la création de deux Associations Foncières Agricoles (AFA). J’ai oublié de citer, tout en haut, la sacralisation des terres agricoles sur la Plaine Ouest avec les Maires.

Et systématiser – c’est la partie exemplaire – les baux à clauses environnementales sur tous les terrains de la Métropole – ils ne le sont pas encore tous.

Ensuite, un deuxième volet, qui est le travail sur les filières, l’approvisionnement. Là on travaille avec les territoires voisins. C’est comment structurer des filières, je dirais même à l’échelle régionale, pour la restauration collective publique, non seulement scolaire mais plus globalement, et la question de fluidifier la logistique l’alimentaire – c’est tout le travail à mener avec le MIN dans le cadre du schéma directeur, qui est en cours d’élaboration.

Enfin, et ça rejoint le petit débat de tout à l’heure autour du plan pauvreté de Clara, c’est le soutien aux initiatives pour une alimentation solidaire. La Métropole se propose de les soutenir, mais aussi de les évaluer pour voir lesquels on peut ensuite soutenir de façon plus conséquente. Réfléchir à l’offre commerciale alimentaire dans les quartiers avec les bailleurs, et jardiner la ville – c’est tout le plan de développement des jardins partagés avec des finalités sociales bien entendu.

À l’horizon 2030, 100 % des parcelles agricoles publiques en agroécologie. On continue à renforcer l’accompagnement des agriculteurs partout là où on travaille notamment dans le cadre de la protection de la ressource en eau avec René sur le zéro phyto. La poursuite de la mobilisation des friches. On voudrait atteindre 70 % de produits de qualité. Aujourd’hui, c’est 50 %, selon la réglementation dans le cadre de la loi Egalim. Donc 70 % en 2030 dans la restauration collective. Et tendre vers un dispositif partenarial de sécurité alimentaire. On pourra revenir dessus si besoin, s’il y a des questions.

Enfin en 2050, on souhaite que 100 % des parcelles agricoles du territoire soient en agroécologie. On a défini ça dans le cadre d’une charte. Les friches agricoles potentielles reconquises. Il y a un petit débat sur comment on définit une friche, mais bref je passe les détails. Tendre vers 100 % de produits alimentaires durables dans la restauration collective. Et permettre à tous – donc là c’est la dimension sociale – d’avoir accès à une alimentation saine et choisie.

Enfin, Hind, pour le travail avec les acteurs.

Monsieur le Président

Hind, pour terminer cette présentation chorale et ouvrir le débat.

Hind EMAD

Il ne vous a pas échappé que l’environnement économique et social se complexifie et évolue continuellement à travers les crises économiques, sociales, environnementales et sanitaires. Il nous amène donc à changer et anticiper nos modes de développement. Cette évolution est irréversible. Elle se manifeste à travers une réelle attente sociétale des habitants et ne manquera pas de s’amplifier année après année. Dans un même temps, les entreprises ont un rôle essentiel à jouer dans la construction de sociétés plus stables, inclusives et durables. Leurs parties prenantes, salariés, clients, fournisseurs, sous-traitants et investisseurs, sont de plus en plus vigilantes quant à l’exemplarité et les invitent à faire preuve de responsabilité dans leur stratégie de développement, un virage qu’elles doivent prendre si elles veulent rester compétitives. L’objectif du développement économique de la Métropole est de mettre en place un plan d’action pour répondre aux défis écologiques, sociaux, économiques reposant sur la généralisation des pratiques de coopération et d’innovation, afin de faire de ce territoire un territoire à impact positif, ouvert, créatif, attractif et inclusif.

Nous construisons une vision depuis quelques mois, une Métropole actrice et moteur du changement pour accompagner tous les acteurs économiques, start-ups, associations, entreprises, territoires, fondations et écosystèmes, dans la construction d’un développement économique responsable et vertueux. Un plan d’action global qui se construit autour du projet Med Vallée, qui est un pari de la santé du futur, des technologies, de l’environnement, de l’alimentation durable, avec au cœur l’innovation et les talents, entrepreneurs, chercheurs, étudiants, comme vecteurs de développement. Un levier également d’attractivité et de développement économique et territorial, avec un équilibre Nord-Sud. L’objectif à horizon de 10 ans est économiquement d’implanter 300 entreprises stratégiques de la Med Vallée, qui généreront 10 000 emplois.

Nous construisons aussi une nouvelle stratégie avec une Métropole partenaire économique à impact positif, innovation, diversité, ancrage local, solidarité, transversalité et partage pour l’intérêt général. Nous faisons le lien entre l’impact, l’innovation, le digital, la finance, la recherche et développement, en incluant tous statuts, secteurs et filières bénéficiaires, territoires, offres, acteurs. Nous fédérons les acteurs pour un objectif commun

et on les valorise pour une attractivité renforcée. Nous impulsions de nouveaux projets en animant des réseaux économiques tout en capitalisant de l'intelligence collective, des talents et de la coopération.

Nous accompagnons également des projets par le biais d'une offre de service économique premium, en lien avec l'offre de partenaires, pour structurer un modèle de développement basé sur un triptyque : innovation technologique, responsabilité environnementale et engagement social.

Pour cela, on a déjà engagé entre autres et mis en œuvre l'achat responsable, les clauses sociales dans les marchés publics et demain les clauses environnementales, du soutien appuyé aux entrepreneurs, aux associations, aux projets engagés dans l'organisation d'événements éco-responsables, de formations dispensées au Business & Innovation Centre (BIC), de chartes entreprises et quartiers, du territoire zéro chômeur, dans l'expérimentation du dispositif « quartiers productifs », de la plateforme BoCal, du futur BIC, qui sera l'incubateur d'entreprises innovantes à impact numéro un de France. Nous avons adhéré récemment au réseau Global Compact, qui renforce aussi une volonté de la Métropole de s'engager avec les acteurs économiques dans la transition économique, environnementale, sociale pour répondre aux Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Et enfin, nos résultats à horizon de 2030 : ce seront 50 % des entreprises de la Métropole, soit 10 000 établissements actifs employeurs qui auront mis en œuvre leur transition. Plus de 50 % des créations d'entreprises individuelles ou non du territoire, soit plus de 5 000 par an, seront des entreprises qui intègrent ou développent au cœur de leur modèle économique la transition écologique. Le tissu économique de la Métropole participe à la réduction des émissions, pollution de l'air, baisse des déchets, baisse des consommations énergétiques. Accompagner la transition industrielle du futur vertueuse. Augmenter le nombre de créations d'entreprises pérennes dans les QPV. Augmenter le nombre d'entreprises créées par des jeunes de moins de 30 ans. Engager chaque année un classement des top 50 ou 100 des entreprises responsables qui font la transition du territoire, pour avoir un effet levier auprès des créateurs, entrepreneurs, étudiants, innovateurs. Donc à horizon 2050, 100 % des entreprises auront passé ce cap et seront des entreprises à impact.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. La présentation était dense, complète, chorale. Je vous propose d'ouvrir le débat. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Jackie, Madame DOULAIN, Madame HART. Donc Madame le Maire de Saint-Drézéry, Madame DOULAIN, Madame HART. Vas-y, Jackie.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Bonjour à tout le monde. Ce travail est phénoménal, il est bien orchestré, il y a une belle méthodologie. Tout me va à peu près, on va dire. C'est au niveau de certains engagements, moi j'en ai un que, dans la Commune de Saint-Drézéry, je ne pourrai pas tenir : c'est le zéro artificialisation. Je voudrais quand même que tout le monde sache que la Commune de Saint-Drézéry est la seule qui n'est pas raccordée au tout à l'égout de toute la Métropole. Il y a encore toute une partie de mon territoire qui n'est pas raccordée. Les terrains sont impropres. Ma commune a été construite au gré des mandats précédents ; elle est donc très étalée. Donc maintenant, on devra, par fraction, amener le tout à l'égout dans certains secteurs pour densifier petit à petit. Donc j'en ai au moins pour 15 ans. Je mets donc juste un bémol sur ce point-là, qui concerne la Commune de Saint-Drézéry.

Monsieur le Président

Merci. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Merci pour cette présentation. On a eu effectivement plus d'éléments qui ont été présentés durant la présentation orale que ce qu'on avait par écrit. C'était très précieux, ces éléments complémentaires et je vous remercie pour ce point d'étape, même si on a compris que la présentation complète se fera à la fin de l'année. Évidemment, la copie est jolie et on peut souligner les objectifs louables – que je partage complètement – que vous affichez. D'ailleurs, sur les objectifs à 2050, en général en France tout le monde est d'accord, ça c'est sûr.

Depuis le rapport Meadows en 73, les rapports, les plans, les schémas de manière générale et les outils de planification s'enchaînent. Ils s'enchaînent notamment parce que, pour ceux qui ne veulent pas changer grand-chose, ça donne quand même l'illusion que quelque chose est fait. Alors on organise des signatures en grande

pompe pour masquer que ces rapports s'engagent surtout sur 2030, 2050, finalement qu'ils n'engagent pas grand monde et qu'on pourra bien continuer à faire comme avant. Il ne faudrait pas évidemment que ce PCAET vienne s'ajouter à la liste de ces documents remplis de bonnes intentions, louables, et d'objectifs à 2050, et qui se révèlent finalement parfois peu utile pour l'opérationnel, que l'on modifie parfois à sa guise et qu'on évalue de manière transparente et pour les citoyens pas vraiment de manière récurrente.

Finalement, ce qui compte dans ces documents de planification, et pourquoi ils sont importants pour nous, c'est qu'au-delà des objectifs 2030, ils nous permettent de décliner des choses concrètes, des outils et des objectifs précis, dès aujourd'hui, pour ne pas se tromper de stratégie, pour ne pas se tromper de levier. Pourquoi je dis ça ? Parce que l'équation que notre génération d'élus doit résoudre n'est pas de savoir si on sait faire des plans, mais bien quelles sont les mesures les plus efficaces et les plus socialement justes. Et autant dire que notre PCAET se révèle très hétérogène à ce niveau-là. J'ai vu qu'on avait rajouté dans le Power Point un « -s » après le PCAET pour solidaire. Ce n'était pas forcément le cas dans la délibération qui nous a été proposée au vote. Autant sur certaines thématiques comme les déchets, on a des objectifs, pas forcément à mi-mandat mais plutôt en 2024, autant sur la précarité énergétique – vraiment, je salue le travail de la Vice-Présidente – ou encore sur la question de l'eau et de la tarification solidaire, on voit que ces enjeux sont pris en compte. Mais il y a encore des affaires où vraiment on a des phrases beaucoup trop évasives, où on dit qu'on va augmenter les efforts, qu'on a prévu de faire un sous-plan du plan sur ce sujet. Pour ça, vraiment, on va avoir besoin d'éléments complémentaires à la fin de l'année.

Et puis il y a des choses inquiétantes aussi. Parmi le fouillis des mesures qui nous sont présentés aujourd'hui, il est mentionné la mise en place d'une ZFE, « *zone à forte exclusion* » disent certains. On le sait : de toutes les mesures pour lutter contre la pollution, c'est l'une des plus injustes, surtout telle qu'elle est pensée par le Gouvernement MACRON. Car ce sont les ménages les plus modestes – on rappelle qu'un quart des habitants de la Ville sont sous le seuil de pauvreté – ceux qui ont été repoussés par notre modèle de développement loin des centres-villes et qui travaillent souvent à des horaires décalés, tôt le matin, tard le soir, qui seront les plus impactés. Les ménages aisés eux pourront dormir sur leurs deux oreilles et échanger leur SUV en véhicule hybride. Cette écologie-là, cette écologie bourgeoise de MACRON, si on en croit la lecture de ce document, est aussi un petit peu la vôtre. Ou en tout cas vous ne la critiquez pas. Vous auriez pu affirmer dans ce document votre volonté de lutter contre la pollution automobile en requérant au minimum à ce type de dispositif punitif. Pourquoi ce dispositif faisait défaut et ne fonctionne pas ? Parce qu'on sait que les aides aujourd'hui pour changer de véhicule ou le transformer ne sont pas suffisantes. Je vais prendre un exemple concret, qui se passe sur notre territoire, sur l'aide aux véhicules électriques que nous avons mise en place. Quelle a été l'utilisation de cette aide ? 20 % par des cadres ; 1,75 % par des ouvriers ; 4 % par des étudiants. Pourquoi ? Parce que, malgré ces dispositifs d'aide qui sont parfois très importants – oui, il faut s'en féliciter – elles ne compensent pas, elles ne permettent pas de compenser et elles ne permettent pas du coup aux plus précaires de passer à l'action.

Nous devons donc affirmer dès aujourd'hui que notre Ville, notre Métropole ne tombera pas dans le piège des ZFE qui finalement questionne peu notre modèle de déplacement. Rétrofit, voiture partagée, sanctionner la taille des véhicules plutôt que leur motorisation : rien de tout cela n'est prévu par la ZFE MACRON. J'invite donc tous les conseillers métropolitains et tous les concitoyennes et concitoyens qui nous écoutent à se poser cette question : à quoi ressemblerait une écologie au service du plus grand nombre et des plus démunis ? Imaginez qu'un coach énergétique vienne vous rendre visite à votre domicile pour vous aider à définir un plan d'économie d'énergie, tant sur l'électricité, la chaleur, l'eau, mais aussi votre carburant. Imaginez que vous puissiez trouver dans chacun de nos quartiers une cantine populaire qui récupérerait tous les invendus des commerçants locaux pour confectionner des repas solidaires. Imaginez que les petits propriétaires de notre territoire, qui ont des logements parfois mal isolés, voire insalubres, puissent les rénover via des baux de réhabilitation pour le bonheur de leurs locataires. Imaginez que si chaque écolier de notre Métropole pouvait se voir proposer des cours de vélo durant sa scolarité. Imaginez si on devenait la capitale des énergies renouvelables et que des milliers d'entre nous pouvaient travailler dans les énergies renouvelables. Imaginez si on s'engageait à ne proposer qu'une tarification incitative aux ménages qui pourront avoir accès à un compost. L'écologie est trop souvent instrumentalisée comme un outil de gentrification au profit d'une petite élite qui se sert de ce nouvel impératif pour se différencier des classes populaires, alors que l'écologie devrait être au contraire au service du mieux-vivre, du lien social et évidemment être une chance pour l'emploi et l'économie de notre territoire. Certains disent qu'on est sur le même bateau face aux enjeux climatiques. C'est faux. Il y en a qui sont en radeau, il y en a qui sont en yacht.

J'ai deux questions. Dans la version finale du PCAET, qui nous sera rendue à la fin d'année, est ce que cette dimension sociale peut être prise en compte avec des indicateurs concrets pour l'ensemble des thématiques ? Première question. Deuxième question. Parce que « *les promesses n'engagent que ceux qui y croient* », pouvez-vous reconsidérer notre demande déjà exprimée de transformer le Conseil de développement en une vraie commission du futur ? Qu'est-ce que je veux dire par là ? Notre territoire a besoin d'une autorité indépendante – j'ai vu le calendrier des évaluations prévues pour ce PCAET – qui va contrôler justement nos beaux documents, nos beaux schémas. Cette commission du futur devrait, en plus de la société civile et des acteurs socio-économiques, être composée de citoyens tirés au sort sur notre Métropole, dont la seule boussole sera l'intérêt général et non le bout de leur mandat. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Président

La parole est à Madame HART.

Clare HART

Merci beaucoup, Monsieur le Président. Isabelle, félicitations. Ce projet, ce plan climat territorial est extrêmement enthousiasmant. Merci. Je profite de la présentation de René sur les ressources en eau pour faire un petit cocorico métropolitain. Je ne sais pas si vous avez entendu, mais il y a une semaine nous avons appris que la Métropole est lauréate du programme Life 2020. C'est un appel à projets qui est extrêmement concurrentiel, donc vraiment bravo aux équipes qui ont œuvré pour ce beau résultat. Et l'objectif de ce projet est de limiter les prélèvements d'eau douce naturelle grâce au recyclage d'eaux usées traitées. On a délibéré en février sur ce sujet, mais ça y est, on vient de d'apprendre que nous sommes lauréats. L'objectif du projet dans la globalité est de démontrer la faisabilité technique, l'acceptabilité sociale, la disponibilité des usages et la soutenabilité économique de la réutilisation de ces eaux usées traitées du territoire, main dans la main avec deux partenaires du territoire, qui sont le bureau d'étude DV2E et l'Institut européen des membranes. À l'échéance 2026, le projet d'un montant total de 1,7 million d'euros sera financé à 55 % par l'Union européenne. Donc vraiment, un grand bravo pour cela. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Clare. Isabelle, un petit mot, puis je vais répondre. Tu voulais dire quelque chose Frédéric ? Vas-y.

Frédéric LAFFORGUE

Très rapidement, je souhaite saluer la très forte ambition démontrée à travers cette délibération par notre Métropole en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Cette ambition se traduit dans la richesse du programme d'action proposé, mais il se matérialise aussi dans la coordination de ce dispositif auprès d'autres outils de planification, que sont également à l'échelle régionale le SRADDET et à l'échelle de la Métropole le SCoT, le PLUi et le plan de mobilité. L'impact de nos actions dépendra de notre capacité à nous mobiliser tous ensemble de manière cohérente et coordonnée. La Ville de Castelnau-le-Lez s'est ainsi dotée de manière volontaire, dès 2009, d'un plan climat énergie territorial, afin de veiller au maintien d'un cadre de vie de qualité pour nos habitants, et de faire en sorte que le territoire soit le moins vulnérable possible aux effets attendus du changement climatique. Celui-ci a donné lieu à un programme d'action opérationnel décliné dans de nombreux domaines : bien entendu l'amélioration de la performance énergétique de nos bâtiments communaux avec des réductions de facture de fluides ; la sacralisation dans le SCoT de 56 hectares au Sud de la Commune ; l'aménagement d'écoquartiers ; la sensibilisation de la population et des acteurs économiques à travers notamment la création récente de la Maison de la ville durable à Castelnau-le-Lez, avec la collaboration de l'ALEC et de la Jeune chambre économique ; enfin, le développement des mobilités durables à travers le tram, les lignes de bus à haut niveau de service et le réseau express vélo. Soyez donc assurés que la Commune de Castelnau-le-Lez se tiendra à vos côtés dans le déploiement opérationnel de ce PCAET. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Maire. Isabelle.

Isabelle TOUZARD

J'ai oublié de remercier tout à l'heure les services, parce que c'était quand même un très gros travail de coordination. Et l'intérêt du plan climat, c'est de montrer un peu la cohérence de tous les actes de la politique publique. On voit que très souvent ça se rejoint et qu'on peut comme ça conjuguer nos efforts pour atteindre des objectifs qu'on partage.

Le plan climat air énergie territorial : on a ajouté le « -s » dès le départ. Si ça ne paraît pas suffisamment bien dans la délibération, il faut qu'on le revoie. Mais c'était vraiment un leitmotiv de la révision. Cette révision – je ne l'ai peut-être pas assez signalé – s'est faite bien entendu avec chacun des Vice-Présidents avec lesquels on a eu de multiples échanges pour arriver, et ce n'est pas encore tout à fait stabilisé, comme je vous le disais, toutes les ambitions.

Je n'ai peut-être pas assez insisté sur le suivi. Bien entendu, il serait important, parmi tous les indicateurs propres à chaque orientation, peut-être d'en ressortir quelques-uns et de faire en sorte que ce suivi, ce tableau de bord qu'on va avoir sur notre Métropole dans le cadre du plan climat soit le même pour le rapport développement durable, pour tous les engagements qui sont pris, qui ont pu être pris, et bien entendu que ces indicateurs soient construits de façon participative. Merci.

Monsieur le Président

Merci Isabelle, pour l'immensité de ce travail, à travers toi l'exécutif, demain les maires, pour la mise en œuvre, ainsi que l'ensemble des services. Ce document, c'est la feuille de route pour faire la transition. La transition, c'est passer d'un point A à un point B. Une transition écologique et solidaire, que nous appelons tous de nos vœux, qui est l'aspiration de nos concitoyens et plus particulièrement de la jeunesse. Cette feuille de route est la réponse. Une transition écologique et solidaire. Écologique, parce que demain la canicule, qui sera de plus en plus présente sur notre territoire, frappera toujours les plus modestes. Nous avons tous en souvenir les épisodes en direction de nos aînés, qui n'ont pas à leur domicile une piscine pour aller se rafraîchir. C'est la pollution, qui impacte les plus vulnérables, sur la qualité de l'air, sur l'alimentation – ça a été dit. Nous devons de ce point de vue agir, parce qu'il y a les plans et il y a la réalité. Montpellier, sa Métropole, doit contribuer de manière très dynamique, de manière exemplaire à la mise en œuvre de l'Accord de Paris, dont certains nous disent déjà qu'on est très en retard. C'est vrai, nous ne sommes qu'un petit bout de terre sur la grande Terre, et il y a les scénarios Trump, il y a d'autres puissances. Mais nous, nous devons contribuer à ces enjeux, pour nous, qualité de l'air, pour nous, adaptation aux vulnérabilités, canicules, risques hydrique. Mais nous devons contribuer. Et nous y contribuons comment ? De manière solidaire, de manière collective.

Moi je suis très surpris. Nous sommes la Métropole, nous allons être la première Métropole à mettre en œuvre la gratuité des transports, pour dire ce qui est décarboné, pour se déplacer, c'est accessible, comme nous faisons l'aide au vélo. Alors on peut toujours dire « *Ah oui, c'est toujours les mêmes, etc.* » Oui mais là, nous sommes dans un rapport universel. Tout comme dans quelques instants nous allons voter une délibération très importante, qui a été l'une des décisions du budget, d'aide de 1 300 euros pour la rénovation de l'habitat, en plus de la Région, en plus de la prime Rénov. Une aide à 90 euros pour faire le diagnostic énergie, pour lutter contre la précarité énergétique et faire monter en puissance nos artisans, nos professionnels qui ont si besoin d'activité sur ces enjeux-là. Transports, logements, demain autour des déchets, récompenser ceux qui sont vertueux, qui pratiquent le tri et sanctionner ceux qui ne le font pas. Avoir une stratégie qui dit que sur l'eau, tarif d'écoresponsabilité, ceux qui consomment beaucoup paieront plus, et tarif solidaire pour aider ceux qui en ont grandement besoin. Ce sont ces deux jambes, c'est une transition écologique donc solidaire que nous menons.

Mme H. EMAD sort de séance, les pouvoirs de Mme M. FAYE et M. RY. CHARTIER accordés à Mme H. EMAD sont temporairement annulés.

Il peut y avoir des inquiétudes et j'entends parfaitement ce qui a été dit. L'objectif de zéro artificialisation nette : nous connaissons tous la carte de notre territoire, qui connaît la plus forte croissance démographique ou qui a connu la plus forte croissance démographique. C'est une trajectoire que nous menons, et nous la pensons non pas à l'échelle de la commune mais à l'échelle de la Métropole. Évidemment, c'est un immense bateau qu'il nous faut faire évoluer. Mais pouvons-nous continuer comme avant à voir cette tâche urbaine s'étendre inlassablement, et ces migrations pendulaires ? C'est ce défi que nous nous donnons collectivement, en sachant entendre les contraintes des uns et identifier les opportunités chez les autres, pour pouvoir les surmonter. Assurément, en urbanisme, nous ne ferons plus de parkings de surface, comme ça a pu exister, et ça, ce sont des espaces que nous pouvons recycler pour pouvoir accueillir du logement dans des territoires de projet. C'est cela qui a été défini à travers ce PCAET. Et merci Isabelle. Il y a un calendrier ; il y a un échéancier.

On sera peut-être à +5 %, peut-être à -5 %, mais il y a une stratégie lisible objectivable qui pourra être appréciée, parce que les politiques publiques ont vocation aussi à être évaluées.

D'ailleurs, ce que nous souhaitons faire, et nous y sommes tous les deux très attachés, c'est qu'à un moment, les chiffres apparaissent au grand jour. Combien d'émissions de CO₂ par habitant ? Combien de déchets émis par habitant ? Etc. Cinq, six grands indicateurs connus de tous. Parce que si nous donnons une orientation, il faut que tout le monde en soit pleinement partie prenante. Ça relève d'un mot dont il ne faut pas avoir peur : de notre responsabilisation collective. On ne peut pas tout attendre exclusivement des élus. Si les élus doivent donner un cap, si les élus doivent entraîner, si les élus doivent accompagner, il faut bien mobiliser l'ensemble des habitants de la Métropole pour réussir la transition écologique et solidaire. Il y aura ces indicateurs.

Et puis une approche. Parce que nous ne sommes pas au premier PCAET délibéré dans cette instance. Les choses ont été faites et il ne s'agit pas de les déjuger. Bien au contraire, il faut prendre appui dessus. Mais ce que nous souhaitons faire, et ça a été un peu présenté à travers la démarche posée par Hind EMAD tout à l'heure, c'est que tout le monde soit partie prenante. Nous allons à la rentrée avoir un événement où nous allons interroger l'ensemble des acteurs, citoyens, entreprises, associations, nous, Collectivité, sur comment on contribue à la mise en place de ce PCAET. Quand aujourd'hui on voit des entreprises qui développent des aides à la mobilité, qui promeuvent le covoiturage, elles font des choses. Quand on voit des associations qui se sont engagées dans des stratégies zéro déchets, elles font des choses. Quand on voit des classes dans nos écoles de toutes les communes de la Métropole où les enfants ont mille fois plus d'imagination que parfois leurs aînés pour mettre en place cette transition écologique et solidaire. Voilà, et on va essayer de mobiliser cette énergie pour que l'ensemble du territoire soit pleinement partie prenante.

Parce que, ce que nous voulons faire ici, et ce sera ma conclusion, c'est réussir la transition écologique et solidaire, et qu'elle ne laisse personne sur le chemin. C'est comme la ZFE : c'est un enjeu sur la qualité de l'air qu'on respire. Mais nous ne devons laisser personne sur le chemin. C'est pour ça qu'on investit massivement sur les transports collectifs. C'est pour ça que, contre d'autres, nous défendons la gratuité. Y compris, dans la loi 4D, nous avons récemment réuni des parlementaires pour dire qu'il faut plus d'accompagnement. Ça ne peut pas être qu'un volet réglementaire, punitif. Après, il y a ceux qui disent qu'on ne pourrait rien faire sur la question de la pollution de l'air. Nous ne serons pas de ceux-là. Elle est trop préoccupante ; elle est responsable de la mort de 40 000 personnes par an.

Voilà l'esprit qui anime ce PCAET – Isabelle, merci – qui a été présenté de manière collective, dont chaque Maire va s'emparer, dont nous-mêmes déjà dans le budget de la Métropole nous en voyons des signaux. Et ça donne une feuille de route sur un mandat, sur une décennie, et effectivement l'horizon de neutralité carbone à l'horizon 2050.

Je vous propose de passer aux voix. Qui s'abstient ? Deux abstentions. Qui ne prend pas part au vote ? Pardon. Cinq abstentions. Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Adopté. Merci Isabelle.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Abstentions : 8 voix

Se sont abstenus : M. Geniès BALAZUN, Mme Alenka DOULAIN, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOU, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Séverine MONIN, M. Arnaud MOYNIER, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 3 : ENVIRONNEMENT - PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL (PCAET) - AIDE FINANCIERE A LA RENOVATION ENERGETIQUE PERFORMANTE DE LOGEMENTS - APPROBATION DU DISPOSITIF

Monsieur le Président

Affaire n° 3. C'est le dispositif que je vous ai présenté pour l'aide à la rénovation thermique des bâtiments, l'aide de 1 300 euros par particulier et 90 euros pour le diagnostic énergie. L'affaire n° 111 sera la subvention à l'ALEC, qui va devenir l'opérateur unique pour être lisible, pour accompagner la rénovation thermique de l'habitat. Est-ce qu'il y a des questions sur cette affaire ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adopté à l'unanimité. Nous allons en parler auprès des habitants de la Métropole.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 4 : AMENAGEMENT DURABLE - PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL (PCAET) - PACTE D'ENGAGEMENT 2030 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 4. Est-ce qu'il y a des questions ? Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 5 : AMENAGEMENT DURABLE - CREATION D'UNE POLICE METROPOLITAINE DES TRANSPORTS EN COMMUN - CONDITIONS GENERALES DE CREATION - PREFIGURATION DU DISPOSITIF - APPROBATION

Mme H. EMAD avec les pouvoirs de Mme M. FAYE et de M. RY. CHARTIER entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 5. Jean-Pierre, si tu veux bien venir pour présenter le dispositif, puisque tu es délégué à cette question-là, important pour concourir à l'effort de sécurité, au continuum de sécurité, à travers la création d'une police métropolitaine des transports. Je te laisse faire la présentation orale et puis ensuite on aura le débat.

Jean-Pierre RICO

Merci Président. Bonjour à tous et toutes. Sur la préparation de ce projet, ce projet a été préparé avec Julie FRÊCHE, qui est la Vice-Présidente aux mobilités, Sébastien COTE, qui est le Maire-Adjoint de Montpellier délégué à la protection de la population, François VILLETTE au Cabinet qui est en charge des questions de sécurité, Yannick JACOB qui est le Directeur des mobilités dans la Métropole, bien évidemment Luc EGOUMENIDES, Directeur général de la TaM, et Jean-Pierre VIALAY, qui est Directeur sécurité et tranquillité à la Ville de Montpellier, et Sylvain CASTAGNET, qui est policier à Montpellier et chef de projet pour la création de la police des transports.

Jean-Pierre RICO

En ce qui concerne le constat, actuellement nous avons 4 lignes de tramway, 36 lignes de bus et nous transportons 80 millions d'utilisateurs par an. En projection à 2025 : 1 ligne de tramway complémentaire (la 5), 4 lignes de bus à haut niveau de service et une estimation de 120 millions de passagers qui seront transportés par les moyens de transport de la Métropole, c'est-à-dire une augmentation de 50 % de voyageurs.

En ce qui concerne les événements, si on prend les statistiques 2019-2020, il est constaté sur les moyens de transport bus et tramway 1 300 événements par an, que l'on peut répartir de la façon suivante : 27 % de ces événements sont des atteintes aux biens, 26 % des atteintes aux agents et 47 % sont des atteintes aux clients et autres incivilités ou actes de délinquance. Sur la répartition en jour et en horaire, on a une répartition en horaire de 17 % d'événements qui interviennent avant 9 heures du matin, 39 % entre 14 et 20 heures, 11 % entre 20 heures et 23 heures, et 9 % après 23 heures. Donc on peut en gros considérer que 50 % des événements interviennent entre 14 heures et 23 heures. En ce qui concerne les répartitions par jour, sur ces deux dernières années, on a 10 % d'événements qui interviennent le dimanche, entre 14 et 15 % qui interviennent les lundi, mardi, mercredi et samedi, et entre 16 et 17 % qui sont constatés les jeudi et vendredi. D'une manière un peu globale, 61 % des événements sont constatés du mercredi au samedi.

Fort de ce constat, les forces en présence : dans la Métropole – donc sur les 31 communes – nous avons 3 communes (Montpellier, Lattes et Pérols) qui sont en zone police nationale, et nous avons l'ensemble des autres communes qui sont en zone gendarmerie. Il s'avère, en ce qui concerne les forces d'État, qu'aucune force d'État n'est consacrée à la police des transports. Vous avez par ailleurs les polices municipales. Les polices municipales : cinq communes n'ont pas de police municipale ; vingt-et-une communes ont entre 1 et 9 policiers municipaux ; quatre communes ont entre 10 et 20 policiers municipaux ; et la Ville de Montpellier dispose de 186 policiers municipaux, ce qui représente 55 % des 334 policiers municipaux que nous avons sur notre territoire. En sachant que, en principe, les policiers municipaux peuvent intervenir si nous avons une convention avec l'État dans les moyens de transport, mais que les policiers municipaux ne peuvent pas sortir du territoire de leur commune. Nous avons ensuite chez l'opérateur TaM 82 contrôleurs et 6 médiateurs, qui eux sont là pour surveiller l'ensemble de ce qui est billetterie, et qui ne peuvent pas intervenir sur des domaines d'insécurité, ou en tout cas des domaines qui sont réservés à la police municipale.

Sur les objectifs de la création de cette police métropolitaine des transports, c'est tout d'abord renforcer le niveau de développement opérationnel aux situations d'incivilité, de délinquance sur le réseau des transports. C'est également assurer une présence visible d'agents de police municipale embarqués, en sachant que la police métropolitaine est considérée comme une police municipale, même si elle est recrutée par la Métropole. Ensuite, rassurer les usagers et dissuader les actes de délinquance, et soutenir les personnels de la société d'exploitation.

En ce qui concerne les missions, les missions sont : sécuriser les usagers du réseau de tramway et de bus en complément des agents de la TaM ; c'est le maintien du bon ordre, de la tranquillité, de la salubrité ; lutter contre la fraude et les incivilités en partenariat avec les agents de la TaM ; lutter contre les violences faites aux femmes ; protéger et sécuriser le personnel de la TaM.

Pour ce faire, ce projet de police métropolitaine s'appuie sur la loi Savary du 22 mars 2016. C'est une loi qui crée le cadre d'intervention des policiers municipaux dans les transports. Elle s'appuie également sur la police administrative. C'est l'article L.511-1 du Code de la sécurité intérieure, qui prévoit la prévention et la surveillance du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publique. Et puis les statuts de ces agents seront des statuts de police judiciaire, d'agents de police judiciaire adjoints, qui auront pour mission de constater les infractions à la loi pénale, les flagrants délits, ils pourront relever l'identité – ce qui n'est pas le cas des contrôleurs de la TaM – et ils auront également accès aux fichiers de police. Ensuite, sur les compétences, on s'appuie sur le Code des transports, qui précise : maintenir le bon ordre, lutter contre la fraude et les incivilités, relever les infractions au Code des transports et s'attaquer aux violences faites aux femmes.

Le périmètre d'intervention qui est proposé est un périmètre d'intervention 7 jours sur 7, avec une montée en puissance du mercredi au samedi et avec des plages horaires de montée en puissance qui seront de 12 heures à 23 heures.

Sur le principe opérationnel, pour anticiper la ligne n° 5, le principe opérationnel sera le respect des 1 607 heures par an, avec un ratio de présence fixée à 75 % pour tenir compte de toutes les périodes de congés, mais également toutes les périodes de formation. Nous pourrions disposer de 15 policiers métropolitains au quotidien. Pour réaliser ces opérations, il est nécessaire d'avoir 42 ETP en police municipale plus en administratif. Ces policiers auront un armement, donc des pistolets semi-automatiques, matraques, générateurs d'aérosols, pistolets à impulsion électrique. Ils auront également un équipement de 5 véhicules, dont 3 de police municipale métropolitaine disons, 1 véhicule cynophile et 1 véhicule administratif. En termes de communication, ils auront des radios, caméras, caméras piétons. Ils auront également, en termes de verbalisation, les équipements pour réaliser des procès-verbaux électroniques. En termes de protection individuelle, ils seront équipés de gilets pare-balles. Fort de ce contexte, le principe opérationnel sera, pour ce qui concerne le réseau de tramway : 3 cellules embarquées composées chacune de 3 policiers métropolitains accompagnés selon les circonstances de 3 à 5 contrôleurs de la TaM. Il y aura, pour ce qui concerne le réseau bus : 2 cellules embarquées composées chacune de 2 policiers métropolitains et 3 contrôleurs de la TaM. Et en soutien aux équipes embarquées, il y aura sur le terrain deux maîtres-chiens, et on pourra faire appel aux équipages de police nationale ou de gendarmerie selon les circonstances, mais également d'un équipage spécifique de police métropolitaine pour pouvoir intervenir en soutien des équipes qui seront embarquées. Et bien évidemment, en fonction des conventions réalisées avec les communes, les policiers municipaux des communes pourront également être en soutien de cette nouvelle police métropolitaine.

En ce qui concerne l'échéancier, il y a cette présentation aujourd'hui au Conseil de Métropole. À l'issue de ce Conseil de Métropole, il y aura une lettre d'intention qui sera réalisée par le Président à l'attention de l'ensemble des Maires. Et à partir de ce dispositif, est envisagée la création de ce service commun. Il y aura nécessairement un passage en Comité technique des 31 communes et de la Métropole, et ensuite un passage en Conseil municipal et de Métropole avec la nécessité d'avoir un vote à la majorité qualifiée de l'ensemble des communes. À l'issue de ce processus, il y aura une montée en puissance à compter de 2023 pour une atteinte des objectifs pour 2025, avec l'arrivée de la cinquième ligne de tramway.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Jean-Pierre. J'ai vu déjà Arnaud MOYNIER, Madame DOULAIN, Madame CASSAR, Monsieur REVOL, Monsieur COTE, Jackie, Monsieur LAFFORGUE. Je rappelle que le règlement, ce sont cinq minutes par intervention. Madame FRÊCHE. Mais je n'ai aucune inquiétude. Je connais votre esprit de synthèse. Allez, Monsieur MOYNIER, Maire de Beaulieu, cher Arnaud.

Arnaud MOYNIER

Bonjour. Aucune inquiétude : ce sera extrêmement rapide. Écoutez, chers collègues, si l'on peut se féliciter des investissements qui sont faits en matière de sécurité, j'allais dire que je suis un peu le premier à applaudir des deux mains. Il y a tout de même une question qui reste en suspens pour moi et que j'aimerais qu'au fil des semaines et au cours des prochains mois nous arrivions à régler. On démarre sur ce sujet, sur le pacte fiscal et financier, et sur toutes les questions liées. Je souhaite savoir à quelle hauteur on va bloquer le curseur, quand on parle de solidarité intercommunale entre les communes et autres ? Moi, quand j'entends des propositions sur la sécurité, bien entendu, j'ai envie d'applaudir – n'est-ce pas cher Jean-Pierre et cher Président. Mais évidemment, après, il y a un coût. J'ai n'ai pas malheureusement le dossier avec moi, mais je crois qu'on est à hauteur de 3 millions d'euros par an en fonctionnement, je suppose. Ce sont des sommes assez importantes. Étant donné – alors là ce n'est pas du fait de la majorité actuelle – que nous avons des choses qui sont déjà payées sur des AC communales et qui ne fonctionnent pas forcément toujours très bien – je le répète : c'est historique et nous tentons d'y apporter des solutions – je ne souhaiterais pas que nous arrivions à proposer de nouvelles choses, qui soient financées également par des AC demandées aux communes. En fait ma question est une question d'ordre budgétaire. C'est de savoir comment va être financé ce nouveau service ? Voilà ma vraie question. Et j'aimerais très sincèrement qu'au fil des semaines on ait cette grosse discussion sur ce que nous appelons « *solidarité entre communes* ». Jusqu'où on l'amène, jusqu'où on la pousse ? Il y aura certainement énormément de débats à ce sujet. Et puis surtout régler ce qui ne marche pas, qu'on paie déjà et pour lequel on attend un service. Voilà. Merci, cher Président.

Monsieur le Président

Merci Arnaud. Pacte financier, mais très juste. Jean-Luc MEISSONNIER, Maire de Baillargues.

Jean-Luc MEISSONNIER

Ça va rejoindre ce que vient de dire Arnaud. Loin de moi l'idée d'être contre une sécurité des transports, sauf qu'on s'aperçoit qu'il y a des budgets qui sont trouvés, notamment sur les budgets de fonctionnement chers à Renaud. On sait que les budgets d'investissement ne nous inquiètent pas plus que ça, mais les budgets de fonctionnement, c'est quand même le nerf de la guerre. Là on se retrouve, pour rebondir sur ce que disait Arnaud, vers des difficultés. Je vais parler du pôle qui pose problème au niveau de la Métropole : le pôle Cadoule et Bérange. Excusez-moi le parallèle, mais on est toujours en attente de matériel, de personnel supplémentaires pour avoir un vrai service que l'on paye déjà au travers de nos AC. Là-dessus, je voudrais juste donner une petite anecdote – je terminerai là – pour pallier le manque d'intervention qui nous est dû sur Baillargues, j'ai embauché 6 équivalents temps plein pour faire les travaux de voirie, de nettoyage et d'espaces verts. Donc là-dessus, il y a un petit bémol. C'est pour ça que je m'abstiendrai sur le vote, mais je suis bien sûr un adepte de la sécurité, de tout ce qui peut être sécurité dans les transports. Je vois que sur le pôle d'échanges multimodal de Baillargues, ma police municipale intervient déjà. Mais je voudrais dire quand même qu'il faudrait qu'on rectifie ce qui ne marche pas, mais qu'on est en droit d'attendre, comme disait Arnaud, des services. Ce ne sont peut-être pas les 3 millions d'euros, mais entre 2 et 3 millions d'euros, sur un budget de fonctionnement qui est déjà contraint. Donc je me pose des questions quant aux interventions, notamment sur les moyens supplémentaires et nécessaires sur le pôle Cadoule et Bérange en matière de personnel et de matériel, parce que ça ne fonctionne pas. Voilà, je vous remercie, mais c'était un parallèle qu'il était important de souligner.

Monsieur le Président

Monsieur le Maire, vous aurez des réponses sur le pôle. Hélas, les problèmes ne datent pas d'hier. Je suis obligé de le dire.

Jean-Luc MEISSONNIER

On est entièrement d'accord. Michaël, on est entièrement d'accord, sauf que...

Monsieur le Président

Monsieur le Maire, vous aurez des réponses là-dessus. Ça ne date pas d'hier. C'est aussi pour ça qu'on mène une réorganisation, parce que se pose bien la question du rapport à la proximité et à l'efficacité du service public, qui doit être le cœur de nos enjeux.

Jean-Luc MEISSONNIER

Tout à fait.

Monsieur le Président

Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Je vous rejoins évidemment sur les objectifs de cette délibération, qui visent à renforcer la sécurité dans les transports en commun. Vous annoncez la création d'une brigade de transport de 42 agents. Je pose deux questions. Est-ce que le nombre est suffisant ? Est-ce que c'est efficace en termes de méthode ? À ces 2 questions, on a plutôt une réponse négative. Non, ça ne suffira pas. Depuis le début, Monsieur le Président, vous n'avez pas prévu d'augmentation de la police municipale sur Montpellier, et vous nous avez dit depuis deux ans maintenant que tout serait résolu avec la police métropolitaine. Vous étiez d'ailleurs le seul candidat à ne pas vouloir augmenter les moyens humains de notre police municipale. Alors, quand cette police métropolitaine arrive, je m'étonne un peu de l'ambition du dispositif proposé : 42 agents, au regard de la taille de notre réseau de transport, c'est vraiment une broutille. 42 agents des transports, c'est trois fois moins qu'à Lille, qui en compte aujourd'hui 120. Pour rappel, les transports...

Monsieur le Président

Il n'y a pas de police métropolitaine des transports à Lille, Madame. Il y en a une à Nantes et à Orléans.

Alenka DOULAIN

D'accord... Il n'y en a pas une à Lille, qui intervient aussi dans les trains ?

Monsieur le Président

Il n'y en a pas. Il y a la Surveillance générale (Suge), qui est un service, et nous bénéficions d'une Suge – d'ailleurs la Présidente de Région s'est exprimée là-dessus. Nous serons la troisième métropole à nous doter d'une police métropolitaine des transports. Je suis confus de vous interrompre. Je vous laisse terminer, mais pour la rigueur du débat, attention. À Lille, il n'y a pas de police métropolitaine.

Alenka DOULAIN

En tout cas, vous confirmez que vous étiez le seul candidat à ne pas vouloir d'augmentation de la police municipale ?

Monsieur le Président

Mais je vous répondrai, Madame. Et en matière de sécurité, ne doutez pas...

Alenka DOULAIN

Oui, on connaît la doctrine très claire du Parti socialiste du moment...

Monsieur le Président

Madame, nous on n'a pas voyagé avec un candidat et son jet privé.

Alenka DOULAIN

C'est un petit peu ridicule, mais du coup je continue...

Monsieur le Président

C'est tellement vrai.

Alenka DOULAIN

Si seulement c'était un petit peu drôle. Est-ce que vous pensez sérieusement que ces 42 agents vont suffire à prévenir, dissuader et le cas échéant arrêter les délits et les incivilités dans les transports ? Vous l'avez rappelé, Monsieur RICO : au final, quand on compte tous les temps de repos et de congés – et c'est bien normal – on arrive à 15 agents qui vont être présents de manière simultanée sur notre réseau, c'est-à-dire 15 agents répartis sur 10 îlotages dans les transports concrètement et une équipe qui va être véhiculée.

Sur ce sujet qui nous tient particulièrement à cœur, on va quand même s'efforcer d'être force de proposition. Nous proposons d'ajouter à cette première vague de recrutement de la police métropolitaine celle de recrutement de médiateurs. Vous avez dit qu'il n'y en a que 6 aujourd'hui pour la taille de notre Métropole. Oui, nous pensons qu'il faut aussi faire le choix de la médiation, qui a fait ses preuves dans d'autres villes d'ailleurs. Ces médiateurs pourraient être formés, notamment aux premiers secours, non armés et par leur présence, leur nombre et leurs missions, aller à la rencontre des usagers et participer à la prévention des tensions et des dangers que connaît notre réseau.

Il y a deux points importants qui me semblent aller en faveur aussi de l'extension de ces médiateurs. Vous le savez, avec la gratuité partielle, ça a créé un flou pour nos usagers, notamment le week-end, et il y a besoin de personnes pour tout simplement expliciter ces règles un petit peu complexes, pour conseiller les usagers. Et puis, deuxièmement, on le sait, à la rentrée de septembre il va y avoir une surcharge sur notre réseau, avec notamment le retour de l'ensemble des étudiants – enfin, on le souhaite, s'il n'y a pas de nouvelle vague – et en heure de pointe, des médiateurs ne seraient pas de trop pour faire cohabiter tout ce monde-là et s'assurer d'une cohabitation entre les poussettes, les vélos, les cabas, etc. Surtout, si vous décidez de garder la même stratégie en termes de fréquence et d'amplitude horaire, on va avoir de la grosse surcharge sur les heures de pointe. On propose du coup d'inclure ce dispositif dès à présent dans un avenant à la convention de DSP avec la TaM, ou *a minima* que ce soit prévu d'être inclus quand on va revoir la clause de cette DSP qui va être renouvelée en 2024. Il faudrait que le délégataire puisse l'intégrer dès maintenant pour pouvoir faire des propositions en ce sens. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Président

René. Non, il y avait Michelle CASSAR. Pardon René. Excuse-moi. Michelle, puis René.

Michelle CASSAR

Bonjour à tous. Simplement pour rappeler que, depuis 2008, j'appelle de tous mes vœux la création d'une police intercommunale, donc je ne peux qu'adhérer à la création de cette police des transports. Maintenant, je pense qu'il ne faut pas s'arrêter aux transports. Et il est vrai que cette police intercommunale qui pourrait être créée, alors, il y a un coût financier – je l'entends – mais on dit que la sécurité n'a pas de prix. Je pense qu'il faut faire un effort pour étaler sur le mandat bien évidemment. Depuis 2008, il n'y avait pas d'avancée. Maintenant, on arrive en 2021 à une avancée ; c'est déjà bien. On peut critiquer le nombre, c'est sûr, mais il faut un début à tout. On commence par la police des transports avec un certain nombre d'agents. Ce n'est jamais suffisant, et dans tous les domaines – on s'en est aperçu. Je pense que c'est déjà bien d'avoir la volonté de la mettre en place, on verra par la suite ce que ça donnera. Mais d'élargir un peu la possibilité pour cette police intercommunale d'intervenir outre les transports sur les différentes communes, ce serait vraiment très bien. Et j'adhère totalement. Vraiment merci.

Monsieur le Président

Naturellement, elle est intercommunale. René.

René REVOL

Étant un adepte un peu forcé des transports en commun systématiquement, ayant milité pour la gratuité des transports depuis de nombreuses années, dans le contact avec la population et dans l'annonce notamment de la perspective de la gratuité pour les plus de 65 ans à partir du 1^{er} septembre, j'ai rencontré auprès de la population de Grabels une inquiétude concernant la sécurité dans les transports en commun. J'aimerais faire que ça marche, que les gens montent, qu'on les accompagne et que ce réseau marche. Donc il faut le faire dans ce contexte. Nous on est, à Grabels, favorables à une police métropolitaine des transports. Quand Madame CASSAR avait proposé ça précédemment, on avait dit aussi notre accord, mais ça devait être lié à un développement du réseau et un développement de la gratuité.

À partir de là, si on arrive à avoir des mesures concrètes et qu'on évite les postures sur la sécurité, ça me paraît très utile. On est en période électorale et je vois que dès cette année – ce n'est aucune des compétences du Département et de la Région – certains font campagne sur la sécurité. Je pense que l'année prochaine, avec les échéances qu'on aura, on aura à nouveau la sécurité, avec certainement quelques événements majeurs pour impressionner le public dans les jours qui précèdent l'élection. Donc cette posture me paraît dérisoire et dépassée. D'ailleurs, ça trompe de moins en moins les gens.

La sécurité, c'est un triptyque qu'on connaît. C'est premièrement de la prévention ; c'est deuxièmement de la répression, car toute règle qui n'a pas de sanction n'est pas valable ; et troisièmement c'est la densité du lien social, la cohésion sociale, qui existe. On le voit très nettement : dans les quartiers où nous avons un comité de quartier très vivant, avec un vrai fonctionnement du comité de quartier, il y a beaucoup moins de cambriolages, alors que dans les quartiers purement résidentiels où personne se connaît, on a plus de cambriolages. Donc ce triptyque, il faut garder cet équilibre.

Nous on est favorables à ça. Naturellement, 3 millions d'euros, il faudra trouver un moyen de le financer collectivement en proportion de population et en proportion du réseau de transports en commun que chacun a. Mais moi j'ai demandé par exemple à ma police municipale, devant de petits incidents qui se produisaient sur la ligne 24, de monter dans la ligne 24 quelquefois et de la parcourir. Ça a été très apprécié par la population. Mais le seul problème, c'est que la ligne 24, à un moment donné, elle passe dans Montpellier, donc je leur ai dit « *vous n'allez pas descendre du bus, vous allez attendre qu'il revienne dans Grabels* ». Ce sont des choses qui existent déjà pratiquement et qu'il faut mettre en place. Donc nous, avec la police municipale, on n'arrivera pas à suivre ça sur ce secteur, parce qu'elle a plein d'autres missions. Mais si on décide d'un équilibre dans le financement en fonction des proportions de chacun, je pense qu'on peut y arriver.

Par ailleurs, je dis ici mon accord avec la proposition de Madame DOULAIN – non pas contradictoire à la police municipale, mais complémentaire à la police municipale – c'est la présence de médiateurs. À Nantes, il y en a, qui sont complémentaires à la police municipale, et ça permet de ne pas se dire qu'on va embaucher 80-100 policiers municipaux métropolitains : on ne va pas y arriver. Il faut avoir un complément avec une politique de prévention à l'intérieur des rames, dans les endroits les plus sensibles, pour faire de la dissuasion sur le plan humain. Je pense que quelque chose de complémentaire à la police municipale, ça peut être envisagé et il faut le réfléchir dans le montage de cette affaire qui, naturellement, doit se prendre sur plusieurs années pour pouvoir l'assumer sérieusement. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci. Je vais vous répondre sur ce volet-là. Monsieur COTE. Il y a Monsieur PATERNOT et Monsieur PELLET que j'ai rajoutés.

Sébastien COTE

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Permettez-moi d'intervenir au nom de la Ville de Montpellier, que je représente ici comme conseiller métropolitain et comme Adjoint au Maire en charge de la tranquillité publique dans la Ville, qui est le cœur de la Métropole et qui concentre la majorité des problèmes. Jean-Pierre – dont je salue de travail que nous avons mené en parfaite harmonie – l'a bien souligné : les principaux problèmes sont dans le cœur de la Métropole et aussi, évidemment, dans les ruptures de charge. C'est pour ça que cette police métropolitaine a toute sa vocation.

Je voulais simplement dire qu'il s'agit d'une vraie augmentation d'effectifs. Jean-Pierre, tu l'as dit : 334 policiers municipaux sur la Métropole ; avec 42, c'est donc une augmentation inédite de 12 % du nombre des policiers municipaux sur Montpellier Méditerranée Métropole. J'ai entendu que certains souhaitaient qu'on augmente le nombre des effectifs de policiers municipaux dans les communes, en argumentant autour de l'idée que, Monsieur le Président, vous n'auriez pas porté de hausse des effectifs dans votre campagne. Ce qu'il faut rappeler au contraire, c'est que vous portiez dans la campagne un effectif de 30 équivalents temps plein, et qu'il s'agit bien aujourd'hui 42 équivalents temps plein, plus, effectivement, un emploi administratif. Il faut souligner aussi que vous étiez d'ailleurs le seul à porter cette police métropolitaine des transports, et c'est parce que vous saviez qu'elle travaille en coordination avec la police nationale, avec la Suge et avec les polices municipales, que la création de cette police intercommunale des transports permettra d'alléger le travail des polices municipales – Monsieur REVOL vient de le dire et c'est le cas aussi à Montpellier – qui sont déjà dans les transports. C'est un vrai plus pour les transports, pour la Métropole et pour chacune des villes qui ont des polices municipales, et aussi celles qui aujourd'hui n'en ont pas, puisqu'il a bien été précisé aussi, Jean-Pierre, que cette police intercommunale des transports pourra, à l'occasion d'événements

importants et exceptionnels sur la Métropole, venir dans les communes qui, aujourd'hui, ne sont pas dotées d'une police municipale.

Je termine en disant que certains imaginaient que la gratuité des transports en commun pourrait engendrer une diminution du service public, parce que nous allions perdre des moyens. Ici on voit très bien qu'au contraire, nous engageons davantage de service public. Et je voudrais vraiment le dire : c'est une contribution forte aussi des politiques de sécurité à la transition des mobilités que vous portez. Parce qu'il est clair, et ça a été dit, que pour les plus de 65 ans, pour les étudiants qui prennent beaucoup les transports, il faut les sécuriser. Nous réussirons le choc de mobilité si on est en sécurité dans les transports. Et je termine en indiquant que, bien évidemment, cette question-là est très importante parce que c'est la notion de l'intercommunalité des politiques de sécurité, et que je pense que c'est une première étape – cela a été dit – que nous allons devoir réfléchir effectivement à la prévention de la délinquance au niveau intercommunal, et que nous allons aussi sans doute devoir réfléchir à des tas d'autres dimensions en politique de sécurité à cette échelle-là. Pour cela, je me félicite grandement, au nom de la Ville de Montpellier, de cette création. Merci à tous.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur COTE. La parole est à Monsieur LAFFORGUE.

Frédéric LAFFORGUE

Monsieur le Président, je ne peux évidemment que saluer toute initiative qui viendra améliorer la sécurité dans les transports publics, *a fortiori* – comme le disait mon collègue – au moment où on renforce encore la gratuité. Je m'interroge quand même, toutefois, sur la nécessité de constituer à l'échelle métropolitaine une équipe dédiée. Parce que, en effet, depuis la loi du 22 mai 2016, les agents de police municipale sont habilités à intervenir et à verbaliser dans les transports publics. Une partie de nos communes le font déjà. C'est le cas à Castelnau-le-Lez, en zone gendarmerie, et sur la partie de la ligne 2 de tram les agents de la police municipale peuvent intervenir depuis la création de la ligne 2. Cette organisation a quand même des avantages, depuis que ça a été mis en place, à la fois bien sûr sur la maîtrise financière – il faudra se poser la question que posait tout à l'heure mon collègue Arnaud MOYNIER – mais on s'appuie aussi sur des agents de proximité attachés à la commune qui connaissent parfaitement leur territoire et aussi les publics. Enfin, elle permet aussi de garantir aux agents une grande diversité de missions, sans les cantonner dans une tâche répétitive. L'expérience a montré la difficulté, justement à Orléans – une ville qui m'est chère – il y a une difficulté dans le recrutement sur le long terme dans la mission des agents. Je crois qu'il faut prendre un petit peu de distance par rapport à ces prérogatives et voir les expériences qui en ont été faites.

Enfin, la loi de sécurité globale vient de renforcer les prérogatives des polices municipales et invite à renforcer encore davantage la coordination. Je pense qu'il faut d'abord qu'on aille sur une mission de coordination entre nos polices municipales. En effet, le grade supérieur serait la police métropolitaine, mais je crains qu'à un moment donné on risque de créer – passez-moi l'expression – une usine à gaz et de se retrouver avec différents paliers. Je sais qu'en zone police, la convention n'avait pas été signée. Je vous avoue que, quand on avait les réunions de coordination sur le tram, à l'époque, j'avais toujours été étonné qu'à Montpellier les agents de la police et la police municipale ne montaient pas dans le tram. Je crois qu'il faut quand même qu'on gradue les choses et qu'on voit aussi le coût, mais aussi les actions.

Monsieur COTE, tout à l'heure, en parlait. J'ai eu l'occasion d'aller à Nîmes : vous avez un CSU métropolitain. Je pense que ça fait partie des investissements qui pourraient être intéressants sur la Métropole. Et là ça nous permet une organisation métropolitaine sur la vision globale, bien sûr, du suivi de sécurité et surtout de coordination des agents, à la fois de la police municipale, à la fois de la police, à la fois de la gendarmerie et à la fois aussi de cette police métropolitaine. Moi, à Castelnau-le-Lez, la première borne va être mise en place à côté de la station Charles-de-Gaulle, une borne sécurité qui permettra aussi un lien sur les quais, parce que s'ils sont dans le tram, il y a le problème de la gestion des quais. Là aussi, il faut une coordination. La mise en place d'une borne sécurité à cet endroit, qui sera un lien entre la police municipale et selon les horaires la gendarmerie. Pareil à Eurêka. Donc je pense qu'il faut vraiment qu'on travaille sur cette coordination avant de parler d'effectif. À mon avis, la priorité c'est déjà une coordination entre nos polices municipales, ensuite passer avec des éléments comme le CSU, comme les bornes près des arrêts, et là, on aura une coordination totale. Merci.

Monsieur le Président

Merci de votre intervention. Avant de donner la parole à Monsieur MEUNIER, il y a Monsieur PELLET, Monsieur PATERNOT, Monsieur MEUNIER, Madame FRÊCHE. Jackie, pardon. Et Madame FRÊCHE. Vas-y Jackie.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Merci Président. Comme le dit mon collègue d'à côté, c'est de la courtoisie : on laisse passer la femme avant l'homme. Bien sûr, Monsieur le Président, je suis d'accord avec vous sur la problématique des incivilités et de la violence dans les transports urbains. Pour y répondre, nous voulons mettre en place un nouveau service : la police des transports intercommunale. Ce service représenterait aujourd'hui environ 3 millions d'euros en fonctionnement chaque année avec l'embauche de 42 policiers municipaux. Sachant qu'ils travailleront 7 jours sur 7 et qu'ils seront par groupe de 3, je crains que très vite ce nombre initialement prévu à 30 puis à 42 soit vite insuffisant pour tenir compte des RTT, des congés et des absences. Avant cela, avons-nous déployé tous les moyens comme les boutons d'alerte ou la vidéoprotection ? Certaines communes, avec leur police municipale et la gendarmerie, arrivent à régler ce problème d'incivilité. Avec plus de sécurité, c'est bien, mais à quel prix et quelle répartition pour nos communes ? La police des transports est une mission régalienne de l'État, et pour cela elle a une brigade des transports en commun. Ce que l'on nous dit, c'est qu'il nous faut suppléer aux manquements de l'État, donc à ce stade, je m'abstiendrai.

Monsieur le Président

Merci Madame. Monsieur PELLET. C'est 1,9 million d'euros en fonctionnement. Après, le reste, c'est de l'investissement. Mais je prends acte de votre abstention. Monsieur PELLET, allez-y.

Yvon PELLET

Sur la sécurité, la police des transports, effectivement, je suis aussi favorable, même si je suis une des communes qui n'a aucun policier municipal, parce que je juge qu'il n'y en a pas besoin sur ma petite commune. Cette politique de la police des transports, j'y suis totalement favorable, comme d'ailleurs, Monsieur le Président, toutes ces initiatives que vous prenez en tant que Maire de la Ville de Montpellier au niveau de la sécurité. Parce qu'aujourd'hui, je crois que la sécurité, c'est important. On entend toujours parler de droit, on entend parler de liberté, mais il y a un mot qui quand même pour moi et au-dessus de tout ça, c'est le devoir. Aujourd'hui, quand on a des citoyens qui montent dans le tram, qui montent dans les bus, qui se font agresser, des jeunes femmes, des enfants, etc. je crois que là-dessus c'est incontestable : il faut cette police et je voterai pour cette police.

En contrepartie, je rejoins un peu mes collègues, ce qui a été dit précédemment par Arnaud MOYNIER et Jean-Luc MEISSONNIER : il y aura un impact fiscal, il va falloir payer. Je suis complètement disposé à payer. Mais comme l'ont dit mes collègues, concernant notamment le fonctionnement de nos pôles, ça ne date pas d'aujourd'hui, ça date de 5 ans, je le dis, je le répète, et ce n'est pas une question de personne, on a des responsables, des adjoints qui sont à la hauteur, qui sont des gens compétents. Mais aujourd'hui, on a l'impression dans nos communes de payer aux pôles et de ne pas avoir de retour. Alors on aimerait avoir exactement la somme que l'on verse, à savoir les prestations qui ont été faites sur nos pôles. Je crois que toutes ces choses-là, il faut les reprendre en main et il faut qu'on soit vigilants, parce que c'est l'argent de nos contribuables. Mais moi, sur la sécurité, je suis à 200 % pour vos actions là-dessus. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur PELLET. La parole est à Monsieur PATERNOT, puis Monsieur MEUNIER.

Bruno PATERNOT

Merci de prendre à bras-le-corps la question des violences faites aux femmes et d'en faire une priorité. Ne les laissons plus être importunées, nulle part, jamais, quel qu'en soit le prix. Et surtout en journée : je suis ravi d'entendre que la montée en puissance commence en début d'après-midi. C'est dans la journée que les violences faites aux femmes dans l'espace public sont les plus importantes. C'est pragmatique, c'est en lien avec le réel et avec le terrain.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur PATERNOT. Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, chers collègues, j'ai voulu prendre la parole quand j'écoutais ce que disait mon collègue Frédéric LAFFORGUE. Je crois qu'on peut tous se poser des questions sur telle ou telle opportunité de créer une force intercommunale de sécurité, quel qu'en soit l'objet. Moi, je ne me la pose pas, tout simplement parce que je pense qu'à un moment donné, il faut que nous continuions à travailler le lien entre nos communes. Et ce lien entre nos communes, c'est le flux, c'est-à-dire que les gens puissent passer d'une commune à une autre. Rappelons-nous quand même, qu'on soit le Maire de Saint-Geniès-des-Mourgues qui considère qu'à lui tout seul il est capable d'assurer la sécurité de toute sa population – ce que nous croyons tous vu le caractère ô combien sécurisant de mon ami Yvon – ou qu'on soit dans la situation de Fred et de moi, dans des villes un peu plus étendues avec une problématique importante : la totalité de notre population va à Montpellier, tout au long de la semaine. La totalité de la population se promène sur nos réseaux routiers mais également nos réseaux de transport en commun pour aller bénéficier de tous les services, de tous les emplois, de tous les pôles d'activité et commerciaux qu'on a. Quand on en est à ce niveau d'organisation d'un territoire, il est essentiel d'assurer la sécurité, pas seulement des femmes, des femmes dans un premier temps tu as raison Bruno, mais de tout le monde et en particulier des personnes âgées qui sont un public très important dans la consommation de nos transports en commun, en particulier le tram, et on se doit d'avoir une politique globale entre nous. Tous, on n'a pas le même niveau d'implication de notre police municipale. D'abord parce qu'il y en a qui n'en ont pas. Après il y en a qui en ont, qui fonctionne, armée ou pas armée, 24 heures sur 24 comme la mienne ou celle de Jean-Pierre, à des horaires différents, etc. Je crois que, par cette police-là, il faut qu'on ait une présence sécuritaire qui se promène sur l'ensemble de nos communes et qui montre notre volonté collective de s'attaquer à ce sujet qui, comme l'a dit très justement René, est en train de nous polluer tous les débats démocratiques, à quelque niveau que ce soit. C'est simple de dire que les élus sont au-dessus d'un panier, qu'ils ne considèrent que leur intérêt et pas l'intérêt des plus faibles d'entre nous. La sécurité, c'est le premier acte de citoyenneté que doit faire une collectivité d'élus : mettre en sécurité l'ensemble d'entre nous, du plus faible au plus riche, du plus pauvre au plus riche.

Bien sûr, on le sait tous : ça coûte un bras et deux jambes, pour prendre une expression populaire. Les policiers, si on veut qu'ils soient sur le terrain, si vous voulez un policier 24 heures sur 24 ou 7 jours sur 7 ou à des horaires très élargis, il en faut 3 parce qu'il y a des tours de garde, il y a les repos, il y a tout ça, il y a les RTT, etc. Oui, ça coûte, mais c'est un acte fort et, en même temps que le transport gratuit ou d'autres options que nous avons prises comme le plan climat et d'autres choses, il faut qu'on soit sur la sécurité très marquants.

Moi je pense – pour terminer mon intervention par une proposition – qu'il faut qu'on dise que, cette police qu'on crée – on l'a dit mais il faut l'identifier peut-être un peu plus, et Jean-Pierre va être j'en suis sûr 200 % d'accord avec moi – cette police métropolitaine, elle doit avoir comme mission principale les transports, mais elle a aussi vocation à être mise à disposition. Il s'agit de pouvoir en voir les conditions, non seulement quand la Métropole reçoit des événements importants, des événements marquants, des événements structurants, des événements apportant de l'attractivité comme ceux que j'ai en charge. Et aussi, il faudrait regarder si juridiquement c'est possible – Olivier NYS, il faudrait que vous regardiez, s'il vous plaît – est-ce qu'elle peut être mise à disposition de certaines communes ponctuellement ? Ce serait peut-être une ouverture qui permettrait à tout un chacun d'en accepter et le coût et l'instauration. Je vous remercie de m'avoir écouté.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MEUNIER. Madame FRÊCHE, Vice-Présidente aux transports, qui est elle aussi impactée par le sujet. Je répondrai.

Julie FRÊCHE

Merci, Monsieur le Président. Je comprends et j'entends les inquiétudes qui ont été soulevées par les différents Maires. Mais moi je lis aussi les messages qui sont envoyés par les usagers des transports en commun. Des jeunes qui ont peur lorsque les tramways font l'objet de jets de pierres, de bris de glace. Des personnes âgées qui se font voler leur collier à l'arraché, qui se font piquer leur carte bleue par des bandes organisées qui organisent le vol à l'arraché ; ce sont les pickpockets à différentes stations de tramway. C'est pour ces gens-là qu'on crée une police des transports.

C'est aussi pour accompagner la seconde phase de la gratuité des transports. C'est essentiel, vraiment, pour que chaque usager, chaque personne âgée, les jeunes, les femmes seules avec enfant, soient en sécurité dans notre réseau de transport. Pourquoi nous sommes allés plus loin que notre engagement de campagne, de 30 agents à 42 ? C'est aussi bien pour couvrir les bientôt cinq lignes de tramway, les futurs bus à haut niveau de service et le réseau de bus urbain et suburbain.

Je voudrais saluer le travail de la police municipale de Montpellier, des contrôleurs de la TaM qui aujourd'hui accompagnent la transition des mobilités. Je pense à la verbalisation des deux-roues en centre-ville pour sécuriser le piéton. Je pense à la verbalisation des automobilistes qui empruntent les pistes cyclables, qui empruntent les plateformes de tramway. Il faut respecter aussi les nouveaux plans de circulation. Je pense notamment à la fermeture dans le sens Ouest-Est d'Albert-Dubout pour éviter que les automobilistes empruntent des itinéraires de shunt et désapaisent des rues qui étaient jusqu'alors apaisées. Le travail aujourd'hui que mène la police municipale est exemplaire, et aussi la volonté qui a été la vôtre, Monsieur le Maire et Monsieur le Président, de constituer des équipages mixtes entre la police nationale, la police municipale et les contrôleurs de la TaM pour assurer la sécurité dans les transports publics.

Je voudrais terminer, pour répondre aussi à Frédéric : la police des transports, c'est une mission de coordination, vu que lorsqu'elle se balade, lorsqu'elle va exercer ses missions sur le réseau, elle agit sous couvert du pouvoir de police des Maires. Tu parlais du centre de supervision métropolitain. Mais on va encore plus loin. On vient de signer une convention exemplaire sur la mutualisation et le renvoi d'images entre le CSU de la police de Montpellier et le poste de commandement de la TaM, où il y a 273 caméras au sol, 800 embarquées, en lien opérationnel avec le centre opérationnel des services de secours (CODIS). Donc, vraiment, tout ce que tu as relevé, la police des transports aujourd'hui va l'assurer.

Monsieur le Président

Merci Madame. Très rapidement, Monsieur SAVY.

Jean-Luc SAVY

Monsieur le Président, juste pour dire qu'effectivement je soutiens totalement l'initiative déployée par vous et Jean-Pierre RICO aujourd'hui, par les services de la Métropole, que je remercie beaucoup pour leur travail. Je préfère parler de tranquillité publique que de sécurité, parce qu'effectivement on apaise la ville dans toutes ses dimensions, que ce soit au plan des mobilités, au plan du vivre ensemble, au plan de la sécurité en général. Effectivement, il faut donner des moyens, il faut se donner des moyens, pour moi, qui sont ceux du fait de, certes, mettre un coût au départ, mais qui sera largement compensé par l'absence de coûts induits. Si on ne fait rien, on le sait bien, Julie vient de le dire, les dégradations, que ce soit dans l'espace public ou ailleurs, nous coûtent bien plus chers, infiniment plus chers qu'en coût RH d'un policier municipal supplémentaire sur l'espace public.

Aujourd'hui, c'est comme les bailleurs sociaux qui ont tout intérêt à mettre des conciergeries, des personnes en médiation sociale dans tous leurs bâtiments, que ce soit les bailleurs publics comme privés, plutôt que de générer des frais d'investissement ensuite pour réparer un ascenseur, une cage d'escalier, etc. Toutes ces incivilités, ça nous coûte peut-être au départ, mais ça nous empêche de dépenser plus tard.

Et puis je partage le point de vue qui a été exprimé ici et là de l'intercommunalité en matière de sécurité. C'est un pouvoir de police du Maire. Du coup, il nous faut pouvoir, en intercommunalité, gérer. On parlait de festivités du côté de Cyril, mais pourquoi pas aussi sur des dimensions métropolitaines que sont par exemple les inondations. Quand la Mosson déborde, elle ne déborde pas que sur la rive droite, elle déborde aussi à Montpellier bien sûr, donc Grabels, Lavérune, Juvignac, Fabrègues, Lattes et Montpellier sont concernées. Donc ça veut dire qu'il doit y avoir une coordination générale, une coopération-coordination manifestement, en zone qui plus est gendarmerie et police nationale ; ça fait quand même quatre entités qui doivent pouvoir se parler de manière claire. Moi je suis tout à fait favorable à l'intercommunalité, penser ensemble et peut être préfigurer – on l'a évoqué avec Michaël DELAFOSSE – la possibilité d'un Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) intercommunal entre la Ville de Juvignac et la Ville de Montpellier, pour commencer à travailler des questions de liaison. On recevra bientôt Monsieur COTE pour préfigurer cette possibilité de coopération.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire de Juvignac, cher Jean-Luc. Je voudrais apporter quelques éléments de réponse. Je voudrais d'abord commencé à exprimer mes remerciements à Jean-Pierre RICO, qui a fait ce travail – et il a cité toute l'équipe. Quand il y a des événements à l'Aréna – et nous souhaitons qu'il y ait des événements à l'Aréna, car c'est la recette taxe de séjour qui en dépend – le Maire de Pérols, avec ses effectifs de police municipale – il en a – porte à lui seul les événements de la centralité métropolitaine, et parfois des situations de débordement, des habitants de Pérols qui vivent de manière incessante des dégradations, des tensions. Quand parfois la saison estivale bat son plein, c'est lui qui en notre nom assure la sécurité avec sa police municipale : il y a un moment où il faut être solidaire. Soit on est dans une intercommunalité, soit on laisse seule la Commune de Pérols porter. C'est pour ça que, quand on s'est vus, moi je lui dis « *il faut que tu prennes cette mission, parce que tu es le Maire qui identifie le mieux l'enjeu sur cela* ». Après on peut continuer à dire « *non, non, non, ce n'est pas chez moi et je fais l'autruche* ». Non, là je crois que c'est un enjeu.

Moi je veux bien, Monsieur le Maire de Castelnau-le-Lez, mais le Maire de Grabels a très bien expliqué les choses. La police municipale monte dans le bus 24. La police municipale du Maire de Jacou monte dans le tram 2. Et puis il y a la frontière. Ceux qui commettent des actes de malveillance, ils se jouent des frontières, alors que nous, comme nous respectons les protocoles d'engagement de nos autorités de police, on ne le fait pas. Quand il y a fête votive ici, quand il y a inquiétude là, etc., nous n'avions pas le bon outil pour répondre. Qu'est-ce que c'est, les transports en commun ? Ils sont en commun. C'est comme un espace public ; il est mobile, il se déplace. C'est comme l'espace de tous et de toutes, et *a fortiori* des plus fragiles, qui n'ont pas de voiture. Nous on espère que ça deviendra encore plus l'espace de tous. Celui-ci doit être sécurisé. L'était-il ? Il l'est par l'engagement – je tiens à le saluer – du Général LETTERMANN, qui a considéré que sur l'effet frontière, il fallait agir. Pourquoi l'a-t-il fait ? Je lui avais demandé et il a été très réactif. Yannick BLOUIN accepte de coordonner avec la police municipale de Montpellier des interventions. Nous sommes actuellement confrontés à un phénomène mafieux, de gens qui prennent des jeunes filles d'origine bosniaque, qui sont des mineures, et qui ont une emprise sur elles, et résultat, on a du pickpocket. Grâce à l'intervention conjointe de Sébastien COTE et Monsieur BLOUIN, il y a des interventions et nous avons ici des réponses.

J'entends. Mais c'est quoi l'image de la Ville et de la Métropole quand on arrive à la gare ? Vous pensez qu'on va pouvoir le soutenir, le vin de Puech-Haut de Saint-Drézéry, quand on va faire le salon des vins avec Yvon, si quand on sort de la gare il y a des phénomènes d'insécurité ? On va se retrouver sur Tripadvisor. Il s'agit de l'image de la Métropole. Vous pensez que c'était drôle d'entendre à France Inter, le quotidien *Midi Libre* a fait sa Une là-dessus, qu'à Montpellier, il y a de l'insécurité dans le réseau de transport ? Mais ça, ça nous plombe, parce que nous, notre travail, c'est de remplir un Corum, c'est de remplir l'Aréna, c'est de faire venir des gens d'ailleurs, et puis que ceux et celles qui ont besoin de ça, pour aller au travail le matin, pour aller vivre la Ville, se sentent en sécurité. Quel est l' élu ici qui n'a jamais entendu cette phrase « *Monsieur le Maire, Madame le Maire, moi je ne prends pas les transports en commun, je ne me sens pas en sécurité* » ?

Aujourd'hui, par cette délibération-là, nous apportons une réponse, comme nous avons apporté une réponse parce que nous avons coordonné – Madame FRÊCHE a raison – la vidéoprotection de la Ville et la vidéoprotection de la TaM, qui nous permet d'être plus efficace face à ces phénomènes insupportables de raquette. De toute façon, qui les subit ? Ce sont les pauvres, ce sont les gens modestes, parce qu'ils n'ont pas les moyens de se protéger.

Qu'est-ce que nous faisons ? À quoi faisons-nous appel ? À ce qui fait solidarité, l'intercommunalité, parce qu'il y avait des zones floues pour assurer la tranquillité publique des voyageurs, la sécurité de nos conducteurs. Combien coûte une agression d'un conducteur en arrêt maladie, du point de vue psychologique ? On s'en satisfait de ce chiffre ? Quand nos conducteurs – à juste titre – il y a deux ans en ont eu ras-le-bol et ont exercé leur droit de retrait, et ce n'était pas agréable pour l'équipe en place, quel est le préjudice subi par la Collectivité, par l'argent public ? Nous avons visité la TaM, nous avons des phénomènes d'agression, de fauteuils dégradés : tout ça a un coût. Moi, j'ai une réponse. Je vous propose une réponse qui a été bâtie par mon ami Jean-Pierre RICO : mettre des hommes dans les transports en commun. C'est de mettre de la présence humaine pour apaiser, pour rassurer, pour éviter les phénomènes de harcèlement, pour lutter contre les dégradations. Certains diront « *ce n'est pas assez* ». Je peux l'entendre. C'est 1,9 million d'euros de dépenses de fonctionnement. C'est un choix. La dynamique fiscale de notre territoire et même le financement par les entreprises via le versement mobilité : quand les chefs d'entreprise disent eux-mêmes « *il y a des problèmes de sécurité et on n'incite pas nos salariés à prendre les transports* », c'est une affectation lisible de l'impôt, parce que les entreprises payent le versement mobilité.

Sur notre réseau, vous savez combien il y a eu d'infractions l'année dernière ? Je donne le chiffre : 1 300. Voilà. Soit ça monte, soit on essaie de le faire baisser. La volonté de cette Assemblée, c'est de le faire baisser, pour la sécurité de nos conducteurs, pour la sécurité des voyageurs. Ça va être dur. On ne va pas tout régler ici, tout le monde le sait. Mais si on reste dans une situation d'inertie, c'est l'image de la Ville, c'est l'inquiétude des gens les plus fragiles qui va continuer à croître. Il y a cet effectif-là. C'est un effectif conséquent, 7 jours sur 7, et ça a été très bien dit, aux heures où les besoins sont les plus importants. Après, moi, j'accorde toute ma confiance aux professionnels qui savent adapter. Nous avons actuellement 86 contrôleurs. Bien sûr, cher René REVOL, que leurs missions vont évoluer avec la gratuité pour aller vers des postes de médiateurs, d'apaisement, pour aller dire aux collégiens – je ne veux pas les stigmatiser, il s'agit parfois de mes élèves – qu'on ne met pas ses chaussures sur la banquette d'en face. Voilà ces choses qui ne sont pas agréables, qui dégradent. Dire « *laissez votre place, jeune homme, à la personne âgée* ». Ce sont des choses dont on a besoin dans notre réseau de transport. Ces contrôleurs, une partie de leurs missions vont évoluer. Il y a aussi, et je veux leur rendre un hommage très appuyé, les six médiateurs, et cette équipe qui justement va dans les collèges, va dans les lycées, explique aux jeunes comment on évite de déstabiliser une rame de tramway, en se mettant bien en recul, etc. et qui essaye d'agir.

J'entends le pacte financier et fiscal. C'est normal, mais enfin, la compétence intercommunale, ce sont les transports en commun. De toute façon, c'est la Ville de Montpellier qui contribuera le plus. Je veux rassurer chacun. Parce que c'est beaucoup chez elle que ça se passe. Mais il est quand même bien normal que toutes les communes participent à cet effort de sécurité. Nous devons le faire pour la Commune de Pérols. Sinon quel est le sens que nous donnons à notre intercommunalité ?

Enfin, par ce vote, quel message allons-nous envoyer à nos concitoyens sur les questions de sécurité ? Je veux être ici très clair. Les questions de sécurité : il y a deux camps. Il y a un camp qui instrumentalise la détresse des victimes, qui fait des choses sur les réseaux sociaux, et qui essaie de faire son beurre électoral sur ça. C'est l'extrême droite, mais qui ne sait pas répondre aux problèmes des gens et aux problèmes des victimes. Et il y a un camp, dans notre diversité, qui est celui qui est attaché à l'état de droit et aux valeurs républicaines. C'est la règle qui fonde la vie en société et c'est le respect de la règle. Et pour faire respecter la règle, il faut de l'autorité, une autorité par des fonctionnaires, police municipale, police métropolitaine des transports, police municipale, contrôleurs. Et ce sont les fonctionnaires qui assurent cela. Et nous devons répondre.

Quelle est la stratégie qui est la nôtre ? En tout cas, pour moi Maire de Montpellier, mais aussi Président de la Métropole, ça a été de dire qu'il faut que les différentes expressions de l'autorité travaillent ensemble, municipales, nationales, TaM, pour essayer de coordonner. Qu'avons-nous fait, avec tous les députés, de la France insoumise à la République en marche, et le Sénateur GRAND, Républicain, pour aller demander pour la Métropole des policiers supplémentaires ? Nous en avons obtenu 50 de la part du Président de la République, dont 20 arrivent au mois de septembre et 30 en décembre. Pourquoi si tard ? Parce qu'il faut du temps pour former des policiers. Et heureusement qu'on forme des policiers pour qu'ils puissent exercer leur mission dans un cadre déontologique. Et je veux à cette occasion aussi leur rendre hommage, parce qu'ils assurent le cadre de bon fonctionnement de notre pays. Ils ne manquent pas de faire des efforts.

Ce qui vous est proposé, c'est de créer cette police intercommunale. Et d'ailleurs si des Maires, depuis longtemps la demandent, c'est qu'ils avaient bien identifié le problème. On crée de la solidarité entre nous pour la question de la sécurité sur notre compétence première qui est celle des mobilités. On va sur 42 ETP pour assurer une continuité du service 7 jours sur 7 sur les horaires que notre collègue Jean-Pierre RICO a donnés. Et peut-être qu'à un moment, parce que financièrement nous en aurons les marges de manœuvre, nous irons au-delà. Ou peut-être que nous pourrions évaluer l'efficacité de celles-ci, et donc nous pourrions redéployer des effectifs. Mais il y a une chose qui est sûre : c'est que nous ne nous pouvions plus continuer comme ça. D'ailleurs tous, tous ici, vous m'avez dit qu'il faut agir sur la question de la sécurité. Nous agissons chacun dans nos communes. Nous discutons tous avec l'autorité de gendarmerie dans la zone gendarmerie et avec les autorités de la police nationale dans la zone police nationale. Mais nous, là, nous apportons une réponse supplémentaire. Et je crois que nos concitoyens sur les questions de sécurité attendent des réponses. Nous, nous allons mettre des agents publics pour assurer la sécurité et la tranquillité dans les transports en commun. C'est ça le sens de cette délibération.

Après, oui on parlera sous, oui, bien sûr, parce que la Métropole doit être bien gérée. C'est pour ça que mon ami Christian ASSAF, Vice-Président aux sports ne cesse de dégager des marges de manœuvre, justement pour pouvoir financer des politiques publiques. C'est pour ça qu'on travaille dans tous les domaines, pour dégager des marges de manœuvre, pour financer ces politiques publiques-là.

Je le dis très clairement : je vais observer ce vote. Parce que, ce qui se joue là, c'est la façon dont nous, en tant que républicains, en sens de nos institutions, essayons d'apporter une réponse. C'est aussi l'esprit de notre intercommunalité. Pérols est en difficulté en termes de sécurité : on doit être aux côtés de cette Commune.

Qui s'abstient ? Une abstention. Qui est contre ? Unanimité, moins une abstention. Je vous remercie chers collègues.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

AFFAIRE N° 6 : AMENAGEMENT DURABLE - GRATUITE DES TRANSPORTS URBAINS POUR LES HABITANTS DE LA METROPOLE - MISE EN ŒUVRE DE LA 2EME ETAPE AVEC LA GRATUITE POUR LES "MOINS DE 18 ANS" ET LES "PLUS DE 65 ANS" - APPROBATION

Mme M. CASSAR quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme P. PERVENT.

M. L. JAOUL quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme J. GALABRUN-BOULBES.

M. JL. MEISSONNIER quitte définitivement la séance, le pouvoir de Mme S. MONIN accordé à M. JL. MEISSONNIER est annulé.

M. JN. FOURCADE quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.

Mme J. GALABRUN-BOULBES et M. J. RAYMOND sortent de séance, le pouvoir de M. L. JAOUL accordé à Mme J. GALABRUN-BOULBES est temporairement annulé.

Monsieur le Président

Je donne la parole à Madame FRÊCHE sur la gratuité des transports. Julie, viens. On va aller plus vite, je crois.

Julie FRÊCHE

Merci, Monsieur le Président. Nous allons aujourd'hui délibérer sur la deuxième étape de la gratuité des transports. Vous le savez, depuis le 5 septembre 2020, nous avons mis en place la gratuité des transports le week-end. Nous avons procédé à une baisse de 10 % sur tous les abonnements. Aujourd'hui, les résultats sont, je dois le dire, assez exceptionnels, compte tenu de la crise sanitaire qui a touché de plein fouet tous les réseaux de transport public. Nous avons même eu des baisses de fréquentation de l'ordre de -82 % lors du second confinement. Donc il y a évidemment un enjeu important pour retrouver la fréquentation d'avant la crise sanitaire. Concernant l'application M'Ticket, je voudrais remercier notre opérateur TaM d'avoir développé cette application, qui permet à chaque habitant de la Métropole de télécharger l'application M'Ticket et de disposer des droits pour bénéficier des différents pass gratuité. Aujourd'hui, nous avons plus de 80 000 pass week-end gratuit, en sachant que depuis près de vingt ans sur le réseau nous avons 100 000 abonnés. Et là, en l'espace de quelques mois, nous avons eu 80 000 téléchargements de pass week-end gratuits. Nous avons réalisé près de 700 000 déplacements avec le pass week-end gratuit depuis la rentrée de septembre, avec un pic lors du dernier week-end, de 28 000 déplacements pendant ce week-end. Nous avons réalisé une première évaluation de la première étape de gratuité. Trois chiffres qui me paraissent intéressants : 54,7 % ont déclaré que c'est la gratuité qui les a incités à faire le déplacement, donc on se déplace plus ; 55,5 % ont déclaré que la gratuité leur a permis d'augmenter le déplacement le week-end ; 57 % déclarent que grâce à la gratuité, ils ont préféré prendre le tramway plutôt que leur voiture.

Deuxième étape de la gratuité : pour les moins de 18 ans et les plus de 65 ans. Nous allons donc, à partir du 1^{er} juillet, permettre à chacun de pouvoir disposer de ses droits, dont la mise en service sera effective au 1^{er} septembre. Une génération gratuité va voir le jour, c'est-à-dire que pour les jeunes bénéficiant du droit à la gratuité et ayant 18 ans au cours de la première année, ils ne reviendront pas dans le dispositif payant. Ça veut dire que nous allons répondre précisément à tous ces jeunes qui marchent pour le climat.

Tous les jeunes qui ont moins de 18 ans aujourd'hui rentreront dans un dispositif de gratuité permanent. C'est la génération gratuité.

Nous allons également mettre en place un système pour lutter contre la fraude, parce que nous avons besoin d'objectiver notre politique et, pour des raisons que nous avons déjà eu l'occasion d'explicitier, les personnes doivent continuer à présenter le pass week-end gratuit actuellement pour le week-end, et demain pour les moins de 18 ans et les plus de 65 ans. Donc il faut toujours bien faire la différence entre les contribuables de la Métropole qui bénéficient de la gratuité et les habitants hors Métropole qui, ne payant pas d'impôt, ne participant pas à l'effort financier de la gratuité, n'en bénéficient pas. Pour cela, nous avons mis en place un dispositif de verbalisation pédagogique. Les personnes qui se déplaceraient dans le réseau sans pass week-end gratuit mais qui pourraient en bénéficier, c'est-à-dire soit le week-end, soit moins de 18 ans, soit plus de 65 ans, se verront verbalisées mais auront 48 heures pour finalement se mettre en règle, et donc elles verront effectivement leur PV particulièrement minoré, parce qu'il ne sera plus que de l'ordre de 5 euros.

Voilà très rapidement le dispositif pratique de mise en place de la gratuité.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame FRÊCHE, de votre application ainsi que celle de tous les services là-dessus, et puis l'ensemble des élus qui suivent ce dossier. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur ce sujet ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci...

Monsieur le Président

Et Monsieur MARTIN. Madame DOULAIN, excusez-moi. Qui d'autre souhaite s'exprimer ? Je clos la liste des inscrits. Allez-y, comme ça évite de...

Alenka DOULAIN

C'est bien normal. Pour commencer cette intervention je voudrais vous parler de Séverine. Séverine, elle est aide-soignante, elle habite à Juvignac et elle travaille souvent en faisant des remplacements à Castelnau-le-Lez. Pour ça, elle prend la ligne 3 puis la ligne 2. Et le 12 mai, puisqu'elle finit à 22 h 15, il faut qu'elle rentre, elle s'est retrouvée dans la situation où il n'y a pas de tram, parce que la Métropole, notre Métropole avait décidé pendant 10 jours tout simplement d'arrêter la ligne 3 et la ligne 4 à partir de 22 heures. Des économies de bouts de chandelle, que vous peinez à cacher pour passer cette gratuité bancal. Depuis le début du mandat, quiconque émet des critiques sur votre plan de gratuité et sur sa planification voit ses propos caricaturés, comme si ce dogme ne pouvait même pas être questionné. Heureusement, ces témoignages nous raccrochent aux faits, à la réalité et au pragmatisme qui doit être le nôtre en tant qu'élus. C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui : c'est que tous les étudiants me contactent, car ils ne comprennent pas pourquoi, sur cette deuxième tranche de gratuité, vous vous êtes finalement rétractés et pourquoi ils ne sont pas éligibles au dispositif alors que la crise économique et sociale touche de plein fouet cette cible.

Je sais ce que vous allez me dire : « *Madame DOULAIN, vous êtes contre la gratuité, donc vous serez toujours contre.* » Non, Monsieur le Président, je ne suis pas contre la gratuité dans l'absolu ; je suis contre la gratuité démagogique. C'est quoi, la gratuité démagogique ? C'est la gratuité qui fait fi des principes de réalité. Aujourd'hui, le problème de notre réseau, c'est son maillage qui n'est pas fini, et la fréquence et l'amplitude horaire qui ne sont pas satisfaisantes pour l'ensemble des habitants de la Métropole.

La réalité, Monsieur le Président, c'est que la qualité du service n'est pas complètement aujourd'hui au rendez-vous. Si seulement vous aviez accepté en début de mandat de plutôt sonder l'ensemble des habitants de la Métropole pour leur demander « *mais pourquoi vous ne prenez pas les transports en commun ?* », peut-être que ce facteur serait ressorti comme prioritaire. Pour cela, il faut un petit peu descendre évidemment de son piédestal, il faut sortir des Arceaux. Oui, Monsieur le Président, pendant l'ensemble de ce mandat, nous serons là pour vous rappeler que si vous commencez à faire des économies de bouts de chandelles sur la qualité du service, nous serons au rendez-vous pour le rappeler.

Alors c'est quoi aussi une gratuité démagogique ? C'est une gratuité qui fait fi de la crise sociale à laquelle sont confrontés nos concitoyens et concitoyennes. Alors que la crise devrait nous demander adaptation et agilité, on voit là qu'on est plutôt sur une position rigide. Monsieur le Président, les jeunes et les étudiants ont énormément souffert de cette année passée, et nous savons que les problèmes sociaux et économiques ne sont pas seulement derrière nous, mais ils sont bien devant nous. La pauvreté a explosé chez les jeunes. Pourtant, vous avez fait le choix de vous rétracter sur la gratuité pour les étudiants pour plutôt mettre en place celle pour le week-end. Sauf qu'avec ça, on passe à côté de la cible prioritaire et des personnes qui en ont le plus besoin. Ces arbitrages sont selon nous indignes. Le problème c'est qu'au final il y a peu de limites à votre démagogie sur ce sujet, puisque vous ne vous êtes engagé sur aucune évolution de la part modale d'ici la fin du mandat ou encore pour 2030 : donc politique impossible à évaluer. Comptez sur nous en tout cas pour être la voix des Séverine d'ici la fin du mandat. Merci.

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN

Merci Monsieur le Président, et merci Madame la Vice-Présidente pour votre présentation. Nous construisons un service public gratuit des transports en commun et des mobilités à Montpellier Méditerranée Métropole. C'est un enjeu majeur et vous me permettrez d'éclairer cette délibération à la lumière de délibérations que nous venons de passer et à celle qui va suivre.

Premier point : à l'éclairage du plan pauvreté. Ça a été dit tout à l'heure. Là, le gain de pouvoir d'achat pour des familles, qui ont des collégiens, des lycéens, ce sont des abonnements de 200 euros qui sont économisés. Si dans ma famille j'ai un enfant au collège et un enfant au lycée, c'est 400 euros économisés. Tout à l'heure, on l'a bien dit : le plan pauvreté, ce n'est pas uniquement ce qui a été présenté, des mesures pour des repas, etc. C'est un ensemble de politiques publiques dont, et c'est important, la mise en place d'un service public des transports gratuit. C'est fondamental, parce que sinon, ça veut dire quoi ? Ça veut dire qu'on laisse le marché régler soi-disant les choses et on a les dames patronnesses du XIX^e siècle qui font la charité en distribuant des repas. Non, un plan pauvreté, c'est l'ensemble des politiques publiques, y compris la mise en place d'un service public des transports gratuit.

Je veux le mettre aussi en lumière avec ce que nous avons discuté juste auparavant, sur la tranquillité publique et la sécurité. Pour aller vers un transport public gratuit, il faut effectivement rassurer les gens qui y vont. Parce qu'effectivement, les travailleurs qui vont tous les jours au travail et qui voient bien ce qui se passe dans les bus et les tramways, oui ils ont droit à la sécurité. Ce sont les premiers qui ont droit à la sécurité en se rendant tous les jours à leur travail. Et effectivement, l'infirmière qui se rend à son travail avec des horaires décalés a le droit d'y aller en toute tranquillité. Et nous verrons dans le futur, et soyons optimistes de ce point de vue-là, regardons ce qui se passe à Dunkerque – parce que nous avons quand même là un laboratoire de notre opération de transport public gratuit. Oui, ça a permis l'apaisement dans les transports publics. Et donc effectivement nous commençons avec une quarantaine d'agents pour tranquilliser les transports. Nous verrons dans un an, deux ans, trois ans, à moyen terme s'il y a besoin de renforcer ou pas. Mais faisons le pari qu'à Montpellier ça se passera comme ça s'est passé à Dunkerque, avec un apaisement, parce que la gratuité permettra moins de conflits dans les transports.

Ensuite, il y a un engagement vis-à-vis de la transition écologique ; il y a trois façons de faire. La première, c'est de ne rien faire : ça, on va s'en passer. La deuxième façon de faire, c'est effectivement de dire « *on va faire payer toujours les mêmes* ». C'est effectivement ce que nous propose l'État à travers la ZFE où finalement on a un truc magique, c'est que celui qui peut se payer une Porsche Cayenne qui consomme du 15 litres au 100, mais qui est avec une étiquette Euro 5, pourra continuer de circuler dans la ville, alors que l'ouvrier qui a une petite 125 de 2006 lui sera obligé de s'en débarrasser. Là il y a effectivement une égalité qui est absolument injustifiable. Mais c'est aussi pour ça qu'il y a besoin d'un transport public gratuit. C'est absolument essentiel. C'est un enjeu – excusez-moi – mais c'est juste un enjeu de lutte des classes. À un moment donné, il faut quand même éclairer les choses politiquement, de façon générale. C'est une réalité. Ceux qui me disent « *la lutte des classes n'existe pas* », regardez celui qui pourra payer sa Porsche Cayenne, qui d'ailleurs le plus souvent est payé par son entreprise, avec la carte pour l'essence de l'entreprise, pendant que son ouvrier, lui, sera obligé par la politique décidée par Monsieur MACRON de changer son véhicule. Et du coup, comment fera-t-il pour partir en vacances s'il ne change pas son véhicule ? Parce qu'un service public de transport en commun gratuit, c'est absolument essentiel pour aller au travail, mais dans la vie, on ne fait pas qu'aller au travail.

Dernier enjeu : c'est l'affaire qui va suivre. Excusez-moi de terminer là-dessus, avec l'exemple de Dunkerque. À Dunkerque, 48 % des usagers qui réalisent en transport en commun des trajets les effectuaient auparavant en voiture. On voit bien le transfert modal que va permettre le passage à la gratuité des transports. C'est là qu'on a plus intérêt à passer à la gratuité des transports que de passer à la ZFE.

Dernier enjeu : celui du maillage du réseau. On va voter ensuite le démarrage de la ligne 5 de tramway, enfin. Pendant six ans, je crois qu'il ne s'est pas passé un Conseil où je n'ai pas réclamé un calendrier du démarrage de la ligne 5 de tramway, qui aurait dû être inaugurée en 2017 s'il n'y avait pas eu les retards qu'on sait – d'ailleurs avec un surcoût mais ça sera l'objet de la délibération d'après. Oui on peut faire les deux en même temps, et d'ailleurs il faut faire les deux en même temps. Parce que nous faisons la gratuité, nous devons continuer le maillage des transports avec la ligne 5 qui manque dans le maillage. Les deux : il y en a un qui va aller sur le budget d'investissement et l'autre qui va aller sur le budget de fonctionnement. Oui à cette étape supplémentaire de la gratuité des transports. Ça correspond aux engagements que nous avons pris pendant la campagne électorale. C'est d'ailleurs une des raisons essentielles pour lesquelles nous avons été élus. Et bien sûr, nous tenons le cap pour arriver à la gratuité totale telle que c'était prévu à mi-mandat. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Madame FRÊCHE, quelques éléments de réponse à nos collègues.

Julie FRÊCHE

Peut-être pour répondre sur la question de la réduction de l'offre. Il ne vous aura pas échappé qu'il y avait un couvre-feu. Donc c'est la raison pour laquelle on a réduit l'offre en soirée, parce qu'il devenait particulièrement compliqué de voir circuler des tramways vides, en sachant que le nombre d'utilisateurs du réseau à partir de 19 heures était de l'ordre de 0,2 %. C'était la fréquentation du tramway après l'horaire du couvre-feu. Alors, on peut nous reprocher de pas l'avoir fait avant, mais qui pouvait prédire finalement que la crise sanitaire allait finalement nous faire aller d'un confinement à la reprise, puis un reconfinement, puis un couvre-feu, la levée du couvre-feu, re-couvre-feu. Nous avons pris ces mesures, mais avec des aménagements spécifiques : le renforcement de la desserte des établissements de santé et des centres de vaccination, le matin comme le soir. Et pour l'exemple que vous citez, Madame la conseillère, la ligne 1 et 2 qui desservent les établissements de santé, il y a eu certes une réduction, mais la fréquence a été maintenue le soir notamment pour que les infirmières et les aides-soignantes puissent rentrer chez elles, en mobilité douce.

Ensuite, sur la question du maillage, pour nous c'est essentiel. La question de la gratuité des transports ne pourra fonctionner sans refonte totale de l'offre aujourd'hui du réseau de bus, mais qui sera de toute manière rendue nécessaire par l'arrivée des quatre bus à haut niveau de service et de la ligne 5 de tramway. Quand je vois par exemple que, route de Lavérune, il y a la ligne 32 et la ligne 11 qui passent, forcément, ces lignes vont être redéployées et réorganisées, parce que la ligne 5 passe route de Lavérune. Quand on voit le bus express n°2 qui va emprunter tous les boulevards de ceinture, très clairement c'est la ligne 15 actuelle, celle-ci forcément va être remplacée par le nouveau bus express. Donc oui, très clairement, nous allons refondre et réinterroger le réseau de bus urbain et suburbain, à l'aune d'une part de la gratuité et de l'arrivée de nouveaux produits de mobilité avant la fin du mandat.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame FRÊCHE. On peut être contre la façon dont nous faisons la gratuité, que ce soit clair, il n'y a pas de problème, il n'y a pas de malaise, il n'y a pas de souci. On l'a fait. On avance. On l'a fait dès septembre le week-end, et je remercie le soutien du Conseil de Métropole, mais plus particulièrement de tous les maires qui ont appuyé cette disposition-là, parce qu'ils se sont engagés dans une aventure qui a fait beaucoup débat à Montpellier. Nous passons à la deuxième étape à peine un an après. Cette deuxième étape, Madame FRÊCHE l'a très bien expliqué, ce sera d'abord celle de la génération gratuité : les 18 ans et ceux qui ont bénéficié de la gratuité – je voyais René REVOL – l'auront jusqu'à fin 2023, quand elle le sera pour l'ensemble des habitants de la Métropole, pour les jeunes et surtout pour leurs familles qui elles aussi ont des sujets de pouvoir d'achat, et puis pour leur donner de nouvelles habitudes de mobilité. Pour dire à ces lycéens, qui ont quand même vécu des périodes très dures, dans ces très belles années : *« appropriez-vous la ville, appropriez-vous la métropole »*.

On aurait pu, s'il n'y avait pas eu l'impact de la crise de la Covid-19 avoir cette deuxième étape à 26 ans, c'est vrai. Mais on s'est retrouvé avec un déficit de 17 millions d'euros. Là on est dans un choix de gestion de l'argent public et donc on s'en tient à la génération gratuité 18 ans jusqu'à fin 2023. Ce sera fin 2023 pour eux parce que TaM a perdu 17 millions d'euros. Ça a un impact sur les finances de la Métropole, on doit y être attentif. On pourrait se rendre plus populaire ou éviter quelques questionnements. Mais je le pose ici : c'est une question de responsabilité.

Et puis, deuxième phase, deuxième tranche, et je veux insister là-dessus mes chers collègues : ce sont les plus de 65 ans. À Montpellier, et dans notre Métropole tous les Maires le savent, ce sont des gens avec de petites pensions, des gens qui sont veufs ou veuves, seuls, et qui depuis un an ont vécu confinés. Vous les avez revus, nous les avons revus dans les centres de vaccination. Mais c'est une génération, nos aînés, qui a connu quelque chose d'incroyable. Noël en Zoom, en StarLeaf, coupés de leurs propres petits enfants. Donc là en mettant en œuvre la gratuité, nous disons aux plus de 65 ans, à nos aînés « *nous sommes à vos côtés dès septembre* », pour prendre le tramway toute la journée, toute la semaine, venir en centre, aller au musée, aller au lac du Crès, aller à Pérols, bref se réapproprier.

La gratuité, c'est une mesure écologique et une mesure de justice sociale. Mais c'est une aventure que nous engageons pour notre territoire, parce que nous croyons dans les transports en commun. Je vais citer une référence marxiste – mon cher Hervé – un auteur, Henri LEFEBVRE, peu connu, qui parlait du « *droit à la ville* », la possibilité de s'approprier cet espace-là. C'est cette idée que nous portons tambour battant. Elle n'est pas pour tout le monde, parce qu'elle n'est soutenable financièrement que pour les habitants de la Métropole, mais elle permet de changer aussi les habitudes de mobilité. Moi j'entends ici et là qu'il faudrait arrêter de se déplacer : mais surtout pas ! Au contraire, il faut se déplacer, il faut se rencontrer, il faut partager, il faut vivre.

C'est ça que nous voulons donner. Et au deuxième semestre, nous allons travailler, ou sur l'année 2022, pour être un peu à la fête dans les transports en commun, pour que dans les tramways, il y ait une ambiance, il y ait quelque chose, pour qu'on puisse se rencontrer et partager ensemble autour de la gratuité des transports.

D'ailleurs il y a quelque chose – ça me gêne beaucoup, je ne voudrais pas laisser cela – nous ne faisons pas la gratuité au détriment de nos investissements. On fait voter la ligne 5 du tramway, on va travailler sur le bus à haut niveau de service. Je mesure bien que ça n'a pas été forcément encore bien présenté, donc tout le monde n'a pas la compréhension. Mais enfin, quand je prends, je reçois une part d'impopularité parce qu'on fait du partage de voirie pour le bus, c'est pour que le bus 15 aille plus vite, donc améliorer le fonctionnement de notre réseau, pour que le bus 6, sur le boulevard Clemenceau, aille plus vite et que ceux qui sont dans les transports en commun ne soient pas prisonniers des embouteillages. Nous continuons nos efforts pour améliorer le réseau. D'ailleurs, au terme de ce mandat, nous aurons sans doute des discussions à avoir lors de la campagne électorale à venir sur d'autres investissements qu'il faudra faire pour le réseau de transport. Mais là, nous faisons déjà énormément dans celui-là. Ce sont d'ailleurs les grosses parties de notre Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) à venir. On continue, l'un ne va pas sans l'autre.

Donc ce débat « *il n'y a pas la gratuité dogmatique du Président de la Métropole qui habite au quartier des Arceaux...* ». Excusez-moi, oui, j'habite aux Arceaux, je suis désolé. Je viens de Celleneuve, pour tout vous dire. En fait Montpellier, c'est ma ville, comme vous Madame. Je pense qu'on n'a pas besoin de ce genre de débat, et puis je ne me permettrai pas.

On a une politique de transport. D'ailleurs, si vous avez des contributions à apporter sur comment enrichir ce grand récit pour notre territoire qui est la gratuité des transports, elles sont les bienvenues. On a eu l'honneur d'accueillir le Maire de Dunkerque, Monsieur VERGRIETE, qui a fait la gratuité des transports et je veux ici devant vous le remercier. On va inviter les chauffeurs du réseau, etc. On va débattre démocratiquement de ce projet, ce qu'il peut changer comme facteur de lien social. Oui, c'est un pari, c'est un vrai choix, et il peut être enrichi. Et je pense que ce sera une grande fierté pour tous les Montpelliérains, les habitants de la Métropole, fin 2023, d'être la plus grande Métropole d'Europe à appliquer la gratuité des transports. Parce qu'à Dunkerque, quand Monsieur VERGRIETE interroge ses habitants, s'il y a une chose que les habitants ne veulent pas retirer, c'est la gratuité des transports. Vous verrez, Madame DOULAIN, en 2026, dans toutes les campagnes électorales, on débattera de la gratuité des transports, parce que c'est un vrai choix de territoire. Il est dur à mener ; il n'est pas simple budgétairement, le plan marge de manœuvre – on ne peut pas aller aussi loin qu'on aurait pu espérer. Mais nous le menons, et je suis convaincu que c'est un projet, et c'est une conviction qui est partagée par l'ensemble des élus ici, qui peut mobiliser toutes les énergies du territoire.

Peut-être que si vous l'appréhendez ainsi, je suis sûr que beaucoup de vos propositions pourront enrichir ce débat. Il n'y a pas la gratuité dogmatique et la gratuité généreuse ; il y a un très beau projet pour Montpellier Méditerranée Métropole, qui se fait par étape, et là c'est la deuxième très belle étape de la gratuité pour nos aînés et pour tous nos jeunes de moins de 18 ans.

Je propose de passer aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité moins deux abstentions.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, M. Max LEVITA, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 7 : AMENAGEMENT DURABLE - TRAMWAY - LIGNE 5 - DECLARATION DE PROJET - APPROBATION

Mme J. GALABRUN-BOULBES avec le pouvoir de M. L. JAOUL et M. J. RAYMOND entrent en séance. M. A. EL KANDOUSSI quitte définitivement la séance, le pouvoir de M. P. SAUREL accordé à M. A. EL KANDOUSSI est annulé.

Monsieur le Président

Je vous propose qu'on passe les délibérations de la ligne 5, et après on fait une pause à 13 h 00. On se dit que, quoi qu'il se passe, à 13 heures : la pause – je dis ça pour les trois textos, je ne donne pas les noms. Madame FRÊCHE, allez-y.

Julie FRÊCHE

Merci, Monsieur le Président. Donc sur la ligne 5, rapidement. Ça y est, la ligne 5 commence. Le commissaire enquêteur a rendu son rapport avec un avis favorable sans aucune réserve à la suite de l'enquête publique qui a été réalisée entre mi-décembre et mi-janvier. Nous avons 393 contributeurs qui ont déposé 418 commentaires. Nous avons à peu près 75 % d'avis favorables.

Nous allons commencer le gros des travaux au Nord à partir de cet été, et ensuite nous allons poursuivre avec le tracé à l'Ouest, qui évidemment est moins avancé à cause de cette enquête publique qui a permis finalement de préciser les priorités de la ligne 5, qui correspond à notre priorité politique, qui est le rééquilibrage de la ville, avec de nouveaux quartiers desservis par la ligne 5 de tramway. Je pense aux quartiers de l'EAI, Estanove, Ovalie, aux trois nouveaux quartiers politiques de la ville desservis, Vert Bois au Nord, Gély, Pas du Loup/Val de Croze. Ce sont aussi trois nouvelles communes de la Métropole desservies : Saint Jean de Védas l'était déjà, mais ce sera une deuxième ligne en plus de la ligne 2 à Saint Jean de Védas ; Lavérune également à l'Ouest ; et au Nord, Montferrier-sur-Lez et Saint Jean de Védas.

C'est une ligne qui correspond aussi à l'objectif d'une Ville nature, d'une Ville parc, avec évidemment au Nord le Zoo de Lunaret, le bois de Montmaur, le Jardin des plantes, l'Institut de botanique, le Peyrou, le parc Clemenceau, le parc Bagatelle, 23 hectares sanctuarisés au parc Montcalm, 100 hectares préservés et sanctuarisés dans le futur agriparc de Bouisses. Ce seront 27 stations stratégiques au cours d'une nouvelle diagonale Nord-Sud-Ouest, qui traversera aussi bien les laboratoires de recherche, les grands pôles scientifiques – je pense au campus Agropolis, au Cirad, à l'Université de Montpellier, l'UFR des sciences, l'Université Paul-Valéry, les quartiers résidentiels mais aussi l'IRD, le pôle chimie Balard, le Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux (CGAAER), l'ensemble de ce pôle scientifique au Nord. Et évidemment à l'Ouest les quartiers nouvellement desservis : ce sont près de 80 000 nouveaux habitants qui vont avoir une desserte de qualité, les quartiers – je l'ai dit – politiques de la ville.

Le coût de la ligne 5, ça sera 346 millions assumés par Montpellier Méditerranée Métropole, 94 millions de subventions demandées à l'État, à la Région, au Département. C'est une signature esthétique aussi, qui s'inscrit dans la lignée des quatre précédentes lignes de tramway, la ligne 1 et la ligne 2 par GAROUSTE et BONETTI, Christian LACROIX pour la ligne 3 et pour la ligne 4. Le thème que nous avons choisi, c'est science et botanique, parce que la botanique spécifie depuis près de deux siècles notre ville de Montpellier, et sa faculté de médecine est la plus ancienne en Europe.

Un coût de 440 millions d'euros et ensuite de grandes opérations connexes, parce qu'une ligne 5, ça change la ville pour changer le quotidien des habitants. C'est le renouvellement des feeders – on a eu l'occasion déjà d'en parler – deux grands feeders – ce sont de grands tuyaux qui permettent l'alimentation de l'eau potable, des sources du Lez aux Matelles, jusqu'à la station Arago au droit du bois de Montmaur – qui alimentent aujourd'hui en eau potable l'intégralité de la ville de Montpellier plus treize communes de la Métropole. C'est aussi la requalification urbaine et la création de deux espaces de vie apaisés, la place de la Voie Domitienne et la place du 8 mai 1945. Je vous invite à aller voir le site internet qui a été mis en ligne vendredi. Il y a un film qui montre combien la place de la Voie Domitienne, qui était un ancien parking – rappelez-vous – devant le portail Vasarely, à l'entrée de l'Université, devient un parc urbain arboré de 2 000 mètres carrés, avec en-dessous un bassin de rétention de 4 500 mètres cubes, qui réglera les problématiques d'inondations, de pluies décennales, dans ce quartier, où les commerçants et les riverains ont été régulièrement touchés.

La ligne 5 aujourd'hui commence et le rapport qui déclarera d'utilité publique cette ligne sera rendu à l'été. Je crois que ça sera pour la ville de Montpellier un changement majeur. Peut-être pour finir, soyons patients, parce que les travaux vont forcément engendrer des difficultés. Mais vraiment n'hésitez pas à informer sur le site de la ligne 5, parce qu'on a mis une attention vraiment particulière à donner une information au jour le jour aux riverains et aux commerçants impactés pour que les nuisances soient les plus faibles possibles. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Madame FRÊCHE. Je donne la parole à Monsieur PENSO et à Madame GIMENEZ. Est-ce qu'il y a d'autres demandes de prise de parole ? Monsieur PENSO, Madame GIMENEZ.

Éric PENSO

Madame la Vice-Présidente, Monsieur le Président, vous ne pouvez imaginer ma satisfaction. Je rejoins les propos d'Hervé MARTIN, parce que moi aussi, pendant la mandature précédente, je n'ai eu cesse de réclamer un calendrier. Je me souviens lorsque Georges FRÊCHE inaugura la médiathèque de Clapiers, en 2010 de mémoire, et avait annoncé la création de la ligne 5 de tramway, et j'avais dit à mes enfants à l'époque « *vous irez au lycée Joffre en tramway* » – puisqu'ils étaient au lycée Joffre. Ils sont maintenant étudiants, ils n'iront jamais au lycée Joffre en tramway. Je regrette, comme l'a fait Hervé MARTIN et comme l'ont fait un certain nombre de collègues ici, le retard qui a été pris, et je me réjouis de l'énergie vous avez mis, Madame la Vice-Présidente, vous personnellement, au côté de notre Président, à la réalisation de cette ligne qui a du retard mais qui est très attendue. C'était un engagement qui avait été pris auprès des habitants de Clapiers en particulier, mais pas que, qui avait été répété et qui n'avait pas été tenu. Et lorsqu'on est engagé en politique, la parole donnée pour moi est essentielle. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Maire, cher Éric PENSO. La parole est à Madame GIMENEZ.

Clara GIMENEZ

Merci de me donner la parole. Merci, Madame la Vice-Présidente, pour votre présentation. Juste me réjouir de l'arrivée enfin de la ligne 5 et de l'amorce des travaux, qui va permettre de desservir à la fois l'Ouest de la Métropole qui en avait grandement besoin – ayant grandi à Pignan, je sais de quoi je parle – et qui va permettre comme vous l'avez indiqué de desservir un certain nombre de quartiers en politique de la ville, pour lesquels il y a un enjeu majeur, qui se trouvent aujourd'hui enclavés, enfermés sur leur territoire sans possibilité de se déplacer de manière aisée. C'est une très bonne nouvelle, couplée à la stratégie des bus à haut niveau de service ainsi qu'à la gratuité des transports. On a un vrai enjeu, pour les classes populaires, de déplacement, de mobilité, de droit à la mobilité, et c'est bien ça qui est posé aujourd'hui, c'est : est-ce que tout le monde aura droit à la mobilité ?

Je tiens à souligner également, et à terminer là-dessus, que les transports en commun aujourd'hui c'est une solution collective face aux solutions individualistes et de classe – comme l'a rappelé mon camarade Hervé MARTIN. Ces solutions élitistes et individualistes permettent peut-être de répondre à l'urgence écologique, mais pas à l'urgence sociale. Aujourd'hui avec la stratégie que nous avons et que vous portez sur les mobilités, on permet d'avoir une solution collective à l'urgence écologique, mais aussi à l'urgence sociale. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Madame GIMENEZ. Merci Madame FRÊCHE, toutes les équipes qui se sont mobilisées. On va délibérer ; transmission à Monsieur le Préfet ; avis très favorable du commissaire enquêteur, sans réserve. Cette délibération est importante, ça permet d'engager les travaux. Quand je suis arrivé, une fois que vous m'avez confié la charge de Président de la Métropole, on m'avait dit « *c'est pour 2027* ». Les équipes ont travaillé au taquet, pour que ce soit une livraison en 2025. On le sait, sur notre territoire, quand il y a des projets, il y a des travaux. Il y a un site internet qui a été présenté, qui vous sera adressé. J'invite vraiment tous les élus à le relayer, pour que tous nos administrés puissent savoir quand commencent les travaux, quand ils se terminent, parce qu'il va y avoir beaucoup de désagréments – je pense que tout le monde le comprend, ce n'est jamais simple, ce type de chantier. Mais c'est aussi une bonne nouvelle pour près de 200 entreprises du territoire, c'est au moins 5 000 emplois, plus les démarches d'insertion que nous allons pouvoir engager, outre la transformation de la ville – on parlait des problèmes de l'Ouest, où c'est très attendu, ou des problèmes de Clapiers.

Je mets aux voix cette affaire. Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? C'est une très bonne chose d'avoir l'unanimité. On va écrire immédiatement à Monsieur le Préfet.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 8 : AMENAGEMENT DURABLE - TRAMWAY - LIGNE 5 - MISE EN COMPATIBILITE DES DOCUMENTS D'URBANISME DANS LE CADRE DE LA REALISATION DE LA LIGNE 5 - APPROBATION

M. G. BALAZUN sort de séance.

Monsieur le Président

Deuxième délibération. Est-ce qu'il y a des questions près de Madame FRÊCHE ? Pas de questions, pas de remarques ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Monsieur le Président

On ne peut pas lancer Med Vallée en une minute, quand même. On fait une petite pause d'une demi-heure. Je propose qu'on reprenne nos travaux pour 13 h 30. Ça va à tout le monde ? Merci. Après j'irai un peu plus rapidement. Il faut revenir, on ne s'en va pas.

Le Président propose une interruption de séance à 13h00 pour une durée de 30 minutes. La séance est suspendue.

Monsieur le Président

Il y a beaucoup d'affaires. Sauf s'il y a des demandes de parole, je passerai, « *même vote* ». On a encore trois gros sujets. Mes chers collègues, je vous propose de reprendre la séance.

AFFAIRE N°9 : HORS COMMISSION - LANCEMENT DU PROJET MED VALLEE - APPROBATION

M. G. BALAZUN entre en séance.

Mme P. WEBER quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. JL. SAVY.

M. JF. AUDRIN quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. Y. PELLET.

M. J. VERA quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme P. PERVENT.

M. B. TRAVIER quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. M. LEVITA.

M. W. ARS quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. R. CALVAT.

Monsieur le Président

L'affaire n°9, c'est le principe de lancement du projet, de ce qu'on appelle Med Vallée, qui sera davantage précisé aux mois de septembre-octobre. C'est une initiative qui consiste à dire la chose suivante : sur notre territoire, on a la plus ancienne faculté de médecine en exercice au monde. On a aujourd'hui toute une dynamique qui existe dans le cadre de la santé, à travers le CHU, qui est un hôpital public qui s'est illustré dans la prise en charge des patients et la recherche de pointe, où beaucoup de praticiens hospitaliers créent des entreprises en lien avec la nouvelle faculté de médecine. On a un espace qui avait été identifié, qui s'appelle Euromédecine, qui est une zone d'activités qu'on n'a pas toujours su – je crois, faute de projet – bien labelliser, bien identifier. On a notre Université de Montpellier qui, pour la quatrième année consécutive est parmi les 150 premières au classement de Shanghai – alors évidemment, ce classement ne dit pas tout, mais c'est quand même un indicateur. Nous avons la dynamique de l'I-Site sur les sujets santé, alimentation, environnement, nourrir, se nourrir, se soigner, sur lequel on est labellisé. Il y a cette dynamique historique et toute cette dynamique d'un écosystème dans ces champs-là, l'alimentation, le bien-être, l'environnement et la santé, où, nos forces, nos entreprises et l'innovation liée à la recherche sont extrêmement importantes.

Ce que nous voulons essayer de faire avec Madame EMAD et sous la préfiguration de Philippe DOMY, ancien directeur du CHU, c'est de lancer ce qu'on appelle la démarche Med Vallée. Qu'est-ce que c'est ? C'est d'abord dire qu'au Nord de la Métropole, dans la ceinture verte, on essaye d'avoir une cohérence sur l'implantation des activités économiques qui doivent être en lien avec ces sujets : l'alimentation, la santé, le bien-être et l'environnement – j'ai oublié de dire que le labo de l'environnement de l'Université est encore très bien classé – essayer d'implanter les entreprises pour avoir une logique territoriale d'écosystème. De Juvignac jusqu'à Castelnau-le-Lez, en passant par Grabels, le Nord de Montpellier, Prades-le-Lez, Clapiers, Jacou, à cet endroit-là, il faut qu'on soit extrêmement attentif sur les projets qui se déploient. Je vais prendre un exemple : à côté de l'ICM, qui est classé au niveau européen avec la dénomination SIRIC, juste à côté de l'ICM, il y avait un projet de résidence étudiante, comme il s'en fait sans forcément de cohérence. Nous avons fait le choix de préempter, pour dire que ce terrain-là pourrait soit accompagner l'extension de l'ICM, soit être un lieu où, sur la problématique du cancer, des start-ups se positionnent.

Il y a une première logique, qui est une logique spatiale d'aménagement autour du tissu d'enseignement supérieur, d'entreprises déjà implantées, d'une zone d'activités déjà repérée et du CHU. Deuxièmement, une logique partenariale. En lien avec la Région et avec l'État, l'aide au développement économique que nous pouvons donner, qui reprend mais qui amplifie la dynamique de Montpellier Capitale Santé, c'est accompagner les entreprises et les projets de recherche dans ces domaines-là – comme Catigen du Professeur JORGENSEN. Avoir un fond qui permette d'accompagner la création d'emplois et inviter des entreprises à se localiser sur le territoire dans ces domaines. Troisièmement, c'est aussi une gouvernance unique, qu'on va être invité à créer pour pouvoir attirer des entreprises, soutenir des porteurs de projet.

Med Vallée – je ne veux pas être trop long et on aura l'occasion d'en reparler – est une démarche qui vise à conforter nos forces et finalement à nous affirmer dans la Région Occitanie. Si évidemment Toulouse est la Métropole de l'aéronautique, nous, forts de notre histoire, forts des énergies qui se déploient autour de ces enjeux santé, bien-être, alimentation – avec notamment, Isabelle, pardon, mais toute la dynamique ancienne du Cirad, d'Agropolis, on se structure autour de ça. C'est un enjeu très important. Cette délibération pose les grandes orientations et elle nous permet aussi de renforcer un peu nos prérogatives en termes d'urbanisme quand on doit préempter et que le projet apparaît complètement décalé.

L'objectif qui est le nôtre, c'est qu'à l'occasion de la venue du Chef de l'État lors du sommet Afrique-France du mois d'octobre, il y ait un deuxième jour pour qu'il vienne à la fois consacrer l'anniversaire de la faculté de médecine et lancer le projet Med Vallée, parce que nous, nous le pensons clairement comme un outil de reconquête de la souveraineté sanitaire de la France. On a vu des entreprises comme IDEVET, EasyCov, etc., qui jouaient un rôle très novateur dans la crise sanitaire. Le Professeur JORGENSEN travaille sur un procédé d'aérosols pour lutter contre la Covid-19. Enfin bref, il y a une immense émulation ; dans le champ des agritechs beaucoup aussi. L'idée c'est de pouvoir positionner au mieux Montpellier sur ces thèmes-là. C'est un projet extrêmement ambitieux, extrêmement volontariste, qui à la fois s'approprie notre histoire, fédère notre présent et je crois nous permettra de tracer une modernité du point de vue de notre développement économique. Je le dis aussi très clairement parce que, des fois, on ne part pas de rien, il y a des choses qui ont été engagées et le but c'est de les amplifier, mais il faut qu'on soit vraiment le territoire le plus attractif possible dans ces domaines et le plus en soutien à nos chercheurs, qui font une démonstration remarquable, parce qu'on en rencontre plein qui veulent créer des start-ups, qui inventent et qui, espérons-le, vont créer de l'emploi – d'ailleurs, qui créent beaucoup d'emplois dans ce domaine.

Est-ce qu'il y a des questions ? Monsieur MEUNIER, Monsieur LAFFORGUE, Monsieur MARTIN, Monsieur REVOL, Madame TOUZARD, Madame DOULAIN et puis Madame EMAD.

Cyril MEUNIER

Vu le nombre d'intervenants, l'heure et qu'on a un peu de mal à digérer le sandwich un peu étouffe-chrétien...

Monsieur le Président

L'heure est aux économies, Monsieur MEUNIER, l'heure est aux économies.

Cyril MEUNIER

... on va faire rapide. Premièrement, c'est un projet concret. Depuis le temps qu'on avait Montpellier Capitale Santé, il fallait qu'on passe à quelque chose de pragmatique et d'efficace, et un vrai projet de territoire. Bravo à ceux qui l'ont élaboré. Je suis ravi que ça soit sur les communes que vous venez de citer, Monsieur le Président. Ceci étant, c'est un enjeu général, et en raison de l'antériorité du projet et de l'histoire du pôle autonomie santé qui va faire de nous le pôle d'excellence européen en matière d'aides techniques et technologiques en matière de santé, ce pôle – on a déposé le permis de construire – va être sur l'avenue de la Mer, en plein quartier d'Ode. Mais évidemment son objectif est identique : améliorer la qualité des services aux personnes qui rencontrent le handicap pour quelque raison que ce soit, mais surtout et aussi porter le développement économique et la création de filières industrielles de haute précision sur la création d'aides techniques et technologiques pour l'autonomie en santé, et ça rentrera dans la dynamique de Med Vallée, même si ce n'est pas situé sur les communes et la ceinture verte que vous venez de citer. Donc merci de ce projet et on sera totalement partenaires.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Cyril. Med Vallée et bien évidemment vu de loin c'est bien Montpellier. Et après, cette logique de spatialisation pour essayer de rendre fécond l'écosystème. Frédéric LAFFORGUE, Maire de Castelnau-le-Lez, puis Hervé.

Frédéric LAFFORGUE

Monsieur le Président, je confirme tout d'abord tout l'intérêt et l'ambition de ce projet, parfaitement en adéquation avec les grandes orientations économiques de la Métropole. Associer dans une même gouvernance Université, centres de recherche, entreprises et collectivités est un facteur de clé de réussite. Dans ce cadre, Castelnau-le-Lez est aussi dotée de son écosystème numérique – vous connaissez le pari que j'ai fait depuis plus de trois ans sur les entreprises liées au numérique. Mais aussi, la présence sur la Commune de sept établissements de santé reconnus et performants. De la richesse aussi des relations nouées avec ces entreprises, et de l'accompagnement sur leurs projets les plus novateurs. Télémédecine, addictologie, robotique médicale, prévisions météorologiques et médicales, et aide au diagnostic. Nos infrastructures, avec bien sûr la ligne 2 et ses huit stations de tramway, deux gares et un aéroport à moins de 15 minutes, une couverture optimale en matière de fibre nous ont permis aussi d'avoir noué des partenariats avec les universités autour de l'intelligence artificielle. C'est la volonté aussi de la Commune d'être un acteur efficace de l'Agence de développement portée par Alex LARUE et Hind, qui nous ont rendu visite, leur première visite à Castelnau-le-Lez, au mois d'août, au mois de décembre.

C'est aussi l'engagement de la Commune et de ses entreprises pour favoriser et développer la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), du foncier disponible pour des projets innovants autour du triptyque soigner, nourrir et protéger, bien sûr avec la zone Eurêka, la zone Mermoz, mais aussi le futur pôle à Sablassou, station d'Oc et bien sûr toute la plaine agricole des 56 hectares qui ont été bloqués dans le SCoT et sûrement au-delà dans le PLUi. Cela nous conduit aussi à candidater pour intégrer le dispositif Med Vallée et à participer à sa gouvernance et à élargir son périmètre jusqu'à la rive gauche du Lez. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Maire. Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN

Merci, Monsieur le Président. Métropole santé, bien-être, alimentation : tout ça, il faut lui donner corps, en quelque sorte, et puis surtout il faut tirer certaines leçons du passé, à l'époque où certains ont jugé bon de privatiser Sanofi, croyant défendre cette fameuse souveraineté sanitaire en France – on en a mesuré très récemment le résultat. Cette délibération souligne l'implication qui est nécessaire entre les différentes collectivités, depuis notre Métropole jusqu'à l'État. Ceci dit, puisqu'il s'agit de construire un pôle mondial, penser aussi à l'échelon européen, non seulement en termes de financement mais bien entendu aussi parce que nous avons des réseaux universitaires européens et internationaux, que nous devons bien entendu associer à cela. Un autre pilier qui me semble fondamental, c'est l'hôpital public, qui doit être placé au cœur de cette machine-là. Ne serait-ce que parce que s'y déplacer, au cœur de cette machine-là, ceux qui voudront continuer de s'y attaquer, s'attaqueront à l'ensemble de la machine et donc à cette reconquête de la souveraineté sanitaire de notre pays.

Je crois que le point de vigilance, c'est l'aspect contrepartie en quelque sorte à attirer des entreprises. On l'a d'ailleurs vu avec Sanofi. Des moyens publics avaient été dégagés à une époque pour faire venir Sanofi. Ils ont licencié – heureusement pas à Montpellier même si les personnels ont été tellement dans l'inquiétude en attendant de savoir s'ils allaient être licenciés ou pas – ils ont réussi à licencier en pleine pandémie. On voit bien que, quand on construit un outil économique et sanitaire tel que celui-là, il faut aussi s'assurer des contreparties, c'est-à-dire que chacun ne peut pas partir quand il le veut. À partir du moment où il y a aide publique pour créer cette structure, il faut aussi qu'il y ait des contreparties pour que chacun ne puisse pas s'en échapper comme il l'entend, en fonction des opportunités.

Dernier point, mais qui est lié à ce que je viens de dire, c'est qu'offrir des débouchés pour les diplômés, c'est évidemment indispensable. Mais il faut coupler cela avec la relocalisation industrielle. La question de la production est posée. On voit bien que la majorité des médicaments sont fabriqués en Inde ou en Chine, ce qui pose problème vis-à-vis de la reconquête de la souveraineté sanitaire dont vous parliez, et surtout ça permettrait aussi de fournir de l'emploi moins qualifié, peu qualifié, voire pas qualifié, pour de nombreux habitants de la métropole. Donc là aussi il y a un enjeu de relocalisation de la production qui est important. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Hervé. Monsieur REVOL, Maire de Grabels.

René REVOL

Mon premier point a été traité par Monsieur MARTIN, donc je n'y reviens pas. Juste pour dire qu'avec le changement climatique et la croissance des inégalités sociales, la santé est devenue un enjeu du siècle. Il y a non seulement un enjeu en termes d'autonomie de notre nation dans ce domaine – qui a quand même eu PASTEUR et qui était incapable de produire un vaccin contre la Covid-19, c'est un fait qui marque tout le monde – mais il y a derrière cela un changement aussi de paradigme dans la façon de traiter la santé. C'est-à-dire que nous ne sommes plus uniquement dans le curatif : c'est pour ça que l'environnement, l'alimentation sont des déterminants de la santé. Il faut réfléchir comment Montpellier peut devenir le pôle de ce point de vue d'un nouveau paradigme de la santé. Ça paraît important. C'est pour ça que nous, à la Commune de Grabels, on a discuté. On est content que le projet arrive. Jusqu'à maintenant, c'était une généralité. Maintenant c'est engagé et vous pouvez compter sur le soutien de la Municipalité pour faire que le parc Euromédecine cesse d'être ce patchwork où viennent des activités, les unes à côté des autres sans cohérence, pour lui donner une nouvelle cohérence. Il y a une réserve foncière importante ici, et il faut l'utiliser – parce qu'on n'en a pas beaucoup au niveau de la Métropole – dans cet objectif. Ça contribue par là même à l'aménagement du Nord de Montpellier, qui a été délaissé pendant un certain nombre d'années pour rééquilibrer le fonctionnement de la Métropole dans ce rapport entre le Nord et le Sud vers la mer, pour arriver

à une certaine cohérence territoriale. A ce sujet, nous on va y contribuer, y compris en donnant une dimension culturelle à ce projet à travers l'aménagement de la Tuilerie de Massane, qui est au cœur de ce secteur. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Isabelle TOUZARD, Maire de Murviel-lès-Montpellier.

Isabelle TOUZARD

Merci beaucoup pour ce projet. J'entends vraiment santé dans le sens en effet très global, et Dieu sait si l'alimentation est un élément hyper déterminant de la santé. On l'a vu avec la crise de la Covid-19, comment les personnes les plus fragiles étaient celles qui avaient, on peut l'imaginer pas de leur fait mais du fait de leur situation, peut-être des diètes alimentaires peu favorables à la santé. On en a souvent discuté, mais je pense que Med Vallée peut vraiment être un projet très, très abouti, du fait justement de sa situation dans le Nord de la Ville, pas très loin des quartiers populaires, faire la démonstration en effet que cette économie qui va se développer là est une économie qui va, par différents canaux, soit par l'emploi direct, soit par la nature même des activités et des produits, des innovations, bénéficier au plus grand nombre. Je pense que même en termes de réflexion au niveau international – parce qu'il y a une ambition de visibilité internationale – arriver à faire ce lien, ce serait vraiment très fort. On peut peut-être imaginer des lieux emblématiques dans Med Vallée, où cette rencontre pourra se faire entre les acteurs de l'innovation dans ces domaines-là et les populations qui sont en quête de solution. Ce serait une originalité, mais je pense aussi un gros défi à relever.

Et puis peut-être un deuxième défi : en effet, Med Vallée fait face aux enjeux économiques, mais aussi aux enjeux – on vient d'en parler – du plan climat. Donc on peut peut-être imaginer que les travaux, les constructions, les aménagements qui seront faits seront aussi exemplaires d'un point de vue énergétique, des matériaux biosourcés, et derrière, toute une nouvelle économie du bâtiment qui se profile et qu'il faut aussi qu'on soutienne. Merci.

Monsieur le Président

Merci Isabelle. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. Avec la gratuité des transports, Med Vallée était l'autre grand projet que vous avez un petit peu vendu aux Montpelliérains pendant la campagne des municipales. Ils ne vont donc pas vous reprocher de le mettre en œuvre.

Mais comme pour la gratuité des transports, ce type de grandes promesses a parfois du mal à passer l'épreuve du concret et de la réalisation. Pourtant, depuis un an que vous êtes aux manettes de notre Ville et de notre Métropole, vous avez fait des choses très, très concrètes, il faut l'admettre : l'abandon du stade de la Paillade, ça va être très concret pour les Pailladins ; le cadeau à JCDecaux, c'est très concret pour les finances publiques ; l'augmentation de la taxe d'ordures ménagères, c'est très concret pour les habitants de la Métropole. Bref, vous savez y faire quand il s'agit concrètement d'être fort avec les faibles et faible avec les forts. Par contre, excusez-moi mais je vous ai écouté, j'ai lu avec attention cette affaire, et je n'ai vu strictement pour l'instant rien de concret – vraiment. Je comprends qu'on la vote là, pour pouvoir éventuellement préempter des terrains pour pouvoir y installer des bureaux, mais clairement il y a un petit goût d'enfumage.

En tout cas, on a l'impression qu'effectivement on n'a pas fait l'analyse des politiques qu'on a menées ces vingt-trente dernières années pour développer l'économie sur notre territoire, on n'a pas tiré le bilan de ça. Ma question est simple : à quel moment on va avoir un calendrier, des financements, quels types d'activités concrètes on va développer ? A quel moment on va avoir ces éléments-là ? Quelle articulation du coup avec l'Agence de développement économique ? C'est quoi votre programme là-dessus ? Parce que chaque année, chaque mois qui passe, où on n'agit pas sur la structuration de filières qui créent des emplois pour tout et vous toutes, ce sont des années qui sont simplement perdues, et je crois qu'on ne peut plus vraiment attendre. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Président

La parole est à Madame EMAD.

Hind EMAD

Juste avant de répondre aux questions et parler un peu plus en détail de Med Vallée – comme je l’ai évoqué ce matin – Montpellier est en train de construire sa nouvelle économie pour devenir une référence en termes de développement économique, d’emplois, dans le monde de demain. Nous construisons notre plan de relance premium autour de six grands projets :

- le numérique ;
- les ICC ;
- Med Vallée ;
- l’industrie du futur ;
- le cœur de Métropole, avec Jacques-Cœur ;
- le tourisme durable.

En fait, Med Vallée vient s’adosser au projet MUSE – comme l’a cité Monsieur LAFFORGUE – et c’est tout simplement une phase amont. D’ailleurs l’ensemble de l’écosystème des acteurs économiques, des industriels que nous avons rencontrés ont accueilli ce projet avec beaucoup de réjouissance, puisque nous sommes en train de construire un écosystème qui s’appuie sur trois filières d’excellence connues mondialement, que ce soit le pôle eau, l’environnement – nous sommes dotés d’énormément de matières grises, avec énormément de chercheurs – et notre ambition est vraiment de positionner Montpellier en Europe et dans le monde à travers ces talents, en réindustrialisant notre territoire, en réimplantant de l’industrie.

Tout ça demande du temps. En effet, nous préemptons, nous rencontrons beaucoup de personnes. Aujourd’hui, le projet a eu un écho au niveau national. C’est bien qu’il y a à la fois une nécessité de souveraineté sanitaire qui est recherchée, et aussi d’amélioration de notre environnement, que ce soit sur l’alimentation, l’environnement ou le bien-être. J’entends l’impatience, mais il faut savoir aujourd’hui que l’ensemble des acteurs ont été rencontrés ; tous s’inscrivent dans ce projet et nous allons flécher ce territoire de manière déterminante pour les vingt prochaines années, grâce à tous ces talents, grâce à toute cette ambition, cette volonté de faire, et en même temps rééquilibrer le territoire.

En fait, on vise plusieurs objectifs. Comme je l’ai dit, une plus grande attractivité et une visibilité internationale, développer des infrastructures performantes, implanter des entreprises. Le challenge ici c’est l’emploi, c’est la souveraineté sanitaire, alimentaire, mais c’est aussi l’emploi, l’emploi hautement qualifié mais aussi qui peut répondre aux problématiques de chômage sur le territoire. Tout cela mettra du temps. Notre objectif sur ce mandat est de mettre le cliquet anti-retour pour être un territoire en avance sur son temps, au-delà du mandat.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur VASQUEZ. Merci beaucoup, Hind.

François VASQUEZ

Je suis obligé de répondre, chère Alenka, à cette énième attaque contre la tarification incitative. Je suis très surpris que ça vienne toujours comme une mesure antisociale. Vous jugez donc avant de la voir en action. Je tiens à rappeler que notre politique est faite et que la tarification incitative est une mesure incontournable afin d’obtenir des résultats environnementaux et de gagner des millions d’euros de deniers publics, qui pourront être réinvestis dans, justement, les politiques sociales dont vous parlez. Qui plus est, nous avons envisagé depuis le début – et je l’ai demandé depuis – des correctifs sociaux pour les familles les plus modestes. C’est-à-dire qu’un « *chèque déchet* » est envisagé. Alors – je ne veux pas être trop long – mais c’est pour vous dire que les familles modestes seront compensées par un chèque déchet, et si elles trient, elles vont gagner de l’argent. Alors je vous invite, avant d’avoir des jugements hâtifs perpétuels, à garder cette phrase que j’ai gardée toujours en tête, encore une fois, de Victor HUGO : « *être ultra, c’est être partisan d’une chose au point d’en devenir l’ennemi ; c’est être si fort pour qu’on est contre* ».

Monsieur le Président

Merci, Monsieur VASQUEZ. Quelques éléments de réponse. D’abord remercier tous les maires qui sont concernés d’être pleinement partie prenante de cela. Il y a des choses très fortes qui ont été dites sur la conception de la santé. Il se trouve que, dans le périmètre de Med Vallée par exemple, il y a la Faculté de STAPS, où là il y a une filière de formation qu’on peut venir accompagner. Notre collègue Hervé MARTIN a eu raison de parler de l’hôpital public, et dans son livre blanc et son schéma directeur, il l’a construit avec l’axe autour de Med Vallée, bien sûr, dont des enjeux – on en saura un peu plus en juillet – sur son financement.

Parce qu'il faut être concret. Est-ce qu'on obtient ou pas des financements pour le service public hospitalier ? Mais lui pense déjà à des hôtels d'entreprises, parce qu'il s'est emparé de cette dynamique Med Vallée, et le CHU est pleinement impliqué dans ce dispositif.

Je vais vous raconter juste une petite anecdote qui vaut ce qu'elle vaut, pour dire les choses. En ce moment, nous négocions le Contrat de Plan Etat-Région (CPER) sur le volet enseignement supérieur, etc., on essaie de qualifier les crédits. Tout ça arrivera en octobre, mais on est dans les premières discussions. Mais le Secrétaire Général de la Préfecture de Région, quand on lui a présenté Med Vallée, il a dit « *voilà, ça c'est une stratégie* ». C'est donc sur la santé, l'alimentation, l'environnement, c'est à Montpellier que ça se joue, pas à Toulouse ! À Montpellier, il faut des établissements hospitaliers, ils font des choses. Mais la dynamique est là et elle permet de poser les choses, et puis de fédérer un écosystème qui était très en attente, finalement, d'être fédéré. D'ailleurs, avec Madame EMAD, on est très surpris de voir le nombre de projets arriver, qui se labellisent Med Vallée en disant « *nous on veut profiter de la dynamique qu'il y a à Montpellier pour s'implanter* ». C'est par exemple MEDYXEL, qui veut implanter une usine pour produire les traitements contre l'arthrose – dont à Montpellier nos chercheurs sont les pionniers – qui annonce 100 emplois, et fin-2023 la production aura commencé. On peut prendre tout plein d'exemples de cette nature.

Enfin, l'enjeu de Med Vallée, c'est quand même d'arriver à faire évoluer aussi notre culture. On est labellisé I-Site – notre Université de Montpellier a obtenu ces crédits. Se sentir pleinement partie prenante dans le territoire, quasiment lié, ça renforce, lorsqu'il y a le jury international pour obtenir les crédits. Si le territoire tourne le dos à son Université, ou si c'est la splendide ignorance, on ne les aide pas. Je ne dis pas que c'était comme ça avant, mais plus on renforce, meilleurs nous sommes.

Enfin, c'est aussi un projet d'aménagement. On a beaucoup d'activités qui sont développées dans la zone du Millénaire, posant des problèmes d'aménagement et de congestion automobile. Plutôt que de laisser des maisons détruites pour devenir des logements étudiants, sans cohérence – ce que le Maire de Grabels constatait sur la ZAC Euromédecine – il faut travailler sur une grande polarité d'emplois dans cette partie de la Métropole, ça permet de rééquilibrer les flux.

Mais l'essentiel est quand même dans cette idée : à Montpellier, dans cette Métropole, nous pouvons être très fiers d'avoir depuis 800 ans l'enseignement de la médecine. C'est un atout maître, c'est notre histoire. Il faut qu'on en fasse une force et qu'on soutienne tous les acteurs de l'écosystème. Alors, ça peut apparaître un petit peu abstrait. Je crois que pour ces acteurs-là, c'est extrêmement concret. Je crois que ce sera un grand honneur pour la Métropole que le Président de la République – que vous l'appréciez ou ne l'appréciez pas, peu importe, c'est le Chef de l'État – vienne soutenir cette démarche. Comme l'a très bien dit notre collègue René REVOL : à l'aune où la France n'a pas réussi à trouver un vaccin contre la Covid-19, se mobiliser pour reconquérir notre souveraineté sanitaire et dire que c'est à Montpellier que ça se passe, je crois que c'est une très bonne chose.

Je vous remercie. Je vous propose de passer au vote. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Des abstentions ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 10 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE MONTPELLIER - MED VALLEE - AGROPOLIS MUSEUM - PARCELLES CADASTREES AI 3 ET AI 77 - AVENUE D'AGROPOLIS - RESILIATION DU BAIL EMPHYTEOTIQUE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA REGION OCCITANIE - APPROBATION

M. F. RIO sort de séance, le pouvoir de Mme A. RIMBERT accordé à M. F. RIO est temporairement annulé.

Monsieur le Président

L'affaire suivante, qui en découle, c'est la fameuse soucoupe d'Agropolis – vous savez – qui est propriété de la Région et qui est vide. Nous allons la récupérer, nous la rachetons. Merci beaucoup à ceux qui saluent. Nous la rachetons et ça peut être un des premiers endroits où on peut accueillir des entreprises, des start-ups, plutôt dans le domaine des agritechs, en lien avec toute l'énergie d'Agropolis International. La Métropole possédant ce foncier, évidemment, on va louer à des prix qui permettent d'accompagner le développement des entreprises cet espace-là qui, en 2025, sera desservi par la ligne 5 du tramway, et donc pouvoir commencer à structurer tout ça. Je remercie Carole DELGA, qui a été très facilitatrice sur ce dossier qui était très important pour nous. Dans l'idée de Med Vallée, c'est identifier tous les fonciers existants qu'on peut utiliser pour pouvoir accueillir des entreprises dans les champs d'intervention. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ? Je mets aux voix. Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 11 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - PROJET D'ETABLISSEMENT 2021/2027 - APPROBATION

M. J. RAYMOND sort de séance.

Monsieur le Président

Je cède la parole à notre collègue Éric PENSO pour sa présentation sur le Conservatoire. Je ne sais pas si Bernard TRAVIER est encore là... Non, il est parti, mais, magnifique travail de sa part.

Éric PENSO

Monsieur le Président, chers collègues. Quelques mots sur notre Conservatoire, dont les travaux se terminent et qui, dès le mois de septembre, sera le nouvel outil et le nouveau lieu essentiel pour notre culture métropolitaine, et – j'en suis sûr – très vite lieu emblématique de notre politique culturelle. Je voudrais d'abord remercier les Adjointes à la culture de notre Métropole qui ont répondu à mon invitation à venir ou passer pour visiter cet équipement remarquable. La première visite a eu lieu il y a quelques semaines et la prochaine a lieu la semaine prochaine. Je voudrais aussi remercier la presse du territoire, particulièrement *Midi Libre* qui a consacré beaucoup d'articles à ce très bel équipement, qui donne vraiment envie au public et au futur public d'y aller.

Nous avons pour ce Conservatoire, Monsieur le Président, une ambition très élevée. Vous nous avez indiqué que nous partageons une ambition très élevée pour ce futur équipement autour de la musique bien sûr, mais aussi de la danse et du théâtre. Cette ambition, c'est que chaque jeune de la Ville de Montpellier et du territoire de la Métropole puisse accéder à la culture, à la musique et à ces arts essentiels. Pour cela, le Conservatoire propose aujourd'hui un projet d'établissement. Vous le savez : ce type d'équipement – c'est requis par le ministère de la Culture, mais c'est aussi le cas pour les établissements scolaires dans l'Éducation nationale – doit proposer un projet d'établissement. Ce projet d'établissement va courir sur la période de 2021 – c'est-à-dire l'ouverture qui, je le rappelle, est en septembre – jusqu'à 2027. Au travers de ce projet d'établissement, nous avons ajouté des missions essentielles pour nous, qui sont des missions de démocratisation, d'éducation artistique et culturelle, de médiation, de sensibilisation, de formation culturelle de nos publics, d'accompagnement et de développement des pratiques artistiques des amateurs – parce qu'on les oublie parfois – de création et de diffusion, d'animation de la vie culturelle, et bien entendu nous allons aussi avoir, en lien avec notre très beau réseau de médiathèques, un lieu de ressources qui travaillera avec les médiathèques. Ce lieu de ressources n'ouvrira pas en septembre, parce qu'il y a un travail préparatoire, mais le Président l'a confirmé lors de sa visite : nous aurons une antenne qui travaillera avec les Universités, avec le monde musical et culturel.

Un très beau projet, autour de ce projet d'établissement, qui vous est proposé aujourd'hui et qui comporte trois axes. Je vais y revenir brièvement, notamment sur l'axe n° 1 qui, pour nous, est très important. L'axe n° 1 – vous l'avez vu – est consacré à l'accueil de nouveaux publics. En effet, accueillir, sensibiliser, accompagner les nouveaux publics sont le maître-mot de ce projet d'établissement qui vous est proposé aujourd'hui et qui constitue un de ces axes, si ce n'est son axe principal. Ce Conservatoire nouveau doit devenir un lieu totalement ouvert et intensifier ses actions à destination de tous les publics, notamment ceux éloignés du monde des arts et de la culture. Ainsi, des actions de démocratisation et de sensibilisation seront renforcées d'ici la rentrée de septembre. Vous savez que cet équipement bénéficie de salles, d'un auditorium remarquable qui nul doute rayonnera sur l'ensemble du quartier, mais aussi sur l'ensemble de notre Métropole – nous allons y travailler pour être prêts pour la rentrée.

L'axe n° 2, c'est très important pour vous ici, conseillers métropolitains et mes chers collègues Maires des communes : nous avons un équipement que nous souhaitons résolument métropolitain. Un équipement métropolitain, c'est-à-dire un équipement qui irrigue l'ensemble de notre territoire. Vous savez que nous avons ouvert un important chantier autour de l'enseignement musical et nous œuvrons, nous allons œuvrer à une meilleure égalité territoriale pour l'enseignement de la musique sur l'ensemble de nos communes hors Montpellier, sur nos 30 communes. C'est un véritable chantier qui est ouvert, mais qui sera centré autour de ce magnifique équipement.

Et l'axe n° 3 est, bien entendu, autour de l'enseignement supérieur et des relations internationales, Madame la Vice-Présidente, qui est assise derrière moi.

Donc autour de cette ambition la délibération d'aujourd'hui comporte des déclinaisons, dont vous avez pu prendre connaissance – je vais à l'essentiel et vite – et un calendrier de mise en œuvre. L'ensemble des délibérations qui suivent autour des établissements d'accueil des enfants, etc., découlent de cette ambition et de ce très beau projet que nous avons l'ambition de porter pour notre territoire et notre Métropole. Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Vice-Président. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je crois qu'autour de ce très beau projet culturel d'éducation artistique, d'excellence, l'unanimité va dominer. Je mets aux voix. Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 12 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - CONVENTIONS AVEC LES ECOLES COMTE, GAMBETTA ET DAVILER POUR L'ORGANISATION DES CLASSES A HORAIRES AMENAGES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. RAYMOND entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 12. Convention avec les écoles primaires pour les Classes à Horaires Aménagés Musique (CHAM). Est-ce qu'il y a des questions auprès du rapporteur ? Pas de demande de prise de parole. Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 13 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES LOCAUX SITUES AU CHATEAU MALLET A Cournonterral - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 13. Est-ce qu'il y a des demandes d'éclaircissement auprès du rapporteur ? Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 14 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - CONVENTION AVEC LA CITE SCOLAIRE FRANÇOISE COMBES POUR L'ORGANISATION DES CLASSES A HORAIRES AMENAGES THEATRE (CHAT) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 14, dans la foulée. Classes à Horaires Aménagés Théâtre (CHAT). Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Des abstentions ? Des refus de vote ? Des oppositions ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 15 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CHARTE DE L'EVENEMENTIEL RESPONSABLE - APPROBATION

M. C. ASSAF sort de séance, les pouvoirs de MM. C. BOURDIN et B. BELLANGER accordés à M. C. ASSAF sont temporairement annulés.

Monsieur le Président

Charte de l'événementiel responsable. Affaire n° 13. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur ce sujet ? Oui, bien sûr.

Sylvie ROS-ROUART

Merci, Monsieur le Président. Je profite de remercier mes collègues, Monsieur LAFFORGUE, Maire de Castelnau-le-Lez, Julien MIRO et Nathalie LÉVY d'avoir fait le choix de la parité pour la représentation de la Commune aujourd'hui dans cette jauge limitée. Et je voulais revenir sur l'affaire. À Castelnau-le-Lez, comme on fait beaucoup de choses, entre autres, ça fait longtemps qu'en culture, évidemment on fait très attention à concevoir des manifestations qui soient écoresponsables, en les prévoyant dans des lieux accessibles par les transports en commun notamment, qui seront encore plus sécurisées, et en évitant les papiers spéciaux, pelliculage, en prenant en compte les critères environnementaux dans le choix des prestataires techniques, en supprimant le jetable. La Ville de Castelnau-le-Lez souhaite également vivement signer cette charte, d'autant plus que nous sommes en train de refondre la charte des associations et des partenaires et que nous allons pouvoir l'adjoindre à tous nos partenariats, avec ceux qui organisent avec nous des manifestations. Elle tombe à point nommé. Merci.

Monsieur le Président

Merci. Madame RIBOT Catherine.

Catherine RIBOT

Cette charte de l'événementiel responsable s'impose maintenant, avec la reprise des manifestations touristiques, des activités culturelles, après cette période sombre, cette période triste, cette épidémie de Covid-19 qui nous a frappés ces dernières semaines, ces derniers mois. Effectivement, il était indispensable de marquer le fait que l'après-troisième vague ne pourrait ressembler au monde d'avant. Les habitudes doivent changer, car nous avons tous conscience des dangers de nos négligences. Mais bien évidemment, cette charte de l'événementiel n'est que la charte de l'événementiel. En aucun cas ce texte ne prétend encadrer ce qui devrait être l'écoresponsabilité de la Collectivité. L'écoresponsabilité en matière de service public, en matière d'administration, en matière de commande publique. L'écoresponsabilité dans les domaines social, culturel, sportif mais aussi de l'aménagement, de la construction, des travaux. Cette écoresponsabilité sera précisée. C'est-à-dire que ses caractères seront établis après qu'aura été dressé l'état des efforts, l'état des dynamiques, qui sont déjà menés, qui existent déjà, qui sont déjà engagés par les services de la Métropole, en matière de mobilité, en matière d'éclairage, d'ambiance sonore, d'énergie, d'assainissement, en matière de déchet, en matière d'utilisation des matières, des ressources, des produits, en matière d'alimentation et dans bien d'autres domaines encore. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci. Je vous propose de passer aux voix. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 16 : SOLIDARITES - DEFINITION DE L'ACCESSION ABORDABLE SUR LE TERRITOIRE DE LA METROPOLE - APPROBATION

M. F. RIO avec le pouvoir de Mme A. RIMBERT entre en séance.

M. C. ASSAF avec les pouvoirs de MM. C. BOURDIN et B. BELLANGER entre en séance.

Mme J. FRECHE sort de séance, les pouvoirs de Mme T. AKBARALY et de M. M. ASLANIAN accordés à Mme J. FRECHE sont temporairement annulés.

Monsieur le Président

Je donne la parole à Madame VASSAS-MEJRI pour l'affaire n° 16 sur cette délibération indicative qui préfigure l'Organisme de Foncier Solidaire (OFS). Vas-y.

Claudine VASSAS-MAJRI

Il s'agit de définir l'accèsion abordable sur le territoire de la Métropole. Le développement d'une offre locative sociale et en accèsion abordable est un enjeu majeur, nous le savons tous. Si le marché locatif social s'est très fortement développé depuis plus de quinze ans sur l'ensemble du territoire intercommunal, l'accèsion à la propriété abordable a connu un développement davantage concentré sur la commune de Montpellier, un petit peu plus faible dans les autres communes. Du fait des prix très élevés du marché immobilier, l'accèsion à la propriété est difficile dans la Métropole, notamment pour les ménages aux revenus intermédiaires. Ceci a pour conséquence de les maintenir dans un parcours locatif ou de les obliger à faire des acquisitions en inadéquation avec leurs besoins ou alors vraiment à les exclure carrément du territoire de la Métropole.

Pour répondre à ce constat, le Plan Local de l'Habitat (PLH) 2019-2024 porte notamment une orientation forte en faveur du développement de l'accèsion abordable : produire chaque année 17 % de logements en accèsion abordable sur le nombre total de logement à produire dans les neuf communes du cœur de Montpellier desservies par le réseau armature des transports en commun – je les rappelle rapidement : Montpellier, Castelnau-le-Lez, Jacou. Le Crès, Pérols, Lattes, Saint Jean de Védas, Juvignac et Baillargues – sachant que les autres communes, bien entendu, non-soumises à une obligation, peuvent en réaliser. La production de logements en accèsion abordable peut être réalisée selon plusieurs dispositifs, répondant chacun à des plafonds de prix différents et à des ressources qui leur sont propres. Par exemple le PSLA, le logement en accèsion abordable produit dans les quartiers politiques de la ville avec un taux de TVA minoré, le bail réel solidaire qui sera utilisé par les organismes fonciers solidaires, qui présente l'avantage de maintenir le logement acquis dans le parc d'accèsion abordable lors de la revente, ainsi que la vente de logements hors dispositif à prix plafonnés et sous plafond de ressources.

L'objet de la présente délibération est de définir un cadre de référence commun à l'ensemble de ces dispositifs d'accession abordable sur le territoire de la Métropole à travers un unique référentiel de plafonds de ressources permettant de cibler les ménages éligibles et une grille de prix plafond inférieurs à ceux du marché. D'abord, les acquéreurs potentiels, avec un public cible, qui doivent gagner au maximum les montants pour être relevés du dispositif de défiscalisation dit « Pinel ». Vous avez eu un tableau : en zone A et en zones B et C, avec des plafonds de ressources pour les personnes qui voudraient acquérir un logement aidé. Zone A, ce sont les villes de Montpellier et autour de Montpellier, jusqu'à Vendargues à l'Ouest et jusqu'à Saussan, Fabrègues à l'Est. Zones B et C : il y a quatre 4 communes à l'Ouest, cinq à l'Ouest, et les petites communes, les plus petites, Montaud, Saint-Drézéry, Beaulieu, Restinclières et Murviel-lès-Montpellier, qui sont en C. Et ensuite il faut se préoccuper des prix de référence des logements vendus.

Cette analyse est partie des capacités financières des ménages de la Métropole selon le nombre de personnes du foyer, les typologies de logements à produire qui en découlent. Il est apparu souhaitable de proposer des fourchettes de prix unitaires différenciés par typologie. Vous avez vu certainement dans le rapport le tableau proposant des fourchettes de prix en fonction du secteur 1 et secteur 2, et selon la typologie. Je précise toutefois que, pour le dispositif bail réel solidaire (BRS), qui sera géré par l'organisme foncier solidaire, les valeurs proposées n'ont pas de valeur impérative, mais serviront de base de discussion avec les organismes fonciers solidaires qui interviendront sur la Métropole, sans pouvoir leur être imposées. En effet, les plafonds sont définis au niveau national et chaque OFS peut ensuite fixer des seuils inférieurs. Il faudra donc que les plafonds de prix et de ressources envisagés soient adoptés par le ou les futurs OFS œuvrant sur la Métropole – et en particulier celui que la Métropole s'apprête à créer. Autre point : dans le cas particulier d'un projet d'habitat participatif porté par une association, considérant la personnalisation des projets, il est possible d'appliquer une TVA à 5,5, qui pourra être accordée.

Pour faire correspondre au mieux les revenus des ménages et leur capacité budgétaire aux réalités du marché, ces prix de référence du logement abordable et ces plafonds de ressources seront actualisés, autant que de besoin, par une nouvelle délibération de Montpellier Méditerranée Métropole. Ces prix de référence et plafonds de ressources auront vocation à s'appliquer dans les communes du cœur de Métropole précitées, dans les opérations d'aménagement aux lots dédiés à l'accession abordable et programmés comme tels, ainsi qu'en secteur diffus à la part exigible de logements en accession abordable dès lors que le document d'urbanisme le prévoit.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Madame JANNIN.

Stéphanie JANNIN

Monsieur le Président, chers collègues. Avec 70 % de la population qui est éligible au logement social, 20 000 personnes qui sont en attente d'un logement social et des prix qui augmentent inexorablement, mois après mois, pour atteindre aujourd'hui un prix moyen dans le libre de 4 500 euros du mètre carré – ce qui est en total décalage avec la réalité de revenus des ménages – vous en conviendrez, nous avons un vrai problème autour de la question du logement à Montpellier. Tout ce qui sera fait pour renforcer le logement abordable et social doit être fait, et en ce sens cette délibération a le mérite d'exister. Mais elle reflète aussi un engagement très faible de votre part sur le sujet. Je souhaiterais le développer.

En effet, premier point, vous vous contentez de reporter les doctrines nationales, sans formuler de véritables solutions adaptées à notre Métropole. L'exemple des plafonds de ressources que vous avez choisi de retenir, se basant sur ceux du dispositif Pinel, le montre bien. 58 000 euros de revenus par an pour une famille de quatre personnes : qui dans cette salle peut imaginer qu'il s'agit d'un revenu moyen d'un habitant de Montpellier Méditerranée Métropole ? 58 000 euros par an, dans une Ville où 70 % de la population est éligible au logement social. N'oublions pas que l'action publique sur le logement abordable doit permettre de loger bien entendu des gens à des prix abordables, mais aussi permettre à des ménages de sortir du parc social pour permettre naturellement à d'autres d'y accéder. L'enjeu est de taille.

Deuxième point : vous découpez la Métropole et la Ville de Montpellier en différents secteurs, avec certains qui seraient donc plus abordables que d'autres. Mais une politique publique ne doit-elle pas au contraire permettre aux habitants d'habiter un logement aussi abordable en centre-ville, à proximité du tramway, des commodités ou des espaces verts, que dans d'autres quartiers ? Jusqu'à 400 euros de différence au mètre carré selon les quartiers. Votre proposition conforte alors les phénomènes de gentrification dans des quartiers, nommément identifiés dans la délibération, alors qu'elle devrait justement lutter contre.

Troisième point, le prix de sortie des logements proposé : 3 200 euros du mètre carré, bien loin des capacités réelles des ménages. Et d'ailleurs vous ne citez pas clairement ce prix au mètre carré dans la rédaction de votre délibération. Pourquoi ? Alors qu'il s'agit peut-être de l'information qui intéressera le plus cette Assemblée, les journalistes présents et les habitants qui peut-être nous regardent. Alors, je pose la question : peut-on parler d'un logement abordable à 3 200 euros du mètre carré ici, sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ? Vous comprenez bien qu'on ne peut pas se contenter simplement de reporter les doctrines nationales émanant du Gouvernement actuel, mais on doit proposer une vision, un projet social adapté aux habitants et aux caractéristiques de notre territoire. Dans ce contexte, je vous invite en toute simplicité à reprendre le dispositif logement abordable que nous avons proposé et mis en œuvre dès 2015. Il existe, vous pouvez le réactiver et l'amender bien entendu si vous le souhaitez. Le revenu moyen considéré était tout simplement le SMIC. Vous voyez qu'on est bien loin des plafonds de ressources que vous proposez dans cette délibération, qui correspondent eux à un revenu de 2 500 euros par mois, c'est-à-dire le double. Enfin, les prix de sortie effectifs ont été aux alentours de 2 700 euros du mètre carré, contre les 3 200 que vous proposez.

Je regrette, mes chers collègues, que le logement abordable tel qu'il est proposé dans cette délibération soit, dans notre Métropole et dans notre Ville de Montpellier, devenu ces derniers temps beaucoup, beaucoup moins abordable. Je vous remercie.

Hervé MARTIN

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Je vais répondre, Monsieur MARTIN. Écoutez Madame, vous pouvez évidemment, après avoir exercé ce magistère d'élue à l'urbanisme et avoir suivi ces dossiers, dire aujourd'hui ce qu'est la situation. Vous la connaissez mieux que personne et vous-même n'avez pas réussi à endiguer la hausse des prix du libre – et je ne vais pas, personne ici ne va vous en faire grief, c'est un problème extrêmement difficile. Nous n'appliquons pas la loi ; nous faisons mieux que ce que la loi nous demande. Par exemple, sur un T2, secteur 2, 2 300 euros. Je veux bien que vous preniez des exemples en nous accusant de vouloir tricher ; ce n'est pas notre volonté. Donc attention. Là le but c'est bien de préparer un dispositif pour lequel la Métropole a pris beaucoup de retard, qui est l'office foncier solidaire, pour pouvoir accompagner les dispositifs de logements abordables. Au demeurant, nous sommes en attente – j'espère que ça va arriver – de la disposition d'encadrement des loyers, pour justement travailler sur l'habitat intermédiaire, à chaque renouvellement de bail, ça s'envole, y compris avec la réalisation d'infrastructures de transport. On essaye de travailler, c'est une expérimentation, et je remercie tous les Maires de la Métropole de nous accompagner, sur le quartier de Celleneuve, pour mettre en place le permis de louer pour éviter qu'il y ait des logements qui soient sacrifiés parce que divisés à la découpe.

Nous allons commencer, sous l'impulsion de Monsieur MEUNIER, à mettre une taxe sur Airbnb, et au Conseil municipal de la Ville de Montpellier nous délibérerons. Les prix de l'immobilier à Montpellier sont très élevés. Parallèlement, nous construisons, ce qui n'est pas toujours simple parce que ça prend du temps, et on essaye plutôt d'orienter la construction comme l'ensemble des Maires dans les zones d'aménagement concerté pour éviter les phénomènes de mitage, et souvent des phénomènes d'ailleurs de production de logements à valeur spéculative qui renchérissent le coût des ménages. Donc voilà, c'est ça l'esprit. Peut-être que sur une ligne, il y a un décalage, mais vouloir expliquer qu'on veut gentrifier : ce n'est pas l'intention. En tout cas on constate la gentrification et aujourd'hui, il faut pouvoir essayer de l'inverser. Ou, par contre, on constate dans certains quartiers qu'il y a des phénomènes de bascule et qu'il faut essayer de reprendre la main.

Madame VASSAS-MEJRI, un tout petit mot.

Claudine VASSAS-MAJRI

Pour dire que, pour le moment, on n'avait aucune définition homogène de ce logement accessible, que là, l'originalité, c'est d'être parti des revenus et des possibilités des ménages, une frange la plus importante, et de proposer des prix au mètre carré différents, un peu plus chers quand il s'agit de petits logements, et moins chers quand il s'agit de grands logements. Parce que si on applique 3 500 au mètre carré pour tous les logements, ça devient insupportable pour les familles avec enfants. Le zonage, juste dire qu'A, B, C, on est nous-mêmes pas d'accord avec ce zonage, mais il est imposé nationalement. Par exemple, Castries et Vendargues ne sont pas dans la même zone, avec des plafonds de ressources différents à Vendargues et à Castries. C'est assez artificiel, je le conçois, mais c'est comme ça, c'est réglementaire.

Monsieur le Président

Enfin, si je puis me permettre, l'intervenante précédente, si les dispositifs marchent, on les continue. Si 2015 avait fonctionné... Je crois que Madame VASSAS-MEJRI a construit au mieux par rapport aux besoins. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 17 : RESSOURCES - COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2020 - BUDGET PRINCIPAL - APPROBATION

Mme J. FRECHE avec les pouvoirs de Mme T. AKBARALY et de M. M. ASLANIAN entre en séance.

M. M. DELAFOSSE sort de séance, les pouvoirs de MM. M. SEBLIN et C. SULTAN accordés à M. M. DELAFOSSE sont temporairement annulés.

Mme H. EMAD sort de séance, les pouvoirs de Mme M. FAYE et M. RY. CHARTIER accordés à Mme H. EMAD sont temporairement annulés.

M. H. MARTIN sort de séance, le pouvoir de Mme A. SAURAT accordé à M. H. MARTIN est temporairement annulé.

Mme S. JANNIN quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Je cède la présidence de séance à Monsieur CALVAT pour la présentation du compte administratif.

Conformément à l'article L. 5211-1 du CGCT, le Conseil élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le Compte Administratif (affaires 17 à 22)

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président.

A l'issue d'un vote à main levée, la candidature de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Président de séance ad hoc est acceptée à l'unanimité.

Renaud CALVAT

Bonjour. Merci, Monsieur le Président. Je vais essayer d'être le plus rapide possible, chers collègues, pour vous présenter le compte administratif 2020 du budget 2020, qui est un compte administratif un peu particulier, nous avons eu un très beau débat lors de la Commission des finances. C'est un compte administratif qui fait état du budget réel de l'année 2020, qui est une année particulière. Bien évidemment, la Covid-19 a fortement impacté le budget 2020, mais aussi le changement de majorité. C'est un compte administratif qui rend compte en partie du budget de l'équipe précédente, et en partie du budget du nouvel exécutif. C'est un compte administratif – on en a parlé avec Monsieur LÉVITA, qui était mon prédécesseur – avec un taux de réalisation qui est très faible – vous-même vous l'avez présenté aussi – de 60 %. C'est lié à la complexité structurelle de l'institution, on le sait. Mais aussi, l'année 2020 a été complexe au niveau de l'exécution budgétaire, je tenais à le dire.

Quelques éléments importants sur le coût de la Covid-19. La Covid-19 a eu un impact en 2020. Nous avons pleinement déterminé avec les services de Vincent DOMEIZEL – que je cherche du regard, qui est à ma droite – nous avons pleinement pu calculer l'impact réel de la crise sanitaire sur le budget de la Métropole en 2020. Il est d'environ 26 millions d'euros, 25,8 millions d'euros. C'est le coût de la crise. Nous y avons intégré bien évidemment ce que nous avons dû dépenser, à la fois le précédent exécutif et aussi le nouveau, l'achat des masques par exemple. Un certain nombre de dépenses avaient déjà été engagées : achat de masques, de gel hydroalcoolique, le fonds de soutien aux loyers professionnels. Donc des dépenses supplémentaires, des pertes de recettes de fonctionnement importantes, pour à peu près 8 millions d'euros pour le versement mobilité, mais aussi les dépenses que la Métropole n'a pas eu à effectuer, par exemple des festivals culturels qui n'ont pas eu lieu, et des dépenses, qui en temps normal auraient dû être effectuées, qui ne l'ont pas été. Donc au final, cela nous donne un chiffre important de 25,8 millions d'euros et nous estimons l'impact sanitaire pour 2021 entre 10-12-13 millions d'euros. C'est ce que nous avons budgété, nous sommes prudents. Mais ce chiffre de 25,8 est consolidé : c'est le coût, pour notre institution, de la crise sanitaire de la Covid-19 en 2020.

Quelques éléments chiffrés principaux. Voilà le CA, 595 millions d'euros, dont 170 millions d'euros de dépenses d'équipement en 2020. Vous avez 132 millions d'euros d'opérations d'ordre, ce qui nous fait un budget, un CA de 911 millions. Vous avez le budget annexe transports de 156 millions, mais c'est la dernière fois que nous vous présentons en compte administratif le budget annexe transports, puisque vous savez que nous avons décidé ici que le budget des transports intégrera dorénavant le budget général.

Sur ces 911 millions d'euros, ils sont donc ventilés ainsi, les dépenses directement affectées aux politiques publiques, à peu près 680 millions d'euros – c'est donc l'action réelle de la Métropole, 680 millions d'euros – des dépenses non ventilées pour 100 millions d'euros, capital ou remboursement du capital ou des intérêts de la dette, et ensuite des dépenses d'ordre pour 132 millions, des opérations comptables ou des amortissements par exemple.

Même si c'est donc un budget très particulier, crise sanitaire mais aussi changement d'exécutif, élaboration du budget en quelques jours après le changement de l'exécutif, les nouvelles orientations voulues par le Président DELAFOSSE, nous avons commencé à les mettre en œuvre dès le mois de septembre, dès l'été 2020. Par exemple la gratuité des transports publics pour le week-end pour tous les habitants de la Métropole pour un montant en 2020 de 600 000 euros. Un élément important : on a beaucoup parlé de déplacements doux, de vélo ce matin ; au compte administratif, l'aide pour l'achat des vélos à assistance électrique sur l'année 2020 nous a coûté 300 000 euros ; sur les quatre premiers mois de l'année 2021, à ce jour, c'est 1,2 million qui ont été affectés pour l'accompagnement des habitants de la Métropole qui souhaitent acquérir un vélo électrique, ce qui fait que nous préparons déjà au budget supplémentaire une augmentation de la ligne sur l'aide à l'achat de VAE – de 2 millions nous allons certainement passer à 6 millions d'euros sur l'année. Vous voyez : nous avons lancé les nouvelles politiques publiques fin-2020. Mais je trouve que ce chiffre était intéressant : 300 000 euros en 2020, 1,2 million pour le premier trimestre 2021. Bien évidemment, la création de l'APCP sur les nouvelles mobilités, l'objectif zéro déchet que nous avons lancé avec Monsieur VASQUEZ.

Voilà ce que je voulais vous dire rapidement. Nous avons eu un débat un peu plus long bien sûr en Commission des finances. Si vous avez des questions, nous sommes à votre disposition pour y répondre, et ensuite je vous proposerai de procéder au vote, en dépenses de fonctionnement et recettes de fonctionnement et d'investissement pour le compte administratif du budget principal et des budgets annexes transports, assainissement, SPANC, parking de l'Hôtel de ville et eau potable. Je vous remercie. Monsieur LÉVITA.

Max LÉVITA

Monsieur le Vice-Président, mes chers collègues. Je suis d'accord avec vous que l'année 2020 est une année particulière, doublement particulière. On a eu la crise et il y a eu le changement de majorité. Je suis tout à fait conscient des difficultés que vous avez rencontrées et je suis persuadé que nous n'en sommes pas encore sortis.

Ma première remarque : un compte administratif, ce n'est pas un document électoral. C'est un compte rendu de ce que vous avez fait. Donc moi je veux bien croire que vous allez faire le zéro déchet, j'espère même que vous allez réussir, mais pour le moment, pour moi, il n'y a rien. Med Vallée, si vous l'annoncez, vous l'annoncez, pour le moment, il n'y a pas grand-chose. Permettez-moi de dire, sur Med Vallée, vous faites comme si l'histoire avait commencé en 2020. Med Vallée, c'est une vieille histoire. Ça a commencé avec Georges FRÊCHE, si je me souviens bien dans les années 90, soutenu par Jean-François CARENCO, où on

a créé Cap Alpha, Cap Alpha qui est le premier indice de ce que vous voulez poursuivre. Cap Alpha, à ma connaissance, ce n'est pas rempli à 100 %. Georges FRÊCHE a créé après Euromédecine, Philippe SAUREL a lancé Montpellier Capitale Santé. C'est un domaine sur lequel nous sommes collectivement depuis 1990 à aujourd'hui, ça fait trente ans. Je note que, par contre, il n'y a pas une ligne sur l'Agence de développement économique. Il n'y a aucune ligne. Peut-être que ça a disparu, peut-être que ça n'a pas disparu. Ça c'est ma première observation.

Deuxième observation : le taux de réalisation, 61 %. Premièrement, faites-moi un plaisir, Monsieur CALVAT, vous êtes gentil avec moi et moi j'ai essayé de l'être aussi avec vous : donner le taux de réalisation, c'est moi qui ai décidé ça ; ce n'est pas la Cour des comptes, ce n'est pas la Chambre régionale des comptes. Je ne suis même pas sûr qu'elle sache le calculer. C'est moi qui ai demandé à ce qu'on le publie, et Philippe SAUREL m'avait suivi. Donc ce n'est pas une nouveauté. Je note que vous ne faites pas terrible par rapport à moi. C'est vrai que c'est une année exceptionnelle, etc. Quand même, si vous avez le document sous les yeux, je vous envoie à la page 85, sur les investissements voirie. Vous savez que c'est une compétence qui a été transférée par les communes à la Métropole, avec difficulté – vous en avez parlé, un certain nombre de Maires en ont parlé. J'ai regardé quand même les taux de réalisation. D'autant plus que sur le texte, on le met dans les autorisations de programme, même si ce n'est que pour un an. C'est l'engagement que SAUREL avait passé avec les Maires, en disant que, pour que les Maires voient l'usage qu'on faisait de leur argent, puisqu'il était transféré. Alors là, aménagement Cadoule Bérange, il y a 3 577 142 euros inscrits, 696 800, ça fait du 19,5 %. Littoral : 6 087 000, 900 000 réalisés ; ça fait moins de 15 %. Montpellier : 23 300 000, 3 944 000 réalisés ; ça fait du 17 %, un peu moins. Piémonts et Garrigues : 2 894 000, 417 000 ; ça fait du 14 %. L'aménagement de la Plaine Ouest : 2 203 000, 426 000 réalisés ; c'est moins de 20 %. Vallée du Lez : 4 285 000 inscrits, 630 000 réalisés ; ça fait du 14 %. Mesdames et Messieurs les Maires, vous avez intérêt à vérifier l'usage que la Métropole fait de l'argent que vous nous avez transféré. Moi si j'avais présenté ça, je crois que j'aurais été mis au pilori.

Troisième point, troisième observation : vous dites que vous avez décidé de supprimer le compte annexe transports. C'est votre droit. Ne vous réfugiez pas derrière l'opinion de la Chambre régionale des comptes, la Chambre régionale des comptes, elle a des lubies comme, elle est contre les sociétés d'économie mixte, elle est contre les comptes annexes transports, mais c'est un avis qu'elle a, et son avis n'est pas obligatoirement fondé. Vous décidez, c'est votre droit. Qu'est-ce que vous dites pour le dernier ? Vous auriez pu faire quand même une présentation permettant de voir les relations de la Métropole sur cette compétence, qui est une compétence compliquée, difficile, lourde et onéreuse. Vous y mettez quatre lignes. Je trouve que c'est un peu court. Vous donnez une subvention d'équilibre de 74 millions, mais bon on n'en sait pas plus, dans un domaine où vous avez déclaré vouloir prendre des décisions importantes.

Enfin, dernière observation – puisque je vais faire court – ce sont les relations avec l'État. J'aurais aimé que les relations avec l'État soient précisées. Puisqu'on est dans une situation compliquée, difficile. Pour en sortir, ça va être compliqué, ça va être difficile, ça va être du sang, des larmes et de la sueur. Moi j'ai le sentiment – vous n'êtes pas obligés d'être d'accord avec moi – que l'État a pris ses responsabilités. Je rappelle le discours du Président de la République : il a dit « *quoi qu'il en coûte* ». Et il a réalisé qu'on a un déficit inouï pour l'année 2020. Pour l'année 2021, on ne sait pas, ce sera légèrement inférieur, mais à peine. On a un endettement extraordinaire, la situation est difficile. Elle reste extrêmement difficile. Personne ne sait exactement comment elle va évoluer. Il serait étonnant – pour utiliser un adjectif faible – que nous retrouvions la situation antérieure. La nouvelle économie, elle va exiger de tous les élus, à quelque niveau que ce soit, qu'ils soient conscients de leur responsabilité. C'est pourquoi je trouve nécessaire de savoir d'où l'on part exactement dans nos relations avec l'État. Vous avez fait allusion à différents mécanismes où on a travaillé avec l'État, où l'État est intervenu. Mais l'ensemble n'est absolument pas précisé, ce que je regrette.

Je vous remercie de m'avoir écouté.

Renaud CALVAT

Monsieur LÉVITA, je ne rentrerai pas dans la polémique ici. Suis-je quelqu'un de profondément gentil ? Certainement. J'ai expliqué ici que ce budget 2020 était complexe, que la Covid-19 en avait une grande part de responsabilité, mais je ne vous ferai pas offense en vous rappelant que jusqu'au 15 juillet vous étiez le Vice-Président chargé des finances. Cette exécution-là, sur l'année 2020, est en grande partie le fruit de l'administration précédente. C'est pour ça qu'une partie de ses cadres est présente aussi ici dans la salle, et je sais quelle a été leur complexité l'année dernière. Ce chiffre de 61 %, s'il n'était là que pour nous rappeler l'année 2020, je serais extrêmement rassuré pour l'année 2021, 2022, 2023. Malheureusement, ce chiffre était le même en 2019, en 2018, en 2017. Étais-je le responsable des finances de cette institution ? Monsieur DELAFOSSÉ était-il le Président de cette institution ? Donc, Monsieur LÉVITA, soyons tous, vous y compris et moi, humbles.

C'est une année difficile, qui a demandé un investissement extrêmement important des agents de cette institution. Je l'ai dit lorsque j'ai présenté le budget 2021 : nous serons jugés sur le compte administratif du budget 2021, que je présenterai l'année prochaine en 2022. En revanche, et je sais que nous partageons cela, nous avons longuement échangé. Monsieur DELAFOSSÉ est devenu le Président de cette institution le 15 juillet. Je me rappelle – ce jour est un moment important pour moi – que nous avons eu deux jours pour préparer le budget, la Métropole étant la seule institution qui en 2020 n'avait pas voté son budget en juillet. Vous-même, parce que vous êtes un homme honnête, Monsieur LÉVITA, l'avez aussi regretté. Il était tout à fait possible de voter ce budget-là avant. D'autres institutions l'ont fait, la Région, le Département, d'autres intercommunalités en France l'ont fait. Nous avons eu, pour être conforme à la loi, 48 heures pour présenter un budget – qui avait été, je dois le dire, auparavant bien travaillé par les services administratifs. Donc oui, ce chiffre de taux de réalisation de 61 % – bien évidemment, je l'ai dit au début de mon intervention, vous l'avez présenté vous-même et vous l'avez dit à la commission en toute transparence et en toute honnêteté – l'administration précédente en porte une grande part de responsabilité. Et comme je suis quelqu'un de profondément gentil, la Covid-19 aussi.

Y a-t-il d'autres demandes d'interventions avant que je procède au vote ? Je vous remercie. Nous devons procéder au vote compte administratif du budget principal. Dépenses de fonctionnement : nous vous proposons la somme de 451 137 097,12 euros. Et en recette : 516 603 444 euros. Pour l'investissement, les dépenses : 260 558 564,58 euros – c'est très précis. Les recettes d'investissement : 241 176 534,26 euros. Je mets aux voix pour le compte administratif du budget 2020. Y a-t-il des abstentions ? Quatre abstentions. Des avis contraires ? Adopté. Merci beaucoup.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Abstentions : 4 voix

Se sont abstenus : M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 18 : RESSOURCES - COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2020 - BUDGET ANNEXE TRANSPORT - APPROBATION

Renaud CALVAT

Nous poursuivons avec le budget annexe des transports. En dépenses de fonctionnement nous vous proposons donc le montant de 108 136 406,86 euros, en recettes, 141 460 633,90 euros. Pour l'investissement, en dépenses, 120 657 113,54 euros, et en recettes d'investissement toujours, 116 070 355,57 euros. Même vote j'imagine ? Même vote. Quatre abstentions.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Abstentions : 4 voix

Se sont abstenus : M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

**AFFAIRE N° 19 : RESSOURCES - COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2020
- BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT - APPROBATION**

*Mme H. EMAD avec les pouvoirs de Mme M. FAYE et de M. RY. CHARTIER entre en séance.
Mme C. RIBOT sort de séance, les pouvoirs de Mme M. MASSART et de M. M. REYNAUD sont temporairement annulés.*

Renaud CALVAT

Pour le budget annexe de l'assainissement, en fonctionnement, dépenses : 13 461 422,65 euros. En recettes : 29 496 687,50 euros. Pour l'investissement, en dépenses : 34 183 347,52 euros. Et en recettes d'investissement : 24 821 319,60 euros. Même vote ? Non ? D'accord. Qui s'abstient ? Qui vote contre ? Unanimité. Je vous remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix.

**AFFAIRE N° 20 : RESSOURCES - COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2020
- BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - APPROBATION**

Renaud CALVAT

Pour le budget annexe de l'assainissement, Monsieur REVOL, oui, voilà, et le SPANC, l'assainissement non collectif, les dépenses de fonctionnement : 27 112, 90 euros ; les recettes : 88 607,14 euros. En investissement, en dépenses : 3 000 ; et en recettes : 16 094,82. Même vote que le précédent ? Donc pas d'abstention, pas d'avis contraire sur les dépenses d'assainissement.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix.

**AFFAIRE N° 22 : RESSOURCES - COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2020
- BUDGET ANNEXE EAU POTABLE - APPROBATION**

Renaud CALVAT

L'eau potable. Les dépenses de fonctionnement : 881 017,30 euros ; et les recettes : 5 674 183,33 euros. 66 182,71 euros pour les dépenses d'investissements ; et les recettes d'investissement : 655 014,05 euros. Même vote que le précédent ? Donc pas d'abstention, pas d'avis contraire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix.

**AFFAIRE N° 21 : RESSOURCES - COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2020
- BUDGET ANNEXE PARKING - APPROBATION**

Renaud CALVAT

Et nous terminons par le parking, le budget annexe du parking de l'Hôtel de Ville. Dépenses de fonctionnement : 368 409,89 euros ; recettes de fonctionnement : 3 267 394,21 euros. En investissement, en dépenses : 10 162,50 euros ; et en recettes d'investissement : 8 208,81 euros. Pas d'abstention ? Pas d'avis contraire ? Je vous remercie. Le compte administratif des budgets 2020 est ainsi adopté. Nous pouvons rappeler le Président. Merci à vous.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix.

AFFAIRE N° 23 : AMENAGEMENT DURABLE - MONTPELLIER HORIZON HYDROGENE - ACCORD DE SUBVENTION PAR LA COMMISSION EUROPEENNE DANS LE CADRE DU MECANISME D'INTERCONNEXION EN EUROPE TRANSPORT HYDROGENE (MIE) AVEC L'AGENCE INEA - ACCORD DE SUBVENTION AVEC LA REGION OCCITANIE - APPROBATION

*M. M. DELAFOSSE avec les pouvoirs de MM. M. SEBLIN et C. SULTAN entre en séance.
M. H. MARTIN avec le pouvoir de Mme A. SAURAT entre en séance.*

Monsieur le Président

Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame FRÊCHE sur ce dossier ? Je mets aux voix. Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Abstentions : 5 voix

Se sont abstenus : Mme Coralie MANTION, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

AFFAIRE N° 24 : AMENAGEMENT DURABLE - GRATUITE DU TRANSPORT PUBLIC - PARTENARIAT DE RECHERCHE AVEC L'ASSOCIATION VILLES INNOVANTES ET GESTION DES SAVOIRS (VIGS) - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Y PELLET sort de séance, le pouvoir de M. JF. AUDRIN accordé à M. Y PELLET est temporairement annulé.

Monsieur le Président

Affaire 24. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Pas de demande de prise de parole. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 25 : AMENAGEMENT DURABLE - MONTPELLIER PARKING GAMBETTA - CONVENTION D'AMODIATION DE PLACES DE STATIONNEMENT - AVENANT N° 1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. MOYNIER quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. F. LAFFORGUE.

Monsieur le Président

Affaire 25. Parking Gambetta. Convention d'amodiation de places de stationnement. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Il s'agit de six places. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix.

AFFAIRE N° 26 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION DE FINANCEMENT D'UNE MAITRISE D'ŒUVRE URBAINE ET SOCIALE (MOUS) ENTRE L'ÉTAT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR L'ACCES AU LOGEMENT ADAPTE DES GENS DU VOYAGE SEDENTARISES A PIGNAN - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 26. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Abstention ? Opposition ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Céline PINTARD, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix.

AFFAIRE N° 27 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTIONS ENTRE L'ETAT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR LA GESTION DES AIRES D'ACCUEIL DE BIONNE A MONTPELLIER ET DE CASTELNAU-LE-LEZ - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 27. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Monsieur REVOL.

René REVOL

S'il vous plaît, annoncez le titre de la délibération, pas simplement le numéro, qu'on puisse suivre.

Monsieur le Président

Pardon. Oui, pas de souci, René. Conventions entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion des aires d'accueil de Bionne à Montpellier et de Castelnau-le-Lez. Des refus de prendre part au vote ? Des abstentions ? Des oppositions ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 28 : AMENAGEMENT DURABLE - ÉLABORATION DU PLAN LUMIERE DE LA METROPOLE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT (INRAE), LA TELESCOP ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. RIBOT avec les pouvoirs de Mme M. MASSART et de M. M. REYNAUD entre en séance.

M. Y. PELLET avec le pouvoir de JF. AUDRIN entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 28. Élaboration du Plan lumière de la Métropole ; partenariat avec l'INRAE, la TeleScop et la Métropole. Monsieur PATERNOT.

Bruno PATERNOT

Monsieur le Président, Messieurs et Mesdames les Vices, Mesdames et Messieurs les conseillers, chers collègues en présentiel et en distanciel, je m'exprime ici à quatre voix. Celles de Frédéric LAFFORGUE, d'Isabelle TOUZARD et d'Agnès SAURAT m'accompagnent sur cette délibération, puisque nous faisons partie du Comité lumière qui permet à des élus de territoire de sensibilités, d'histoires différentes, de travailler main dans la main – mais tout en respectant les gestes barrières – pour un Plan lumière que nous vous présenterons au fil des conseils.

En France aujourd'hui nous changeons de paradigme. On passe d'une politique de l'offre, des éclairages tant qu'on veut tant qu'on peut, à une politique du besoin, où il faut et quand il faut. Nous avons aujourd'hui deux grandes responsabilités. 62 % des enfants des villes n'ont jamais vu la voie lactée. Notre avenir n'a pas accès aux étoiles. Ce lien qui a bâti les rapports entre nous, notre planète et le cosmos n'existe pas si on n'a jamais vu les étoiles lors d'une très belle nuit. Comment les petits princes du XXI^e siècle peuvent visiter les étoiles s'ils ne les voient même pas ?

Deuxième responsabilité : notre halo lumineux a un rayon de 100 kilomètres. Dans la septième Métropole de France, nous jetons donc nos déchets lumineux dans le jardin du voisin. Et il se trouve que le voisin, c'est le Parc national des Cévennes et sa Réserve Internationale de Ciel Etoilé (RICE). Il y a 15 RICE au monde, et 1 dans notre région qui risque de perdre son label mondial en raison de notre pollution lumineuse. Mais nous avons une belle opportunité : contrairement à d'autres pollutions, il suffit d'éteindre et celle-ci est finie. Éteindre oui, mais pas partout et pas tout le temps. Il faut bien des endroits pour faire la fête et donc des éclairages.

Pour éclairer où il faut et quand il faut, nous avons aimé deux priorités : travailler ensemble la voirie, la biodiversité, la sobriété, l'esthétique – et je salue ici les services qui croulent sous les demandes et qui bouleversent leurs habitudes avec un professionnalisme qui éblouit, enfin si je puis dire. Nous menons un travail complexe qui allie économie d'énergie, économie financière, innovation scientifique, sécurité, qualité de l'environnement visuel, préservation de la biodiversité – et j'inclus l'humain dans la biodiversité. Notre deuxième tâche, c'est d'écouter tout le monde, les spécialistes et les experts certes, mais aussi les concernés. Écouter les citoyens et les citoyennes, écouter les associations, écouter les scientifiques, écouter les entreprises et faire des choix éclairés – si je puis dire – et en connaissance de cause.

Dans cette délibération, il s'agit de vous proposer un partenariat avec la recherche publique, les entreprises, les associations. C'est un montage inédit, sur des sujets inédits, qui serviront pour toutes les autres métropoles de France. Et en tant que coordinateur des élus aux pollutions sonores de l'AFEV (Association de Fondation Etudiante pour la Ville), je peux vous dire que mes collègues de Nancy ou de Marseille attendent avec impatience la partie qui traitera de l'acceptabilité sociale de l'extinction. Je remercie d'ailleurs ici les Maires qui ont accepté les projets pilotes et innovants comme à Saint Jean de Védas, comme à Prades-le-Lez et dans d'autres villes, on va comme ça faire certaines expériences pour voir ce qui marche le mieux. Nous allons demander aux entreprises, aux associations, à l'INRAE d'étudier concrètement le territoire afin de nous dire où passent les animaux vespéraux, crépusculaires ou nocturnes. Parce que si on éteint sur un chemin et que les chouettes passent naturellement juste à côté, ça n'est pas très brillant – si je puis dire.

C'est donc en fonction de la réalité du terrain que nous allons élaborer les trames noires dans le Plan lumière, en prenant le temps qu'il faut pour cela. L'INRAE va regarder plus spécifiquement deux espèces : les chauves-souris et les vers luisants. Qui ne veut pas du retour des lucioles ? PASOLINI pleurerait déjà dans les années 70 leur disparition à cause du, je cite, « *comportement imposé par le pouvoir de la consommation qui remodèle et déforme les consciences* ». Nous avons la responsabilité de jeter notre corps dans la lutte et dans le plan lumière, le plan « *petites lumières* », *lucciole*, en italien.

Monsieur le Président

Tout le monde a été éclairé, Monsieur. Merci beaucoup de cette poésie sur un sujet important et de cette collaboration. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Florence BRAU, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 29 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE COURNONSEC - MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3 DU PLU DE COURNONSEC - APPROBATION

Monsieur le Président

Commune de Cournonsec ; modification du PLU n°3. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 30 : AMENAGEMENT DURABLE - CESSION A LA VILLE DE MONTPELLIER DE LA PARCELLE RH N°14 PARTIE SISE COMMUNE DE MONTPELLIER - EXTENSION DU SKATEPARK DE GRAMMONT ET CREATION D'UN CENTRE D'ENTRAINEMENT DE BMX FREE STYLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Cession de la parcelle RH n° 14 pour l'extension du skatepark de Grammont. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui refuse de voter ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 31 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE MONTPELLIER - ZAC NINA SIMONE - BILAN DE LA PARTICIPATION PAR VOIE ELECTRONIQUE - CREATION DE LA ZAC - DENOMINATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Commune de Montpellier, ZAC Nina-Simone, bilan de la participation par voie électronique. Est ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Madame DOULAIN, pardon. Excusez-moi.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. On comprend avec cette affaire que vous confirmez qu'il n'y aura pas de logement étudiant sur Cambacérès, puisqu'ils seront effectivement mis dans cette ZAC Nina-Simone. Évidemment d'un côté je pourrais me réjouir que vous teniez votre engagement de ne pas mettre de logements sur la ZAC Cambacérès. Il y a quelques mois, Monsieur DELJARRY avait un petit peu joué sur les mots en disant « oui, mais si c'est une résidence étudiante, ce n'est pas un logement » et je vois que vous avez fait le choix de la rigueur sémantique et d'aller au bout de cette promesse. Mais du coup, j'ai un petit peu de mal à comprendre. Peut-être que vous allez pouvoir m'aider. La raison pour ne pas mettre de logement étudiant sur la ZAC Cambacérès, c'est évidemment la pollution causée par l'autoroute, non ? Donc là, vous nous expliquez dans cette affaire que, plutôt que de mettre des logements sur la droite de l'autoroute, on va remettre du coup sur la gauche. Est-ce que les particules fines ont un plan de circulation, on va dire, établi, qui telles les oies sauvages, les ferait aller vers le Sud de la sortie du pot d'échappement ? Ma question est finalement simple : l'autoroute pollue-t-elle plus sur sa droite ou sur sa gauche ? Merci pour vos réponses.

Monsieur le Président

Merci, Madame DOULAIN, de votre propos. Effectivement, nous on avait un engagement sur Cambacérès, qui est entre deux voies. Je n'ose pas croire par exemple que vous soyez hostile à la construction de logements sociaux sur la ZAC de la République. Donc là on est sur la ZAC Nina-Simone, ou la ZAC Rive gauche, où il y a du logement. Voilà. Donc merci d'avoir rappelé qu'on tenait notre engagement. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, Mme Florence AUBY, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Lionel LOPEZ, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 32 : CYCLES DE L'EAU - PROJET DE CONTRAT DE GESTION INTEGREE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE DU TERRITOIRE DE THAU 2020-2025 ET DE SA PREMIERE CONVENTION D'APPLICATION 2021-2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 32. Y a-t-il des demandes de prise de parole auprès de Véronique ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, Mme Michelle CASSAR, Mme Mylène FOURCADE, Mme Régine ILLAIRE, M. Jacques MARTINIER, Mme Véronique NEGRET, M. René REVOL, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Joël VERA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix.

AFFAIRE N° 33 : CYCLES DE L'EAU - MISE EN ŒUVRE DES TRAVAUX DU PLAN DE GESTION DES COURS D'EAU DU BASSIN VERSANT DU LEZ SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION DU PROGRAMME DE TRAVAUX POUR L'ANNEE 2021 ET DEMANDE D'AIDE FINANCIERE AUPRES DE L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE ET CORSE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 33. Ce sont les cycles de l'eau, René. Même vote ? Même vote.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. René REVOL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 34 : CYCLES DE L'EAU - PROTECTION CONTRE LES CRUES DU COULAZOU A FABREGUES - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE FABREGUES - BILAN DE LA CONCERTATION PREALABLE A LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 34. Protection contre les crues du Coulazou à Fabrègues. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 35 : CYCLES DE L'EAU - PROJETS DE SOLIDARITE INTERNATIONALE - FONDS "EAU" OUDIN-SANTINI - CONVENTIONS DE COOPERATIONS DECENTRALISEES ET CONVENTIONS FINANCIERES - AUTORISATION DE SIGNATURE - APPROBATION

Monsieur le Président

Projets de solidarité internationale, fonds « eau » Oudin-Santini, coopérations décentralisées. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOU, M. Frédéric LAFFORGUE, Mme Nathalie LEVY, M. Arnaud MOYNIER, M. Yvon PELLET, M. Eric PENSO, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix.

AFFAIRE N° 36 : CYCLES DE L'EAU - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AUTOROUTIER CONCEDE EN VUE D'AUTORISER SA TRAVERSEE PAR UNE CONDUITE D'EAUX USEES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Convention d'occupation temporaire du domaine public autoroutier concédé en vue d'autoriser sa traversée par une conduite d'eaux usées. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 37 : CYCLES DE L'EAU - COMMUNE DE MONTFERRIER-SUR-LEZ - ABANDON DES CAPTAGES DE PIDOULE ET FESCAU - DEMANDE D'ABROGATION DES DECLARATIONS D'UTILITE PUBLIQUE AFFERENTES - APPROBATION

Monsieur le Président

Commune de Montferrier-sur-Lez, abandon des captages de Pidoule et Fescau. Qui a des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 38 : CYCLES DE L'EAU - EAU POTABLE - PARTICIPATION FINANCIERE DES OPERATIONS D'URBANISME A LA CONSTRUCTION D'UN FUTUR RESERVOIR SUR LA COMMUNE DE CASTRIES - APPROBATION

Monsieur le Président

Eau potable, participation financière des opérations d'urbanisme à la construction d'un futur réservoir sur la Commune de Castries. René.

René REVOL

Sur les quatre délibérations suivantes il s'agit d'établir des participations de toutes les nouvelles opérations d'urbanisme pour financer finalement l'adduction d'eau. Donc rendre responsable chaque opération d'urbanisme par rapport à la ressource, c'est l'objectif en question. Naturellement, les sommes sont beaucoup plus importantes quand il s'agit de l'étage 105 et des dizaines de milliers d'habitants de la zone de Montpellier Nord, et les autres, mais c'est la même logique qu'on applique à ces communes, c'est-à-dire Castries, Prades-le-Lez, Saint-Brès et Montpellier, avec Grabels et en partie Juvignac. Voilà.

Monsieur le Président

Ok. Merci beaucoup de cet éclairage. Affaire 38. Abstentions ? Refus de prendre part au vote ? Oppositions ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOU, M. Frédéric LAFFORGUE, Mme Nathalie LEVY, M. Arnaud MOYNIER, M. Yvon PELLET, M. Eric PENSO, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix.

AFFAIRE N° 39 : CYCLES DE L'EAU - EAU POTABLE - PARTICIPATION FINANCIERE DES OPERATIONS D'URBANISME AUX TRAVAUX DE RENFORCEMENT DE L'ETAGE DE PRESSION 105 SUR LA COMMUNE DE MONTPELLIER - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 39. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 40 : CYCLES DE L'EAU - EAU POTABLE - PARTICIPATION FINANCIERE DES OPERATIONS D'URBANISME AUX TRAVAUX DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU DU SERVICE DE LA COMMUNE DE SAINT-BRES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 40. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 41 : CYCLES DE L'EAU - EAU POTABLE - PARTICIPATION FINANCIERE DES OPERATIONS D'URBANISME A LA CONSTRUCTION DU FUTUR RESERVOIR SUR LA COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 41. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 42 : HORS COMMISSION - DISPOSITIF D'AIDE FINANCIERE A L'ACQUISITION DE COMPOSTEURS INDIVIDUELS - APPROBATION

Mme C. GIMENEZ et M. R. REVOL sortent de séance, le pouvoir de Mme E. CABELLO accordé à Mme C. GIMENEZ est temporairement annulé.

Monsieur le Président

Affaire 42. Dispositif d'aide financière à l'acquisition de composteurs individuels. Qui a des questions auprès de Monsieur VASQUEZ ? Pas de question ? Vas-y.

François VASQUEZ

Président, un mot rapidement. C'est important, cette petite délibération, parce que c'est une aide à l'achat de composteurs dans le commerce. C'est très important, parce que vous savez qu'on distribue gratuitement des composteurs, mais qui peuvent ne pas correspondre en taille, en matériaux, au choix de chacun. Et notre volonté d'accélérer le compostage individuel va être boostée par cette délibération. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. C'est très important effectivement, ce sujet. Plus il y a de compost, moins il y a de gris. L'ennemi c'est le gris, c'est-à-dire, c'est la poubelle grise, parce que là elle n'est pas triée. Donc effectivement on peut accompagner au mieux les habitants de la Métropole à travers cette aide, pour qu'ils puissent se familiariser. Certains le sont déjà depuis longtemps, c'est très bien. Et d'autres, plus on composte, plus on fera des économies. Là il y a un volet marge de manœuvre. Affaire 43. Oui ?

Isabelle TOUZARD

Juste pour savoir s'il y aura une communication, pour qu'on relaie bien, comme d'habitude ?

Monsieur le Président

Oui bien sûr. Sobre, mais il y aura une communication. On va le faire savoir. Oui, on fait des économies aussi, sur le budget communication. Ça fait des économies de fonctionnement. Je mets aux voix la 42. Qui s'abstient ? Qui s'oppose ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 43 : RESSOURCES - TAXE DE SEJOUR - MODIFICATION DES TARIFS - ADOPTION

Mme C. GIMENEZ avec le pouvoir de Mme E. CABELLO entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 43. Taxe de séjour ; modification des tarifs. Je donne la parole à Monsieur MEUNIER, parce qu'il y a une évolution, et elle est importante.

Cyril MEUNIER

Oui, vous l'avez énoncée tout à l'heure, Président. Je vais essayer d'être le plus précis possible, le plus rapide – mais je serai moins poétique que Bruno, parce que le sujet est moins lumineux. Nous sommes tous en train de constater une augmentation de l'allocation pour les plateformes Airbnb, etc. Ça concurrence nos hôteliers, ça concurrence nos professionnels loueurs. Toutes les locations sont non classées dans le calcul de la taxe de séjour. Jusqu'à présent, on était à 3 %. Donc c'est 3 % du coût journalier par personne qui occupe le logement. On va passer au maximum de ce qui nous est autorisé, 5 %, pour harmoniser la taxation du séjour, au même titre que les hôtels, qui sont nos professionnels. Mais on ne va pas s'arrêter là – on est en train d'étudier sérieusement. Faudra-t-il le faire ville par ville, pour ceux qui le désirent ? Faudra-t-il le faire au niveau de la Métropole ? Beaucoup ont testé des solutions et se sont fait retoquer, donc on ne veut pas aller avec précipitation, pour réduire cette forme d'activité de séjour de vacances. Tout simplement parce que, pour une bonne partie d'entre nous, ça pose problème dans certains de nos quartiers, puisque c'est inadapté, nos quartiers n'ont pas été conçus à la base, ou nos groupements d'habitations n'ont pas été conçus à la base pour recevoir des gens qui vivent à l'année et des gens qui viennent passer des séjours. Deuxièmement et surtout, cela fait faire une évolution par rapport aux investisseurs dans l'immobilier, qui investissent maintenant et font augmenter les prix des logements, parce qu'ils savent qu'ils vont en tirer une rentabilité par ces locations qui sont à très forte valeur ajoutée, en particulier sur les week-end, sur des séjours courts où vous gagnez pratiquement, d'un seul coup d'un seul, la location d'un mois entier en location à l'année. Donc il faut qu'on fasse attention. Ça permet, un, de protéger nos professionnels du tourisme – et en ce moment ils en ont bien besoin – et deux, ça permet de réguler le marché de l'immobilier qui, comme on l'a dit tout à l'heure, explose.

À ce titre, permettez-moi, parce que c'est la seule affaire que je présente aussi de vous dire qu'avec l'Office du tourisme, il y a un très gros travail, et que jeudi dernier nous avons été la première destination de France à lancer un salon d'affaires, un workshop sur les congrès et sur les événements aux niveaux national et européen. On a eu plus de 70 connexions, puisqu'il était virtuel évidemment, on ne pouvait pas faire autrement. 70 connexions de professionnels organisateurs de congrès. Ça a été une belle réussite et je voulais par là même remercier l'ensemble des services tourisme, l'Office du tourisme et Montpellier Events pour leur mobilisation dans cette période ô combien compliquée, et marquer la solidarité que nous avons avec le monde des acteurs du tourisme, qui ont souffert et qui reprennent à l'heure actuelle. Donc allez tous manger au restaurant, buvez et mangez avec modération, mais aidez nos professionnels à relancer l'activité ! Merci à vous.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Cyril. Est-ce qu'il y a d'autres demandes ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 44 : RESSOURCES - ATTRIBUTION DE FONDS DE CONCOURS METROPOLITAINS - APPROBATION

Monsieur le Président

Attribution de fonds de concours métropolitains. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 45 : RESSOURCES - METHODE ET DUREES D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 45. Méthode et durées d'amortissement des immobilisations du budget principal et budgets annexes de la Métropole. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 46 : RESSOURCES - RESEAU DES MAIRES DE FRANCE ET PRESIDENTS D'INTERCOMMUNALITE - ADHESION A L'AMF 34 - APPROBATION

Monsieur le Président

Adhésion de l'interco à l'AMF 34. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, Mme Emilie CABELLO, M. Sébastien COTE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès SAURAT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix.

AFFAIRE N° 47 : RESSOURCES - ADHESION A TITRE REVOCABLE A POLE EMPLOI - APPROBATION

Monsieur le Président

Adhésion à titre révocable à Pôle emploi. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 48 : RESSOURCES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

Monsieur le Président

Modification du tableau des effectifs. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 49 : ANIMATION DU TERRITOIRE - FONDS D'AIDE A LA CREATION ET A LA DIFFUSION THEATRALE - ATTRIBUTIONS 1ER SEMESTRE 2021 - APPROBATION

M. R. REVOL entre en séance.

Monsieur le Président

Fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale ; attributions d'aide pour le 1^{er} semestre 2021. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Des refus de prendre part au vote ? Des abstentions ? Contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Isabelle MARSALA, M. Bruno PATERNOT, Mme Radia TIKOUK, Mme Joëlle URBANI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 50 : ANIMATION DU TERRITOIRE - SOUTIEN AU SECTEUR CULTUREL - ADHESION AU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC (GIP) CAFES CULTURES - CONVENTION CONSTITUTIVE - DESIGNATION DE REPRESENTANTS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. JL. SAVY quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. J. RAYMOND. Les pouvoirs de Mmes P. WEBER et MD. PARPILLON accordés à M. JL. SAVY sont annulés. Mme P. WEBER donne pouvoir à Mme I. TOUZARD et Mme MD. PARPILLON donne pouvoir à M. J. RAYMOND.

Monsieur le Président

Adhésion au GIP des cafés cultures. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Isabelle MARSALA, M. Bruno PATERNOT, Mme Radia TIKOUK, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 51 : ANIMATION DU TERRITOIRE - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT, HEBERGEMENT ET RESTAURATION DES AUTEURS INVITES DANS LE CADRE DE L'OPERATION PARTIR EN LIVRE 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 51. Prise en charge des frais de déplacement, hébergement et restauration des auteurs invités dans le cadre de l'opération Partir en livre 2021. C'est classique. Qui est contre. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

Monsieur le Président

Excusez-moi. Affaire 50. Excusez-moi, on revient à l'affaire 50. Il faut désigner deux représentants au GIP des cafés cultures.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Isabelle MARSALA, M. Bruno PATERNOT, Mme Radia TIKOUK, Mme Joëlle URBANI.

Monsieur le Président propose les candidatures de Monsieur Éric PENSO en qualité de titulaire et de Madame Clara GIMENEZ en qualité de suppléante, afin de représenter Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'assemblée générale du GIP cafés cultures.

Il est proposé de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée, et ce en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 52 : ANIMATION DU TERRITOIRE - ADHESION AU RESEAU PROFESSIONNEL "RAMANTIQUE" 2021-2023 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 52. Adhésion au réseau professionnel « Ramantique » 2021-2023. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Des abstentions ? Des refus de prendre part au vote ? Des oppositions ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 53 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS POUR LA SCENE DE MUSIQUES ACTUELLES - ASSOCIATION STAND'ART - VICTOIRE 2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 53. Convention pluriannuelle d'objectifs pour la scène ; Victoire 2. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole auprès de Monsieur PENSO ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 54 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE ET LE RESEAU CANOPE - PROJET "JEUNES REPORTERS AU MUSEE - SERIE DE PODCASTS ET WEB-TV PAR ET POUR LES JEUNES" - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Ensuite, il y a tout un tas de conventions. De l'affaire 54 jusqu'à l'affaire 62, ce sont des conventions avec le musée Fabre. Je les passe en donnant le numéro. Ce sont avec différents acteurs. Musée Fabre et Canopé. Affaire 54. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 55 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE ET CINE PHOTO COMEDIE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 55. Musée Fabre, Ciné Photo. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 56 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE ET LA FACULTE D'EDUCATION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

56. Musée Fabre, Faculté d'éducation. 56. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix.

AFFAIRE N° 57 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE ET LA MUTUELLE GENERALE DE L'ÉDUCATION NATIONALE (MGEN) UNION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

57. Entre le musée Fabre et la MGEN Union. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, M. Hervé MARTIN, M. Eric PENSO, Mme Agnès SAURAT, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix.

AFFAIRE N° 58 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE ET LA CHAMBRE DE COMMERCE ITALIENNE POUR LA FRANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 58. Entre le musée Fabre et la Chambre de commerce italienne pour la France. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 59 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE ET LE CERCLE MOZART - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir, les pouvoirs de Mme F. AUBY et de M. L. LOPEZ sont annulés.

Monsieur le Président

Affaire 59. Convention de partenariat entre le musée Fabre et le Cercle Mozart. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 60 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE ET L'ACADEMIE DES SCIENCES ET DES LETTRES DE MONTPELLIER - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 60. Convention de partenariat entre le musée Fabre et l'Académie des sciences et des lettres de Montpellier. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 61 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE ET L'ÉCOLE SUPERIEURE TRAVELLING - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Convention de partenariat entre le musée Fabre et l'École supérieure Travelling. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 62 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE MECENAT ENTRE LE MUSEE FABRE ET LA MAISON L'ŒUF - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Convention de mécénat entre le musée Fabre et la Maison L'Œuf. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 63 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE MECENAT DE COMPETENCES ENTRE LE MUSEE FABRE ET LA SOCIETE ACELYS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Convention de mécénat de compétences entre le musée Fabre et la société Acelys. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 64 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION ENTRE LE MUSEE FABRE ET L'ASSOCIATION LINEUP - AVENANT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 64. Convention entre le musée Fabre et l'association Lineup. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 65 : ANIMATION DU TERRITOIRE - MUSEE FABRE - ADHESION A DES RESEAUX D'ECHANGES PROFESSIONNELS - APPROBATION

M. G. LAURET quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. G. BALAZUN.

Monsieur le Président

Affaire 65. Musée Fabre ; adhésion à des réseaux d'échanges professionnels. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 66 : ANIMATION DU TERRITOIRE - RESEAU DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE - RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION ENTRE L'UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER 3 HEBERGEANT LE CENTRE REGIONAL DU SUDOC-PS OCCITANIE-EST ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 66. Il s'agit du réseau des médiathèques et des liens entre Paul-Valéry et la Métropole. Est-ce qu'il y a des questions auprès du rapporteur ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix.

AFFAIRE N° 67 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'UNIVERSITE PAUL-VALÉRY MONTPELLIER 3 (LABEX ARCHIMEDE) ET LE MUSEE HENRI PRADES POUR L'ORGANISATION, LA PROMOTION, L'EDITION DE PUBLICATIONS ET LA COMMUNICATION DE L'EXPOSITION « GAULOIS ? GAULOIS ! COMMENT L'ARCHEOLOGIE PERÇOIT LES IDENTITES CELTIQUES » - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 67. Université Paul-Valéry et le musée Henri-Prades. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix.

AFFAIRE N° 68 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE COOPERATION ENTRE LE MUSEE BIBRACTE ET LE MUSEE HENRI PRADES POUR LA CONCEPTION, LA PRODUCTION ET LA VALORISATION DE L'EXPOSITION TEMPORAIRE « GAULOIS ? GAULOIS ! COMMENT L'ARCHEOLOGIE PERÇOIT LES IDENTITES CELTIQUES » - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 68. Convention de coopération entre le musée Bibracte et le musée Henri-Prades pour l'exposition temporaire « *Gaulois ? Gaulois !* ». Qui s'abstient ? Qui s'oppose ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix.

AFFAIRE N° 69 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER, LA SOCIETE VIAOCCITANIE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 69. Convention d'objectifs entre la Ville de Montpellier et la société ViàOccitanie. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Allez-y, Madame DOULAIN, vous voulez dire un mot. C'est la reconduction. On connaît votre intervention, mais allez-y.

Alenka DOULAIN

Tout à fait. Merci, Monsieur le Président. Vous nous demandez de voter une subvention de 250 000 euros hors taxe à la société TV SUD qui diffuse la chaîne locale ViàOccitanie. Évidemment, vous n'êtes pas sans savoir que la société vient de passer sous le contrôle du groupe La Dépêche du Midi, propriété d'un certain Jean-Michel BAYLET, baron régional, magnat des médias et puis ancien ministre de François HOLLANDE. Forcément, quand on lit la délibération, on lit de cette subvention qu'elle vise à participer je cite « *au pluralisme démocratique et à l'exercice de la liberté d'expression* ». On a un petit peu envie de se pincer. On se pince encore quand on lit la convention et qu'on apprend que cette subvention vise à financer non pas le travail d'investigation et d'information des habitants de la Métropole, mais plutôt des publi-reportages qui seront, on l'imagine, à la gloire de notre Maire-Président.

Je prends un exemple : difficile de ne pas penser à l'incroyable exercice d'autopromotion que vous vous êtes offert avec l'argent du contribuable sur l'antenne ViàOccitanie en janvier dernier à l'occasion de vos vœux. Pour rappel, c'était une heure d'émission pour vanter vos mérites, évidemment sans aucun contradicteur, sur un plateau géant installé à grand frais dans le hall de l'Hôtel de Ville, avec vos différents Adjoints pour vous servir la soupe. Bref, rien à voir, vous en conviendrez avec une quelconque forme de travail journalistique. Ce type de conventions et les relations qu'elles induisent entre les responsables politiques et les médias locaux est finalement un danger pour la liberté de la presse, un danger pour la démocratie.

Pour toutes ces raisons, je m'oppose vivement à cette convention et je demande que notre Collectivité réfléchisse à la façon dont elle pourrait apporter son soutien – il y en a besoin, mais autrement – à la presse régionale et locale, sans la vassaliser, sans la bâillonner, sans tenter de la contrôler, sans la censurer, sans chantage à la subvention ou à l'encart publicitaire. ViàOccitanie ne doit pas devenir le nouveau service com' de la Ville ou de la Métropole. Vous disiez tout à l'heure que vous essayez de faire des économies sur la com'. Si vraiment vous sentez que vous avez besoin de renforcer finalement quand même vos actions de communication – moi je trouve qu'il y en a déjà pas mal, mais admettons – on vous invite à internaliser le service sous forme de régie, sous forme d'une SPL, comme vous en conviendrez. Mais en tout cas il faut de la clarté et de la transparence sur ces sujets.

Monsieur le Président

Madame, vous avez pu, en clarté et en transparence, vous exprimer. Vous avez la convention et en ce moment même, grâce à ViàOccitanie, on permet de soutenir la Comédie du Livre, puisque l'ensemble des auteurs, que je ne vois personne brider, peuvent s'exprimer et permettre aux Montpelliérains et aux Montpelliéraines de vivre la Comédie du Livre, tout comme effectivement ViàOccitanie a retransmis les vœux parce que c'était le contexte sanitaire et on s'est appuyé sur cette convention, tout comme ViàOccitanie sera partie prenante sur les mobilisations autour de la mise en œuvre du plan climat énergie. Voilà. Après, c'est une vieille histoire. Mon prédécesseur, ceux d'avant... TV SUD s'appelait TV Soleil. Il a fallu un moment essayer de préserver cela. Donc voilà, ça a été un des moyens. Quant à votre accusation de censure, je vous la laisse. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Abstentions : 4 voix

Se sont abstenus : M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 70 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE DEPOT D'OBJETS ARCHEOLOGIQUES DU SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA-MUSEE HENRI PRADES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, AU MUSEE D'AMBRUSSUM DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNE DU PAYS DE LUNEL 2021-2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 70. Convention de dépôt d'objets archéologiques ; Lattara-Henri-Prades, avec la Métropole et le Pays de Lunel. Questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 71 : ANIMATION DU TERRITOIRE - RESIDENCE DE CREATION LITTERAIRE LATTARA - BOURSE DE CREATION - ACCUEIL ET PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE LOU DARSAN - DEMANDES DE SUBVENTIONS AFFERENTES - APPROBATION

Monsieur le Président

Résidence de création littéraire Lattara ; bourse de création ; prise en charge pour l'auteur ou l'autrice affectée. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 72 : ANIMATION DU TERRITOIRE - COMEDIE DU LIVRE 2021 - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER POUR L'ORGANISATION DE LA MANIFESTATION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Comédie du Livre. Convention entre la Ville et la Métropole. Abstentions ? Oppositions ? Refus de prendre part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 73 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET L'ASSOCIATION GRAIN D'IMAGES POUR L'ORGANISATION DE LA MANIFESTATION "LES BOUTOGRAPHIES" - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'association Grain d'images pour « Les Boutographies ». Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, Mme Véronique BRUNET, Mme Fanny DOMBRE-COSTE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 74 : ANIMATION DU TERRITOIRE - DOMAINE D'O - CONVENTIONS D'EXPLOITATION AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL (EPIC) DU DOMAINE D'O - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Domaine d'O. Conventions d'exploitation avec l'EPIC du Domaine d'O ; autorisation de signature. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Geniès BALAZUN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Guy LAURET, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix.

AFFAIRE N° 75 : ANIMATION DU TERRITOIRE - COMPLEXE SPORTIF YVES-DU-MANOIR - STADE D'HONNEUR - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU MONTPELLIER HERAULT RUGBY CLUB - SAISON SPORTIVE 2021-2022 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Complexe sportif Yves-du-Manoir ; Stade d'honneur ; convention de mise à disposition du MHR. Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 76 : ANIMATION DU TERRITOIRE - STADE DE LA MOSSON - MONDIAL 98 - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB - SAISONS SPORTIVES 2021-2022, 2022-2023 ET 2023-2024 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Stade de la Mosson, affaire 76. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Monsieur ASSAF ? Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 77 : ANIMATION DU TERRITOIRE - PALAIS DES SPORTS RENE BOUGNOL - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU MONTPELLIER HANDBALL - SAISONS SPORTIVES 2021-2022, 2022-2023 ET 2023-2024 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 77. Palais des sports René-Bougnol. Questions auprès de Monsieur ASSAF ? Même vote ? Même vote.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Christophe BOURDIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 78 : ENVIRONNEMENT - CONVENTION OPERATIONNELLE POUR LA PROGRAMMATION AGROECOLOGIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DU CLOS DU PARC DE LAVERUNE ENTRE LE CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS (CEN) D'OCCITANIE, LA COMMUNE DE LAVERUNE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 78. Convention opérationnelle pour la programmation agroécologique et environnementale du Clos du parc de Lavérune entre le Conservatoire d'espaces naturels, la Commune de Lavérune et la Métropole. Est-ce qu'il y a des questions ? Madame TOUZARD.

Isabelle TOUZARD

Merci. C'est juste une intervention pour vraiment souligner ce partenariat avec la Commune de Lavérune et le Conservatoire d'espaces naturels pour le projet d'agriparc au pied du château de Lavérune sur 25 hectares. C'est sur la commune de Lavérune, sur des terrains pour lesquels la Commune est en phase d'acquisition. C'est un très, très beau projet, en cet endroit, comme dans de multiples autres endroits sur le territoire, sur l'ensemble des fermes ressources, et elles sont nombreuses – on va les réunir en septembre – qui mettent en avant cette question à la fois de l'agroécologie, de la politique alimentaire, de la création d'emplois et de la préservation de la biodiversité et de l'eau, on a de la méthode, de l'ingénierie à concevoir, à innover. Donc l'objectif de cette collaboration, c'est de pouvoir, au travers de ce projet sur Lavérune, capitaliser des expériences pour pouvoir ensuite démultiplier ce type d'actions sur l'ensemble du territoire. Donc très important. Un très beau projet.

Monsieur le Président

Très important. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 79 : ENVIRONNEMENT - RENOVATION THERMIQUE DE COPROPRIETES - ECOCITE VILLE DE DEMAIN - MODIFICATION CONVENTION TYPE D'APPLICATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Environnement ; rénovation thermique de copropriétés dans le cadre de Écocité. Affaire 79. Vous avez les copropriétés de Las Rebes, de la fontaine Saint-Clément 1, le parc des Arceaux. C'est dans le secteur des Cévennes, les choses avancent. Merci à la Région Occitanie qui a versé 400 000 euros pour la rénovation de la copro de Las Rebes. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui refuse de prendre part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 80 : ENVIRONNEMENT - FIXATION DE TAUX DE REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE PAR LES OUVRAGES DE RESEAUX PRIVES DE FLUIDE CALOPORTEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 80. Fixation de taux de redevances d'occupation du domaine public de la Métropole pour les ouvrages de réseaux privés de fluide caloporteur. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Vas-y Isabelle.

Isabelle TOUZARD

En deux mots, il y a des réseaux privés en-dehors de Montpellier, je crois sur Castelnau-le-Lez et sur Juvignac, et c'est de donner un « bonus » aux opérateurs qui utilisent les énergies renouvelables dans leur réseau.

Monsieur le Président

C'est vertueux. On fera un petit papier sur ça, parce que c'est très vertueux. Affaire 80. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 81 : ENVIRONNEMENT - CONCESSION POUR LE SERVICE PUBLIC DU RESEAU DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE LA FOURNITURE D'ELECTRICITE AUX TARIFS REGLEMENTES DE VENTE - AVENANTS DE PROROGATION DU CONTRAT DE CONCESSION DE LA VILLE DE MONTPELLIER ET DES CONVENTIONS AFFERENTES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 81. Prorogation de notre contrat avec Enedis pour pouvoir continuer la négociation. Je salue Isabelle et toutes les équipes là-dessus. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? On ne se précipite pas. On fait valoir nos intérêts. Hercule, ce n'est pas notre sujet. C'est comme ça. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Adoptée. Merci beaucoup, c'est très important.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Emilie CABELLO, Mme Clara GIMENEZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 82 : ENVIRONNEMENT - CONCESSIONS DE DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ - AVENANTS DE PROROGATION DE SIX CONTRATS DE CONCESSION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 82. Concessions publiques de distribution de gaz ; avenants de prorogation de six contrats de concession. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui refuse de prendre part au vote ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Julien MIRO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 83 : SOLIDARITES - PLAN LOGEMENT D'ABORD - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS EN CHARGE DE LA REALISATION DES ACTIONS 2021 - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 83. Logement d'abord, qu'on a évoqué en début de séance, qui contribue à accompagner les personnes qui quittent la rue. Affaire 83. Vous avez la liste des subventions. Qui a des questions auprès de Madame GIMENEZ ? Qui refuse de prendre part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Yves BARRAL, Mme Florence BRAU, Mme Véronique BRUNET, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix.

AFFAIRE N° 84 : SOLIDARITES - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL 3M) - ACTIONS D'INSERTION LOGEMENT 2021 - CONVENTION 2021 AVEC L'AMICALE DU NID - AVENANT CONCERNANT LE PARCOURS DE SORTIE DE LA PROSTITUTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 84. FSL, en lien avec l'Amicale du Nid, pas le Mouvement du Nid, l'Amicale du Nid. Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 85 : SOLIDARITES - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL3M) 2021 - CONVENTION RELATIVE A LA PARTICIPATION VOLONTAIRE D'ERILIA - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

FSL, avec la participation d'Erilia, qui finance le FSL. L'administrateur d'Erilia ne prend pas part au vote. Éliane. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Eliane LLORET, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix.

AFFAIRE N° 86 : SOLIDARITES - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL3M) - ACTIONS D'INSERTION LOGEMENT 2021 - CONVENTION 2021 AVEC LE CENTRE D'ACCOMPAGNEMENT DE PARCOURS JEUNES ADULTES (APAJ) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 86. FSL, avec le parcours d'accompagnement sur l'APAJ. Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 87 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 147 LOGEMENTS SOCIAUX A CASTRIES, PRADES-LE-LEZ, SAUSSAN, SAINT-BRES ET MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 87. Construction de 147 logements sociaux à Castries, Prades-le-Lez, Saussan, Saint-Brès et Montpellier ; attribution de subventions à FDI Habitat. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, M. Yves BARRAL, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Eliane LLORET, M. Yvon PELLET, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix.

AFFAIRE N° 88 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 24 LOGEMENTS SOCIAUX A BAILLARGUES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Construction de 24 logements sociaux à Baillargues par la SFHE. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michaël DELAFOSSE, Mme Eliane LLORET, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix.

AFFAIRE N° 89 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX A LATTES ET PRADES-LE-LEZ - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Construction de 12 logements sociaux à Lattes, Prades-le-Lez ; Promologis. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michaël DELAFOSSE, Mme Eliane LLORET, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix.

AFFAIRE N° 90 : ATTRACTIVITE - CITE INTELLIGENTE - APPEL A PROJETS INNOVANTS ET EXPERIMENTATIONS AU SERVICE DE LA VILLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 90. Appel à projets innovants, expérimentations au service de la Ville, dans le cadre de la Cité intelligente, avec le calendrier. Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 91 : ATTRACTIVITE - CITE INTELLIGENTE - PARTENARIAT AVEC LE LABORATOIRE UMR CNRS - UNIVERSITE DE MONTPELLIER "DYNAMIQUES DU DROIT" - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme B. DEVOISSELLE quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Cité intelligente ; partenariat avec le laboratoire du CNRS de l'Université de Montpellier « *Dynamiques du droit* », et la Métropole. Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix.

AFFAIRE N° 92 : ATTRACTIVITE - ASSOCIATION FRENCH TECH MEDITERRANEE - CONVENTION DE PARTENARIAT - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Convention de partenariat avec l'association French Tech Méditerranée. Questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 93 : ATTRACTIVITE - FONDS REGIONAL L'OCCAL - ÉPIDEMIE DE COVID-19 - SOUTIEN AUX ENTREPRISES DU COMMERCE DE PROXIMITE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME - REABONDEMENT ET POURSUITE DU FONDS - AVENANT A LA CONVENTION AVEC LA REGION OCCITANIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Fonds L'OCCAL ; épidémie de Covid-19 ; soutien aux entreprises ; avenant à la convention avec la Région. C'est l'affaire 93. Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix.

**AFFAIRE N° 94 : ATTRACTIVITE - SATT AXLR - ABANDON DE COMPTE COURANT AVEC
CLAUDE DE RETOUR A MEILLEURE FORTUNE - CONVENTION - APPROBATION -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

Affaire 94. Attractivité. C'est une convention avec la SATT. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

**AFFAIRE N° 95 : ATTRACTIVITE - FRAIS DE DEPLACEMENT A L'ETRANGER POUR DES
AGENTS DE LA DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE L'EMPLOI DE
MONTPELLIER MEDITERRANE METROPOLE - APPROBATION**

Monsieur le Président

Affaire 95. Frais de déplacement à l'étranger pour les agents de la Direction du développement économique de la Métropole dans le cadre du BIC. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

**AFFAIRE N° 96 : ATTRACTIVITE - COMMUNE DE FABREGUES - SECTEUR DES "4
CHEMINS" - CONVENTION AVEC LE SYNDICAT BAS LANGUEDOC (SBL) DE
PARTICIPATION FINANCIERE AUX EQUIPEMENTS D'ADDUCTION EN EAU POTABLE -
APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

Fabregues ; secteur des « 4 chemins » ; convention avec le Syndicat Bas Languedoc de participation financière aux équipements d'adduction en eau potable. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, Mme Michelle CASSAR, Mme Mylène FOURCADE, Mme Régine ILLAIRE, M. Jacques MARTINIER, M. René REVOL, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Joël VERA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix.

AFFAIRE N° 97 : ATTRACTIVITE - CONTRAT DE PLAN ÉTAT REGION 2015-2020 - CONSEQUENCES DE L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19 - AVENANTS DE PROROGATION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contrat de plan État-Région ; conséquences de l'épidémie de Covid-19 ; avenants de prorogation ; autorisation de signature. Il y a eu des décalages dans le paiement précédent. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

AFFAIRE N° 98 : ATTRACTIVITE - CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA CONFEDERATION DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ENTREPRISES DU BATIMENT DE L'HERAULT (CAPEB HERAULT) - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 98. Convention entre la Métropole et la CAPEB. Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Abstention. Qui est contre ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 99 : HORS COMMISSION - SOUTIEN AUX CONGRES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 99. Soutien aux congrès. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée. Le Corum se remplit et c'est une très bonne chose.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Mohed ALTRAD, M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, M. Renaud CALVAT, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Serge GUISEPPIN, Mme Clare HART, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, M. Laurent NISON, M. René REVOL, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Séverine SAINT-MARTIN, M. Jean-Luc SAVY, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix.

AFFAIRE N° 100 : RESSOURCES - RAPPORT D'ACTIVITE DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL) - APPROBATION

Monsieur le Président

Rapport d'activité de la Commission consultative des services publics locaux. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui a été présidée par Renaud. Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 101 : RESSOURCES - RAPPORT D'ACTIVITE DE LA COMMISSION DE CONTROLE DES COMPTES (CCC) - APPROBATION

Monsieur le Président

Apport d'activité de la Commission de contrôle des comptes. Affaire 101. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Abstention. Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 102 : ATTRACTIVITE - CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - CORUM-PALAIS DES CONGRES-OPERA ET ZENITH SUD - AVENANT N°4 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 102. Convention de délégation de service public ; Corum-Palais des congrès ; avenant n° 4. Y a-t-il des questions ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Geniès BALAZUN, Mme Florence BRAU, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOUL, M. Guy LAURET, Mme Marie MASSART, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO, M. Charles SULTAN, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

AFFAIRE N° 103 : HORS COMMISSION - ORGANISME EXTERIEUR - SAEML TAM - MODIFICATION STATUTAIRE - AUTORISATION ACCORDEE AUX REPRESENTANTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Modification statutaire au sein de TaM. Est-ce qu'il y a des questions ? Abstentions ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Abstentions : 4 voix

Se sont abstenus : M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 104 : ENVIRONNEMENT - RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC (RPQS) DE PREVENTION ET DE VALORISATION DES DECHETS - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE DE SERVICE PUBLIC DE L'USINE DE METHANISATION AMETYST - EXERCICE 2020 - APPROBATION

Monsieur le Président

Rapport sur le prix et la qualité du service public de prévention et de valorisation des déchets ; rapport annuel du délégataire ; exercice 2020. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 105 : HORS COMMISSION - REPRESENTATIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - DESIGNATIONS - APPROBATION

Monsieur le Président

Il faut encore désigner quelques représentations. Je vous propose les noms suivants. Pour AD'OCC, Madame EMAD. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. Pour la Commission locale des sites patrimoniaux remarquables. Ça s'affiche. Vous en prenez connaissance. Il y a à la fois des personnalités très connues sur le plan du patrimoine. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Adoptée. Fédération des EPL : je vous propose la candidature de Madame LLORET. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Adoptée. Et France Urbaine : moi-même et Madame FRÊCHE, et à l'assemblée générale, Madame VASSAS-MEJRI, Madame TOUZARD, Monsieur CALVAT et moi-même. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part ? Abstention ? Sur l'ensemble, Madame DOULAIN ? Contre toutes.

Alenka DOULAIN

Et j'ai aussi une petite question générale sur la manière dont on procède pour ces nominations.

Monsieur le Président

Vous avez voté contre.

Alenka DOULAIN

Oui, mais je peux quand même m'exprimer.

Monsieur le Président

Dites en deux phrases, pourquoi vous êtes contre.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Déjà, on n'a pas eu les noms avant, là tout de suite, donc c'est un peu compliqué de se prononcer. Et puis jusqu'au bout je me suis dit « *qui va être mis, est-ce qu'on va avoir les notoires cumulards de la Métropole qui vont se présenter ?* ». Ma question est plus générale : quelle est votre position, vous Monsieur le Président, sur le cumul des mandats ? Il y a des élections qui sont en cours, il y a des personnes qui se présentent et qui cumulent. Jusqu'à présent, vous avez un peu cultivé un flou artistique sur ce sujet. En tout cas, juste pour vous dire que, nous, s'il y a une commission pot de départ qui se met en place, on vient en prendre la présidence évidemment. Clairement, aujourd'hui on n'a pas de position claire.

Monsieur le Président

Vous voyez, à France Urbaine, nous sommes très impliqués sur les questions des mobilités, on y siège. Sur le patrimoine, que Monsieur PENSO, BELLANGER, CAIZERGUES, le château de Lavérune, Madame WEBER, Geniès, on a proposé à Madame MARSALA qui a exercé dans le domaine de la culture qu'elle puisse participer. Voilà. Madame EMAD à AD'OCC. Madame LLORET, tout simplement parce qu'elle est Présidente de la société de services funéraires, qu'elle y fait un travail très important au sein des EPL. Donc c'est comme ça.

Alenka DOULAIN

Ma question porte plus généralement sur le cumul des mandats.

Monsieur le Président

Rassurez-vous, Madame DOULAIN, j'y arrive.

Alenka DOULAIN

Juste un petit point.

Monsieur le Président

J'aurais pu être très sensible à votre intervention. Je me suis fait un point d'honneur quand j'ai été élu Maire de Montpellier de démissionner aussitôt de mon mandat de conseiller départemental. Vous auriez pu commencer par le relever. D'ailleurs j'ai fait le choix de ne pas être candidat à des élections parce que moi, mon seul mandat, c'est Maire et Président de la Métropole. C'est ma responsabilité, jusqu'à ce que les électeurs de 2026 décident et on en reparlera le moment venu. C'est aussi simple que ça. Moi je constate qu'il y en a certains dans cet hémicycle qui représentaient une force, et qui avaient annoncé qu'ils seraient candidats aux élections et qui finalement n'y vont pas. Dont acte. Et la démocratie s'exprimera lors des élections départementales et régionales. Et j'ai commencé de manière très républicaine à saluer l'ensemble des candidats sur l'ensemble des listes, parce qu'il faut que le débat ait lieu et puis ensuite on se met tous au travail dans le seul intérêt de la Collectivité, pour essayer de définir l'intérêt général.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales. Il met au vote cette proposition.

A l'issue d'un vote à main levée, cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Monsieur le Président propose de procéder aux désignations des instances internes et organismes extérieurs suivants :

Organismes	Représentations
<p>AD'OCC Agence de développement économique</p>	<p>1 titulaire : Hind EMAD</p>
<p>CLSPR Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables</p>	<p><i>En remplacement des personnes désignées par délibération n°M2020-327 du 12.10.2020</i></p> <p>5 élus titulaires et 5 suppléants :</p> <p>Éric PENSO Boris BELLANGER Roger CAIZERGUES Bernard TRAVIER Maryse FAYE</p> <p>Bruno PATERNOT Brigitte DEVOISSELLE Patricia WEBER Géniès BALAZUN Isabelle MARSALA</p> <p>5 représentants d'associations et 5 suppléants :</p> <p>Jeannine REDON, Amis du vieux Montpellier (suppléante Claire DURAND) Nicolas MERIC, Patrimoine et architecture (suppléant Emmanuel MAGNIN) Nathalie PORTAL, Maison de l'architecture (suppléant Damien VIELLEVIGNE) Julie GARCIN SAUDO, CAUE (suppléant Renaud BARRES) Christian GROS, La fenêtre (suppléante Gaëlle MAURY)</p> <p>5 personnalités qualifiées et 5 suppléants :</p> <p>Alix AUDURIER CROS, géographe Fabrice BERTRAND, historien Dominique LARPIN, architecte en chef MH honoraire Thierry LOCHARD, architecte Jean Louis VAYSSETTES, archéologue</p> <p>Marie Sylvie GRANDJOUAN, conservatrice Thierry VERDIER, architecte Alexandrine GARNOTEL, archéologue Antoine BRUGUEROLLE, architecte du patrimoine</p>

	Pierre PLANCHERON, directeur de projet culturel
Fédération des élus des Entreprises Publiques et Locales (EPL)	1 titulaire : Eliane LLORET
France Urbaine	<i>En remplacement des personnes désignées par délibération n°M2020-163 du 31.07.2020</i> Conseil d'Administration 1 titulaire et 1 suppléant Michaël DELAFOSSE et Julie FRECHE Assemblée Générale 4 titulaires : Claudine VASSAS-MEJRI, Isabelle TOUZARD Renaud CALVAT, Michaël DELAFOSSE

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 106 : HORS COMMISSION - COMMUNE DE GRABELS - SECTEUR GIMEL - CONVENTION OPERATIONNELLE ENTRE LA COMMUNE DE GRABELS, L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'OCCITANIE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je vous propose de passer à l'affaire 106. Secteur Gimel ; convention entre l'EPF et la Métropole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Florence BRAU, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 107 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LA THEMATIQUE "MOBILITES" - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 107. Attributions de subventions dans la thématique des mobilités. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Mathilde BORNE, Mme Emilie CABELLO, Mme Alenka DOULAIN, Mme Marie MASSART, Mme Clothilde OLLIER, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 108 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "CULTURE" - EXERCICE 2021 - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION - ANNULATION D'UNE SUBVENTION 2021 - MODIFICATION D'UNE ATTRIBUTION DE SUBVENTION 2021 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 108. Subventions au titre de la culture. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Contre ? Abstention ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Mylène FOURCADE, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

AFFAIRE N° 109 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "POLITIQUE DE LA VILLE, INSERTION PAR L'EMPLOI ET L'ACTIVITE ECONOMIQUE" - EXERCICE 2021 - APPROBATION - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 109. Subventions. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, Mme Emilie CABELLO, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clare HART, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Laurent NISON, Mme Séverine SAINT-MARTIN, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

AFFAIRE N° 110 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS RELATIVES A LA THEMATIQUE "DEVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, EMPLOI, AGROECOLOGIE ET ALIMENTATION " - EXERCICE 2021 - APPROBATION - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 110. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, M. Renaud CALVAT, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, Mme Isabelle TOUZARD, M. Bernard TRAVIER, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

**AFFAIRE N° 111 : HORS COMMISSION - AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT
- ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - EXERCICE 2021- APPROBATION - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Monsieur le Président

Affaire 111. C'est la subvention à l'ALEC pour mettre en œuvre la prime de 1 300 euros pour la rénovation thermique des logements que la Métropole va abonder aux côtés de la Région et la prime État. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

QUESTIONS

Monsieur le Président

J'ai une question orale de Madame BORNE et je ferai la réponse à la question écrite de Madame DOULAIN.

Mathilde BORNE

Merci beaucoup, Monsieur le Président. Chers collègues. Bonjour à toutes et à tous. J'avais une question orale concernant le chêne remarquable de Castelnau-le-Lez, je pense que vous en avez déjà parlé, qui a été mutilé cette dernière semaine. Ce que nous redoutions et ce pour quoi nous alertons depuis plus d'un an est arrivé ce 25 mai. Le chêne remarquable est en grand danger. C'est un massacre assourdissant qui est en train de survenir depuis un mois par le passage quotidien et incessant de dizaines de camions de 33 tonnes et autres engins de chantier. Outre les dommages pour l'instant invisibles mais réels faits sur les racines qui le fragilisent un peu plus chaque jour, c'est une branche de 12 centimètres de diamètre et 6 mètres de long qui a été arrachée. Donc on est loin de la petite taille d'été.

Je voudrais donner quelques précisions aussi pour une bonne compréhension de la situation. Le rapport de l'ONF qui avait été demandé par la Mairie en juillet dernier stipulait : « *Aucune intervention de type taille, coupe racinaire et/ou tout impact de travaux (terrassements déblaiement, choc de véhicule) ne doit être réalisée sur le sujet.* ». Deuxième point : « *Une alternative d'accès au futur logement ne passant pas auprès de l'arbre et ainsi n'impactant pas son système racinaire et donc sa longévité serait une mesure de pérennisation de ce patrimoine végétal.* » Selon un second avis technique de Monsieur VALETTE, qui est un expert forestier, rendu le 30 mars 2021, je cite : « *Toute opération de voirie accompagnée de passage d'engins et d'interventions de compaction, de vibrations délétères et de produits toxiques pour les racines aura des conséquences majeures et définitives sur cet arbre remarquable.* » Le promoteur ne respecte même pas la note technique complémentaire de l'ONF qu'il a lui-même commandée. Celle-ci, cette note, requiert une zone de protection minimale de 3 mètres 32 de rayon autour du trou, mais l'idéal ce serait de 12 mètres. Donc si une passerelle métallique enjambant cette zone de protection devait être posée, elle devrait dépasser 8 mètres de long, alors que le promoteur propose seulement une passerelle de 6 mètres, incluant en plus des traverses en béton – j'entre un peu dans les détails techniques – qui sont creusées dans le sol et qui du coup endommageraient les racines. D'autant que si cette passerelle était mise en place, cela rehausserait le chemin de 50 centimètres. Vous avez vu les dégâts causés par le camion qui a arraché la branche qui faisait plus de 5 mètres de haut avec son chargement, alors imaginez les dégâts encore plus graves qu'il y aurait eu s'il avait été installé cette passerelle. C'est pourquoi pour l'instant cette fausse solution a été rejetée par l'association des riverains. La seule solution pour protéger ce chêne et le grand capricorne qu'il abrite est de faire respecter la loi sur la protection des espèces menacées et d'interdire le passage de véhicules lourds qui sont en train de tuer à petit feu cet arbre majestueux.

Je me permets juste une toute petite parenthèse, pour rappeler que toutes les manifestations qui ont eu lieu depuis plus d'un an se sont toujours toutes déroulées de manière pacifiste, dans le calme et dans le respect des personnes.

Monsieur le Président, quatorze personnes ont été lourdement condamnées par la justice pour avoir voulu faire respecter cette loi de l'environnement. Leurs avocates ont indiqué que le chemin de Salaison n'est pas une voie publique mais un chemin de service, donc une voie privée, comme le prouve le cadastre. Elle ne peut donc pas être une voie d'accès au lotissement. Informés de cette situation par les avocates, vos services ont très certainement instruit cette question. Je sais que ça ne fait pas très longtemps qu'elles sont au courant, donc je sais que pour l'instant c'est un peu court. Mais juste pour savoir, est-ce que vous en savez plus sur cette voie ? Pourriez-vous nous répondre sur ce point ? Par ailleurs, je sais que vos services aussi travaillent activement – et je les remercie – à l'ouverture d'une troisième voie d'accès au chantier. Je vous en remercie encore. Mais la survie du chêne et la sécurité de Monsieur BEDOS – qui est une personne en situation de handicap – en dépendent, puisque le Maire de Castelnau-le-Lez refuse obstinément de prendre ses responsabilités. Je souhaiterais savoir où en est cette solution. L'acquisition du terrain nécessaire à l'ouverture de cette voie est-elle effective ou possible à court terme ? Je vous remercie pour votre attention et pour vos réponses précieuses pour les nombreuses personnes mobilisées pour ce chêne vert labellisé remarquable, le seul de la Métropole. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Merci Madame BORNE. Vous m'interpellez avec un certain nombre d'éléments. Je voudrais vous dire : j'ai adressé un courrier au responsable régional de la société qui est responsable de cet impact-là. Je vais vous en donner lecture, et sur les éléments que vous m'avez donnés, je vous les communiquerai évidemment ultérieurement. Mais je voudrais vous en donner lecture.

« Monsieur le Directeur, j'ai été informé des dégâts causés mardi 25 mai sur le chêne situé à proximité du chantier que vous réalisez au bout de la rue de Salaison à Castelnau-le-Lez. Une branche de plus de 6 mètres de long et d'environ 15 centimètres de diamètre a ainsi été cassée par le passage d'un camion dont vous avez la responsabilité. Montpellier Méditerranée Métropole – pas compétente à proprement parler, mais – a toujours eu pour ligne de conduite dans ce dossier particulièrement complexe – dont tout le monde hérite – de favoriser le dialogue entre les parties prenantes dans le respect des droits et devoirs de chacun. Dans le cadre des compétences qui sont les nôtres, nous œuvrons d'ailleurs actuellement avec les riverains pour définir une troisième voie d'accès permettant à moyen terme une desserte du site plus adaptée et plus sécurisée. En attendant son éventuelle réalisation qui dépend de nombreux paramètres extérieurs, je ne peux que déplorer fortement la dégradation majeure subie par cet arbre remarquable que nous allons classer au PLUi en espace boisé classé (EBC). Comme vous vous y êtes engagé avec vos équipes lors des différents temps de médiation organisés ces derniers mois, tout doit être mis en œuvre – tout doit être mis en œuvre – pour préserver ce chêne unique sur le territoire de la Métropole. La récente décision du tribunal judiciaire de Montpellier ne vous exonère pas de garantir dans la réalisation des travaux l'intégrité de cet arbre. Il appartient à notre patrimoine commun et il est de notre devoir de le préserver. J'exprime donc, après cet incident plus que regrettable, ma plus grande préoccupation sur la poursuite du chantier dans les prochaines semaines. » J'ai informé évidemment Monsieur le Maire de Castelnau-le-Lez. Voilà ce qui a été reçu.

Je ne voudrais pas en dire plus. Je mesure bien, on mesure la complexité du dossier, qui est là. Mais à un moment, il faut faire preuve de responsabilité. La branche qui tombe, qui est saccagée par le passage des camions alors que plein d'assurances avaient été prises, aux uns et aux autres, il faut savoir être fiable sur sa parole. Voilà le courrier que j'ai adressé et je ne manquerai pas, Madame BORNE, de vous communiquer, ainsi qu'à Monsieur le Maire, les éléments sur les travaux. Mais là, il faut que le Monsieur qui conduit cette opération essaye de sortir différemment que par la destruction.

Frédéric LAFFORGUE

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Non, on en reste là. Monsieur le Maire, moi je ne dénigre pas les décisions de justice. Mais, Monsieur le Maire, quand l'opérateur, auprès de mon Directeur de cabinet, Monsieur PRUNIERE, et vous-même, prend des engagements, il les tient. Et dans les décisions de justice aussi.

Frédéric LAFFORGUE

Intervention hors micro. Les préconisations ont été refusées par le propriétaire du terrain. À un moment donné, je veux bien mais il y a des préconisations qui ont été validées par les décisions de justice. Donc il ne faut pas les dénigrer non plus.

Monsieur le Président

La justice n'a pas demandé d'abattre...

Frédéric LAFFORGUE

Non, mais il y a des décisions de justice qui ont été prises. On ne peut pas non plus revenir sur des décisions de justice. Le pouvoir de police du Maire est aussi en jeu. Et des enjeux financiers aussi pour la Commune. Donc il faut aussi les respecter.

Monsieur le Président

Nous, on a essayé...

Frédéric LAFFORGUE

On essaye de trouver une solution, tu le sais très bien. On travaille sur la troisième et la Commune y est partie prenante. On fait tout pour trouver d'autres solutions. Mais il y a eu quand même deux décisions de justice, une en Conseil d'État concernant le permis. Excuse-moi mais je ne peux pas aller contre une décision du Conseil d'État. Et la seconde, qui a validé justement le problème de voirie, et qui a repris dans la décision de justice tous les éléments précédents, avec les préconisations. Et même dans ces préconisations, il y a eu une transaction qui a voulu être faite dans le week-end, justement pour proposer de mettre ces plaques, d'élaguer comme cela avait été préconisé par l'ONF, et là ça a été refusé. Et aujourd'hui, il y a un monticule qui a été mis en place sur la voirie, qui augmente la hauteur de la voirie.

Monsieur le Président

Je propose qu'on en reste là.

Frédéric LAFFORGUE

Oui, mais je veux quand même donner des précisions, parce que je veux bien avoir les épaules larges sur tout, mais quand même... Il y a des décisions de justice. Je suis obligé de les respecter.

Monsieur le Président

Monsieur le Maire, le courrier en tant que Président de la Métropole et la réponse que j'ai apportée à Madame BORNE...

Frédéric LAFFORGUE

Moi, la réponse du Président de la Métropole me va très bien.

Monsieur le Président

... c'est au promoteur, avec qui on a fait une médiation et à qui on a demandé la plus grande vigilance. Donc à un moment, on se donne une obligation de moyen sur cet arbre.

Frédéric LAFFORGUE

Michaël, on s'est retrouvé en médiation en justice. J'ai passé plus de 4 heures : 1 heure à voir justement l'endroit des plaques, où on pouvait les mettre. Avec la médiatrice, tout a été refusé. À un moment donné, je veux bien tout faire, même les pieds au plafond, mais à un moment donné, je ne sais pas faire. Il y a des décisions de justice, en tant que Maire, je suis obligé de les respecter. Et en tant que Président de la Métropole aussi.

Monsieur le Président

Mais moi je respecte la justice.

Frédéric LAFFORGUE

Moi aussi. Je la respecte aussi.

Monsieur le Président

Je la respecte.

Frédéric LAFFORGUE

Après, c'est sûr, ton courrier, tu as tout à fait raison. Le promoteur doit prendre en compte les dégâts qui ont été faits. De toute façon, il est sanctionné aussi puisque l'arbre a été classé par l'ONF par la convention de Berne.

Monsieur le Président

Je propose qu'on en reste là.

Monsieur le Président

Ensuite, j'ai une question écrite cette fois de Madame DOULAIN, qui s'interroge sur les dispositifs d'aide en postulant que la Métropole n'aurait aidé que les acteurs économiques, et pas les acteurs associatifs. Cette question a toute légitimité aussi. Évidemment, on a essayé d'accompagner les acteurs économiques, mon prédécesseur, pendant le premier confinement. Là nous venons de délibérer sur L'OCCAL. Il y a eu les aides au loyer pour essayer d'aider un certain nombre d'entreprises, pour essayer de soulager au mieux. Derrière les entreprises, ce sont les emplois. Au demeurant, sur les acteurs associatifs, vous observerez que toutes les subventions ont été maintenues, qu'il y ait eu activité ou pas activité. Ça a permis de pouvoir payer les charges fixes, puisque ce sont des subventions qui ont été reconduites, et on n'est pas entré dans un dialogue en disant « *vous n'avez rien fait, on ne vous verse pas* ». La seule fois où ça s'est posé, et je crois que vous m'en donnerez crédit – non, ça vous ne le ferez jamais... C'est quand une association a une trésorerie trop importante, c'est-à-dire que son fond de roulement est anormalement élevé. Là, quand il y a thésaurisation, le contrôle de gestion peut exercer un devoir d'alerte, et là on apprécie. Enfin, que ce soit pour ACM et la SERM, il y a un travail qui a été fait, sur des structures en difficulté, pour essayer de voir comment on pouvait accompagner. D'ailleurs, certaines de ces structures ont bénéficié de l'aide au loyer. Il y a peut-être une ou deux associations qui rencontrent des difficultés. Et ça, il faut nous le faire remonter, et on peut voir. Je veux être très clair, et je veux vraiment remercier l'ensemble des élus de la Métropole. On a fait le choix de maintenir les subventions alors qu'il n'y avait pas d'activité. Je veux saluer les dirigeants d'associations qui, pour beaucoup – il y a l'élus aux sports, l'élus à la culture –, ont dit « *voilà, c'est appréciable, peut-être que l'année prochaine, si vous nous donnez un petit peu moins, ce n'est pas grave* ». Bref, il y a un dialogue, le plus fin possible. S'il y a quelques problèmes pour certaines, il ne faut évidemment pas hésiter à nous les faire remonter, parce que nous, notre but, c'est la pérennité et le dynamisme de la vie associative, vie associative qu'on espère pouvoir retrouver à l'Antigone des associations le premier week-end de septembre.

Mes chers collègues, l'ordre du jour est maintenant épuisé. Merci à tous et à toutes de votre participation. Prochain Conseil : la date a été changée, il se tiendra le 28 juillet.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.